

Rapport sur la solvabilité et la situation financière 2021

SwissLife Prévoyance et Santé

Liste des Abréviations	5
Synthèse.....	6
Contexte	7
Impacts du conflit entre l'Ukraine et la Russie.....	8
Présentation de la démarche RSE Swiss Life.....	11
A Activité et résultats.....	13
A.1 Activité	13
A.2 Résultats de souscription.....	24
A.3 Résultats des investissements.....	29
A.4 Résultats des autres activités	30
A.5 Autres informations	30
B Système de gouvernance.....	31
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance.....	31
B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité.....	35
B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	39
B.4 Système de contrôle interne	44
B.5 Fonction d'audit interne.....	49
B.6 Fonction actuarielle.....	51
B.7 Sous-traitance.....	52
B.8 Autres informations	53
C Profil de risque.....	54
C.1 Risque de souscription.....	57
C.2 Risque de marché	60
C.3 Risque de crédit.....	63
C.4 Risque de liquidité	64
C.5 Risque opérationnel.....	65
C.6 Autres risques importants	66
C.7 Autres informations	67
D Valorisation à des fins de solvabilité.....	68
D.1 Actifs	68
D.2 Provisions techniques.....	75
D.3 Autres passifs	79
D.4 Méthodes de valorisation alternatives.....	80
D.5 Autres informations	80
E Gestion du capital	81
E.1 Fonds propres	81
E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	83
E.3 Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis.....	88
E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle utilisé.....	88
E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	89
E.6 Autres informations	89

Annexe	90
S.02.01.02 Bilan	91
S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité.....	93
S.05.02.01 Primes, sinistres et dépenses par pays.....	96
S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé SLT	98
S.17.01.02 Provisions techniques non-vie.....	100
S.19.01.21 Sinistres en non-vie	103
S.22.01.21 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	104
S.23.01.01 Fonds propres	105
S.25.01.21 Capital de solvabilité requis — pour les entreprises qui utilisent la formule standard.....	106
S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR).....	107

Liste des Abréviations

ACAV	Assurance à Capital Variable
ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
AMSB	Administrative, Management or Supervisory Body: Organe d'administration, de gestion ou de contrôle
ANI	Accord National Inter Profession
BCE	Banque Centrale Européenne
BGS	Besoin Global en Solvabilité
Bps	Basis Point
CFO	Chief Financial Officer
CRO	Chief Risk Officer
EIRS	Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité
EUR m	En Millions d'Euros
EUR k	En Milliers d'Euros
FATCA	Foreign Account Tax Compliance Act
HY	Half Year
ICS	Internal Control System
IFRS	International Financial Reporting Standards
IFT	Instruments financiers à terme
KPI	Key Performance Indicators
MCR	Minimum Capital Requirement
MTP	Mid-Term-Planning
NAV	Net asset value
OPCI	Organisme de Placement Collectif Immobilier
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilière
ORSA	Own Risk and Solvency Assessment
RCSA	Risk and Control Self-Assessment
RSE	Responsabilité Sociétal des Entreprises
SA	Société Anonyme
SCI	Société Civile Immobilière
SCR	Solvency Capital Requirement
SST	Swiss Solvency Test
SII	Solvency II
SLAB	SwissLife Assurances de Biens
SLAM	Swiss Life Asset Managers
SLAP	SwissLife Assurance et Patrimoine
SLPS	SwissLife Prévoyance et Santé
SLT	Similar To Life Techniques
TME	Taux Moyen des Emprunts d'Etat
UC	Unités de Comptes
VA	Volatility Adjustment

Synthèse

Dans le cadre du dispositif Solvabilité II (SII), ce rapport accompagne la remise complète des états SII.

Le rapport est établi sur les bases des calculs au 31.12.2021 et s'appuie sur l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. Ces rapports portent sur l'année calendaire 2021.

La crise Covid-19 et la guerre en Ukraine n'ont pas affecté matériellement le profil de risque de l'entité (se référer à la section dédiée ci-dessous).

Au cours de l'année 2021, les taux d'intérêts se sont inscrits en hausse (+56 bps sur le Swap 10y) par rapport à l'année 2020. Le marché actions a évolué à la hausse (+21% pour l'indice MSCI World).

En synthèse, le pilotage de la société a été caractérisé par:

- Le soutien de la politique commerciale visant à développer la collecte sur la prévoyance et sur le marché des entreprises.
- Dans la lignée des années précédentes, une poursuite de la stratégie d'investissement: renouvellement des investissements obligataires souverains, poursuite des investissements dans des obligations d'entreprises et investissements modérés dans des actifs diversifiés (fonds d'actions couvertes, des actifs immobiliers et des prêts aux entreprises).

Les ratios de solvabilité¹ au 31.12.2021 excèdent largement l'exigence cible (couverture du SCR de 130%) et minimale (couverture du MCR de 334%).

SLPS fait partie du Groupe Swiss Life France dont le ratio de couverture SCR au 31.12.2021 est solide et s'élève à 172%.

Par ailleurs, Swiss Life France fait partie du Groupe Swiss Life qui bénéficie d'une notation Standard & Poor's solide (« A+ avec perspective stable ») confirmée le 7 septembre 2021.

¹ Il s'agit du ratio de solvabilité réglementaire avec correction pour volatilité.

Contexte

Au moment de la rédaction de ce rapport, la crise pandémique Covid-19 est toujours d'actualité. Bien que cela continue d'avoir des impacts significatifs sur le fonctionnement de la société civile et qu'il demeure des incertitudes sur l'avenir à court et moyen terme, l'environnement socio-économique paraît résilient.

En particulier, les soutiens des banques centrales et les plans de relance publics ont permis d'injecter des liquidités et de maintenir la solvabilité de certaines entreprises alors que d'autres secteurs ont pu connaître une croissance soutenue par la digitalisation et les nouveaux modes de travail. Peu de défauts significatifs ont été observés, il convient de rester néanmoins attentif aux potentiels phénomènes de retard, si les différents plans de soutien cessent de faire leurs effets. Les conditions économiques se sont significativement améliorées sur l'année 2021, par exemple les taux d'intérêt (Swap et OAT) ont augmenté d'environ +50bps à +60bps selon les maturités et les marchés actions de l'ordre de +25% en moyenne. Bien qu'une hausse de l'inflation ait été constatée, le consensus macroéconomique est qu'il s'agit d'un effet résiduel de rattrapage dû à la crise Covid de 2020 et qu'à moyen et long terme le niveau de l'inflation devrait se stabiliser à un niveau de l'ordre de +2% qui représente la cible inscrite dans le mandat de la Banque centrale européenne.

Par ailleurs, les impacts techniques (frais des soins et arrêts de travail) sont restés contenus pendant la pandémie grâce aux mesures exceptionnelles mises en place par les autorités nationales et européennes (confinement, obligation de distanciation sociale, ...). Les risques financiers en 2020 et 2021 ont quant à eux été atténués par le soutien massif des banques centrales.

La lutte contre le changement climatique est devenue l'une des priorités des pouvoirs publics depuis quelques années. L'émergence du concept de finance durable enrichit et complète les analyses risque-rentabilité des actifs financiers. Dans ce contexte, SwissLife France suit le développement des différentes techniques d'analyse et participe activement aux groupes de travail de la place. Dans le domaine de l'ORSA, une analyse de sensibilité au risque climatique a été présentée dans le rapport ORSA 2021 à titre exploratoire.

Impacts du conflit entre l'Ukraine et la Russie

Au moment de la rédaction de ce rapport, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est en cours depuis la fin du mois de février. Il s'agit d'un évènement à résonnance mondiale, dont l'ampleur des conséquences humaines, géopolitiques et économiques à moyen et long-terme reste encore incertaine.

Nous mentionnons ci-dessous une analyse des risques pour le sous-groupe SwissLife France dans son ensemble, tels qu'ils sont connus à la date de rédaction. Le début de l'invasion étant encore récent, l'analyse à long terme reste soumise à une incertitude forte quant à l'évolution du conflit et son impact à l'échelle mondiale:

En synthèse, les procédures de suivi et contrôle ainsi que les analyses financières ont rapidement été mises en place. Les entités de SwissLife France :

- n'ont pas d'investissement significatif sur des actifs dont la contrepartie serait russe ou ukrainienne ;
- n'ont pas de situation atypique par rapport au marché français de l'assurance et à tout autre investisseur institutionnel et sont exposées au risque plus global de détérioration économique sur les secteurs d'activité les plus sensibles au conflit en raison d'une potentielle augmentation du coût des matières premières ;
- ne sont pas concernées à ce stade par des contreparties (personne physique ou morale), client ou partenaire visées par les embargos et gels des avoirs.

Gouvernance générale

Un suivi et une coordination renforcés ont été mis en place au sein de SwissLife France et avec le Groupe.

Le Plan de Continuité d'Activité (PCA) de SwissLife France est opérationnel et prêt mais n'a pas été activé à ce stade. A la différence du début de la crise Covid-19, la situation en Ukraine n'est pour l'instant pas une menace vitale pour le business model et le fonctionnement de l'entreprise. Naturellement, le PCA pourra être activé en cas d'aggravation du risque

Risques opérationnels

SwissLife France ne dispose pas de collaborateurs, de fonctions ou de prestataires localisés en Ukraine ou en Russie.

Risque de cyber-attaque

Notre veille renforcée ces derniers jours nous indique une absence de pic d'activité en termes de tentatives d'attaques à ce stade. Les équipes sont mobilisées et procèdent à des points de situation réguliers quant à l'évolution d'une éventuelle menace pesant sur nos SI (Systèmes d'Information).

Nous avons par ailleurs augmenté le niveau de vigilance de notre SOC (Security Operation Center, outil de supervision de la sécurité de nos SI), alimenté en continu de tous les indicateurs

techniques de compromissions (IOC) diffusés par les différents centres de veille dont celui de l'ANSSI (Autorité Nationale en matière de Sécurité et de défense des Systèmes d'Information).

Nos collaborateurs sont régulièrement sensibilisés chaque année aux risques cyber ainsi qu'aux bons réflexes à adopter (pour se prémunir ainsi que pour réagir), une communication spécifique sur le contexte de ce conflit a été réalisée

Risques de conformité

A la date de rédaction du présent rapport, SwissLife France (y compris SLBP) n'a identifié aucune contrepartie (personne physique ou morale), client ou partenaire qui serait soumis à l'embargo ou au gel des avoirs.

Sur notre activité d'assurance vie, nos procédures habituelles de connaissance client impliquent d'identifier les clients ultimes/bénéficiaires effectifs de l'ensemble des opérations conclues, l'origine des fonds et la cohérence des informations sur cette origine.

Les encours en assurance vie et banque privée détenus par des personnes de nationalité russe ou ukrainienne, non soumises au gel des avoirs, ne sont pas significatifs.

Sur nos activités non-vie :

- En santé/prévoyance (SLPS), nous avons un nombre négligeable d'assurés expatriés en Ukraine ou Russie et couverts par un contrat individuel ou collectif souscrit en France ;
- Les biens assurés en dommages par SLAB sont intégralement en France.

Impacts économiques et financiers

Le conflit peut entraîner des conséquences macroéconomiques via des changements significatifs dans certains secteurs d'activité. Pour citer deux exemples majeurs, la Russie est le premier fournisseur de gaz naturel de l'Union Européenne (avec 40 % des importations, soit 19 % de la consommation totale de gaz de l'Union européenne) et le deuxième fournisseur de pétrole (20 % des importations soit 16 % de la consommation totale).

Entre le 21 février et le 7 mars 2022, les mouvements des indices de marché étaient modérés :

- Les taux sans risque européens ont peu diminué (entre -5bps et -10bps), après une hausse significative depuis le 31 décembre 2021 ;
- Les spreads gouvernementaux ont diminué de façon plus importante (entre -15bps et -20bps) ;
- Les spreads d'entreprise (iTraxx Europ Gen) ont augmenté de +15bps ;
- Les indices actions américains et européens ont diminué de respectivement -3% et -12% ;
- L'inflation estimée à 10 ans a augmenté de +67bps

Le business model de SwissLife France est résilient à ce type de mouvements.

Exposition des actifs financiers à l'Ukraine et la Russie

Aucun des actifs généraux des compagnies d'assurance ne contient de titre ukrainien ou russe en direct. Par ailleurs, l'exposition à des fonds investis sur ces pays et à des actifs d'entreprise dont le business dépend matériellement de ces pays est très peu significative.

Le principal risque d'exposition des actifs généraux est le risque sur l'économie mondiale, notamment par rapport à l'augmentation du coût des matières premières. SwissLife France ne dispose pas de surexposition à ces secteurs par rapport aux investisseurs institutionnels.

Impacts en Solvabilité

Notre évaluation des ratios de solvabilité montre une quasi-stabilité de ceux-ci, malgré l'évolution de la situation financière décrite ci-dessus. Cela s'explique notamment par la combinaison de i) notre stratégie d'investissement « barbell » (obligations corporate de maturité courte et obligations gouvernementales de maturité longue), ii) notre pilotage à faible gap de duration, iii) notre stratégie de couverture et iv) l'effet positif des mesures contracycliques.

Impacts sur l'activité commerciale et technique

La très grande partie de notre activité (tous métiers) est concentrée sur le territoire français, à ce stade, nous n'observons pas de perturbation significative de l'activité technique (primes/rachats/arbitrages/sinistres) qui pourrait s'expliquer par le contexte actuel.

La situation continue d'être suivie sous tous ces angles tant que le conflit durera et que la situation macroéconomique restera sous tension.

Présentation de la démarche RSE Swiss Life

Le plan Swiss Life 2024 fait de la Responsabilité Sociétale un objectif stratégique, intégré à l'ensemble des activités et des décisions de Swiss Life, et au cœur de son modèle d'entreprise responsable. L'ambition de Swiss Life est de permettre aux générations actuelles et futures de vivre selon leurs propres choix.

En 2021, dans le cadre de la préparation de son plan stratégique Swiss Life 2024, et pour répondre à l'évolution des enjeux RSE et des attentes des parties prenantes, Swiss Life a fait évoluer sa stratégie RSE, tant au niveau du Groupe qu'au niveau de Swiss Life France. Avec sa stratégie renouvelée, Swiss Life donne la priorité aux domaines dans lesquels l'entreprise peut exercer une influence directe. Concrètement, Swiss Life France agit de manière responsable:

- En tant qu'assureur et conseiller ;
- En tant qu'investisseur ;
- En tant qu'employeur ;
- En tant qu'acteur citoyen ;
- Dans la conduite de ses activités.

Ces piliers constituent le cœur de la stratégie RSE de l'entreprise et repose sur des principes de conduite responsable, à la base de toutes ses activités. Dans ce cadre, Swiss Life intègre les notions de responsabilité sociétale au sein de tous les processus décisionnels de l'entreprise et s'appuie ainsi sur une gouvernance solide, une gestion des risques rigoureuse, un comportement éthique et mène toutes ses activités en maîtrisant son empreinte environnementale.

Ainsi, à travers le plan Swiss Life 2024, et la mise en œuvre de sa stratégie RSE, Swiss Life contribue à la protection du climat, grâce à une gestion responsable de ses ressources et consommations et une maîtrise de l'impact de ses activités sur l'environnement. Swiss Life est également déterminée à améliorer en continu son approche d'investissement responsable et gère ses actifs financiers de manière à prendre en compte le changement climatique.

La stratégie climat de Swiss Life a été communiquée en 2021 dans le cadre du nouveau programme Groupe «SL 2024» et est publiée en détail dans le rapport TCFD du Groupe Swiss Life qui seront déclinés au niveau de SwissLife France en 2022 notamment pour les actifs des entités.

Les principaux piliers de la stratégie climatique de Swiss Life

Le Groupe Swiss Life a défini son engagement climat en ces termes : « Être une entreprise responsable et durable est essentiel pour nous. Face aux évolutions, nous nous devons de réagir de façon proactive et appropriée. Cela vaut également face au changement climatique, un des plus importants défis actuels. Nous sommes pleinement engagés dans l'Accord de Paris dont l'objectif consiste à limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2 °C. ». Par exemple, la trajectoire de réduction des empreintes écologiques des opérations et immobilières est basée sur un scénario de limite de réchauffement climatique à un niveau de 1.5 degrés.

Swiss Life soutient les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et souhaite contribuer à leur réalisation. À cette fin, nous avons pris des mesures dans un certain nombre de domaines, dans lesquels nous pouvons exercer une influence directe :

- Dans la conduite de nos activités, nous visons à réduire les émissions de CO₂ par ETP de 35 % d'ici 2024 (base 2019) et à poursuivre sur la voie de zéro émission nette (statut net-zéro) à horizon 2022 :

- Le chemin de réduction comprend les émissions de Scope 1 et de Scope 2. Il comprend également les émissions du champ d'application du Scope 3 lié aux déplacements professionnels, à la consommation de papier et d'eau et à l'élimination des déchets.
- Nous compenserons également entièrement les émissions incompressibles afin d'obtenir un statut « net zéro » à partir de 2022.
- En tant que propriétaire et gestionnaire d'actifs*
 - En tant que propriétaire et gestionnaire d'actifs et en tant que grand propriétaire immobilier, nous visons à réduire l'intensité des émissions de CO₂ pour les biens immobiliers détenus en propre de 20 % d'ici 2030 (base 2019). Nous avons également l'intention de poursuivre notre forte intégration ESG dans les processus d'investissement avec environ 90 % des actifs sous gestion dans le cadre de la stratégie d'investissement responsable, de maintenir une bonne gestion des risques ESG, de saisir les opportunités et solutions d'investissement ESG et de maintenir une intensité carbone inférieure aux indices de référence pertinents pour nos titres.
 - Swiss Life s'abstient de nouveaux investissements dans des obligations émises par des entreprises et pour investissements dans les infrastructures qui tirent plus de 10% de leurs revenus de l'extraction et de la vente de charbon. Ainsi, l'exposition obligataire directe à ces entreprises sera nulle pour le portefeuille de Swiss Life France au plus tard en 2030.
 - En tant qu'investisseur, nous considérons qu'un engagement constructif et une gestion active font partie intégrante de notre approche de l'investissement responsable. Dans ce contexte, Swiss Life cherche activement à travailler avec les entreprises et les parties prenantes concernées pour relever les défis ESG et climatiques spécifiques tout en préservant les intérêts financiers de ses clients. Cela inclut l'engagement actionnarial et l'amélioration de la collaboration.

A Activité et résultats

A.1 Activité

Activité et environnement externe

Nom de l'organisme: SwissLife Prévoyance et Santé. (Matricule 4020210)

L'autorité de contrôle chargée de la supervision de la société est l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution).

Adresse: Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest, 75436 Paris Cedex 09

La société chargée de l'audit externe de la société est PwC (PricewaterhouseCoopers)

Adresse: PwC, 63 rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine

Auditeur externe: Madame Christine Billy

Présentation de la société

Pour rappel, SwissLife prévoyance et Santé (SLPS) est une filiale (SA, « société anonyme ») de Swiss Life France Holding, la holding de Swiss Life Groupe en France. SLPS est installé en France et opère essentiellement sur le marché français.

Swiss Life France est une société de groupe d'assurance telle que définie par l'article L. 322-1-2 du Code des Assurances. Swiss Life France appartient au groupe SwissLife par l'intermédiaire de Swiss Life AG à hauteur de 99,9%.

En tant que compagnie d'assurance du groupe Swiss Life, SLPS contribue au processus global de suivi et de reporting des risques du groupe conformément aux exigences du Swiss Solvency Test (SST). Et au même titre que les compagnies d'assurance opérant sur le marché français, SLPS est dans le champ d'application de Solvabilité II (SII). SLPS étudie, suit et gère ses risques selon les règles propres aux deux référentiels prudentiels.

Swiss Life France maintient son positionnement stratégique unique qui s'appuie sur une marque forte : il s'agit d'un modèle d'assureur gestion privée auprès des clients aisés et patrimoniaux, en étant acteur de référence en épargne-retraite et santé-prévoyance, le tout soutenu et entretenu par un réseau de multidistribution intégré.

Stratégie de Swiss Life

Le 25 novembre 2021, le groupe Swiss Life a annoncé son plan stratégique Swiss Life 2024 et Swiss Life France a présenté sa contribution à ce nouveau programme à 3 ans, visant à poursuivre une stratégie gagnante depuis plus de 10 ans, basée sur un positionnement unique sur le marché français. La pertinence de son modèle d'affaires se traduit par des choix stratégiques clairs centrés sur une croissance rentable et une capacité à s'adapter en tirant parti des évolutions majeures du marché de l'assurance. Il repose sur les éléments suivants :

- Une connaissance approfondie de ses clients et une segmentation claire sur les clients à haute valeur ajoutée ;
- Un positionnement « Assureur Gestion Privée », basé sur le conseil et une offre en assurance vie, banque privée et solutions financières destinée à des clients aisés et patrimoniaux ;

- Une qualité de l'offre proposée aux professionnels et TPE-PME en assurance santé, prévoyance et retraite ;
- Une capacité de multidistribution composée de réseaux propriétaires et ouverts orientés vers le conseil ;
- Une marque reconnue, synonyme de qualité et de confiance.

Cette stratégie solide combinée à une culture d'agilité entrepreneuriale ont permis à Swiss Life France de surperformer le marché français au cours des dix dernières années, de poursuivre sa croissance rentable et d'améliorer sa profitabilité. A titre d'exemple, depuis 10 ans, la croissance annuelle de son chiffre d'affaires en assurance vie s'est élevée à 9% alors que celle du marché a été en recul de 1%, et la part des unités de compte dans le chiffre d'affaires a toujours été très nettement supérieure à celle du marché sur la période.

Le portefeuille de SLPS contient principalement les garanties suivantes:

- Santé (principalement les frais de soins) ;
- Invalidité (temporaire et permanente) ;
- Décès (capital décès, décès accidentel ...) en réassurance acceptée

L'activité de SLPS se répartit sur quatre secteurs d'activité de la nomenclature SII :

- Santé SLT (Similar to Life Techniques) : correspond à la partie des garanties d'invalidité permanente et de la dépendance.
- Santé non SLT correspond aux garanties de frais de soins, protection de revenus, incapacité et invalidité en attente.
- Vie correspond aux garanties « décès ».
- Non-Vie correspond aux quelques autres obligations mineures.

SLPS conçoit et commercialise des produits standardisés (« marque rouge »), des produits via des partenariats (« marque blanche ») et des produits sur-mesure pour le compte d'entreprise. SLPS adapte le pilotage, le suivi de la rentabilité et l'analyse des risques en fonction de ces différents types d'activité. La gestion peut être effectuée en interne (en particulier en ce qui concerne les activités standardisées) ou déléguée (ce qui est majoritairement le cas des activités « marque blanche » ou sur-mesure). A ce titre, les activités en délégation de gestion ont fait l'objet en 2018 et 2019 d'un projet de renforcement du dispositif de contrôle.

L'activité de SLPS peut être schématiquement divisée entre deux types de contrats : individuel (57% du chiffre d'affaires) ou collectif (43%), ou alternativement souscrit en assurance directe ou en réassurance acceptée.

Une petite proportion du portefeuille comprend des risques situés à l'étranger souscrits via LPS (libre prestation de service) ou via de la réassurance acceptée.

Par le passé et compte tenu de sa part de marché importante en santé individuelle, l'activité et l'organisation (commerciale et technique notamment) de SLPS ont été fortement impactées par la réforme de la santé en 2013 applicable depuis le 1^{er} janvier 2016 (dite « ANI » : Accord National Interprofessionnel), qui visait à généraliser la couverture complémentaire à tous les salariés en France, ce qui a transformé une partie du marché de la santé individuelle en santé collective. La société s'est adaptée pro-activement aux changements induits par la réforme et a réussi avec succès ce virage.

Depuis, l'activité a été recentrée progressivement vers les contrats collectifs santé, les produits de prévoyance (individuels ou collectifs), favorisant la clientèle PME/TPE et TNS (professions libérales en particulier) et la vente de produits additionnels associés aux contrats collectifs, comme les sur-complémentaires santé ; mais aussi en défendant ses parts de marché déjà établies en santé individuelle, notamment sur la clientèle « seniors », du fait d'une concurrence accrue des autres acteurs.

Aujourd'hui, la principale et importante évolution réglementaire sur le marché de la santé en France est la réforme 100% Santé, qui vise à éliminer le reste à charge pour les assurés sur la majorité des prestations en audiologie, dentaire et optique. La société a fait évoluer ses produits, processus et outils pour se conformer à la réglementation et réussir le virage de cette réforme dont le calendrier s'étend jusqu'à 2022. L'impact de cette réforme sur la solvabilité de SLPS n'est pas direct et est peu matériel car il s'agit d'un événement couvert et appréhendé techniquement dans un contexte de « frontière de contrats » prudentielle courte.

Dans le cadre de sa gestion active des risques, SLPS dispose d'un plan de réassurance visant à éliminer des risques de pointes.

SLPS détient 16,5% du capital de SwissLife Assurance et Patrimoine (SLAP) qui contribue ainsi à la solvabilité de SLPS. SLPS dispose d'un ratio de solvabilité SII solide indépendamment de la prise en compte de sa participation dans SLAP.

Faits marquants de l'exercice 2021

Contrôle fiscal

Au cours de l'exercice, SwissLife Santé et Prévoyance a fait l'objet d'une vérification ponctuelle de sa comptabilité « contrôle fiscal » portant sur les exercices 2017 et 2018 dont les conséquences financières ont été portées dans les comptes au 31 décembre 2021 (EUR 15m). Il est à noter qu'il s'agit d'un effet purement temporaire (provisions techniques), dont l'effet d'impôt sera récupérable lors de la reprise de provision à hauteur de EUR 10,6 m.

Transfert de portefeuille entre SLAP et SLPS

Par sa décision du 19.11.2021, le Collège de supervision de l'ACPR a autorisé à SLAP i) la demande d'extension administratif pour les branches « 1 | Accidents » et « 2 | Maladie » définies par l'article R321-1 du code des assurances (ce qui fait de SLAP une société d'assurance mixte désormais) ainsi que ii) la demande de transfert du portefeuille de prévoyance collective (sur les garanties accessoires non-vie) issu de SLPS.

Le portefeuille ainsi reçu par SLAP de SLPS représente environ EUR 600m de provisions techniques et est réassuré à 100% par SLPS par un traité proportionnel, de la même façon que les garanties décès, déjà assurées par SLAP et réassurées à 100% par SLPS. Il s'agissait pour SL France de rationaliser ses activités et de réunir les garanties vie et non-vie de la prévoyance collective afin de respecter l'unité contractuelle, commerciale et économique de cette activité. A moyen terme, cela permet également de rationaliser et simplifier les opérations intragroupes.

Pour des contraintes opérationnelles, SLAP a dans un premier temps réassuré cette activité chez SLPS.

Le transfert a eu un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} janvier 2021. En termes d'impacts prudentiels, compte tenu de la réassurance proportionnelle à 100% et du nantissement associé, l'impact est nul sur le profil de risque et sur le ratio de solvabilité de SLPS.

Évolutions réglementaires, législatives et fiscales

Réglementation assurance

Les sociétés d'assurances sont soumises à des exigences réglementaires fortes et régulièrement renforcées en matière de protection du consommateur et de transparence issues de plusieurs normes européennes et nationales (Directive sur la distribution en assurance (IDD), MIFID II (Directive concernant les Marchés d'Instruments Financiers), PRIIPS (Packaged Retail Investment and Insurance-based Products), loi Sapin 2, 5^{ème} directive LCB-FT...).

Non spécifique au secteur assurance, la directive RGPD (Règlement général sur la protection des données) applicable au 25/05/2018, a également fait l'objet d'un important chantier de révision de la politique de protection des données, de travaux avec les partenaires externes.

Pour la partie liée à la durabilité, se référer à la partie spécifique

Résiliation infra-annuelle des contrats santé et collectifs

La loi du 14 juillet 2019 publiée au Journal Officiel mentionne :

- le principe de la faculté de résiliation des contrats d'assurance complémentaire santé, individuel et collectif, à tout moment après la première année de souscription ;
- entérine également la simplification et la modernisation des modalités de notification d'une résiliation ;
- l'obligation de communication du montant et la composition des frais de gestion, frais d'acquisition et ratio sinistre à primes.

Le décret de loi donnant la possibilité au souscripteur d'un contrat Santé (Individuelle ou Collective) de résilier à tout moment après 12 mois d'assurance, dans un délai de 30 jours, a été définitivement votée le 24/11/2020. Il est entré en vigueur au 01/12/2020.

Réforme des Indemnités Journalières des Professions libérales

Introduit dans la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) 2021, voté fin décembre 2020 et entré en vigueur au 1^{er} juillet 2021, le nouveau régime d'indemnités permet aux professions libérales de percevoir une Indemnisation Journalière jusqu'au 90^{ème} jour d'arrêt de travail, après un délai de carence de 3 jours.

La société a révisé son produit de prévoyance individuelle et ses tarifs afin de s'adapter à cette réforme.

Durabilité

La société se prépare activement, dans le cadre d'un projet interne, à la mise en place des normes liées à la durabilité et notamment la norme européenne. Ce projet porte notamment sur les domaines investissement durable, écologie opérationnelle, gestion des produits et activités d'assurance ainsi que sur la participation aux engagements de place.

Solvabilité II

La courbe de taux fournie par l'EIOPA utilisée inclue la baisse de l'UFR (« Ultimate Forward Rate ») de -0.15% en vigueur depuis le premier trimestre 2021. Une baisse de l'UFR de -0.15% conduit à un faible impact de -1% sur le ratio de solvabilité de SLPS.

Swiss Life France suit de près les discussions de place sur la révision de la formule standard et participe activement à la réponse de l'industrie ainsi qu'aux collectes demandées par l'EIOPA. Les impacts seront introduits lorsque les modifications seront actées dans la réglementation par la Commission Européenne ou dans les actes délégués. Le calendrier prévisionnel prévoit une entrée en vigueur en 2024, date à considérer avec la plus grande prudence étant donné la forte incertitude quant à sa bonne réalisation.

Taux d'impôt sur les sociétés

La loi de finances 2022 a confirmé la poursuite de la réduction du taux d'impôt sur les sociétés initiées depuis 2019, avec un plancher atteint en 2022 à 25.83% (en ce qui concerne l'entité), ce qui confirme le niveau d'impôt à long terme déjà retenu dans nos modèles, il n'y a pas d'impact particulier de cette loi de finances 2022.

Arrêt du régime de retraite à prestations définies des cadres dirigeants du groupe

En 2021, dans le cadre des évolutions réglementaires relatives aux mécanismes de retraite, l'accord collectif du 6 décembre 2013 régime B concernant le règlement du régime de retraite à prestations définies des cadres dirigeants du groupe a été dénoncé. L'impact dans les comptes est de EUR 0,6m.

Opérations immobilières

SLPS a procédé à la cession de l'actif Lille Concert pour un montant de EUR 12m le 22/12/21 soit une plus-value locale de EUR 8,9m.

Par ailleurs, la société ATIM a procédé à un rééquilibrage des comptes courants entre ses associés (SLAP, SLPS et SLAB) en vue également du futur siège social et afin de refléter la contribution de chacun des associés. L'appel en compte-courant sur SLPS s'élève à EUR 32,6m dont EUR 26,3m pour ATIM et EUR 6,3m pour 148 Université.

Dividendes ATIM et SCI 148 Université

Aucun dividende n'a été reçu de la part de ATIM et 148 Université au cours de l'exercice 2021.

Contrôles ACPR

Aucun contrôle de l'ACPR sur l'entité n'est en cours.

Contexte économique de l'exercice 2021

En 2021, la pandémie est restée un facteur important sur les marchés. En début d'année, le progrès des vaccinations contre la Covid a d'une part apporté une bouffée d'optimisme et marqué le début d'une impressionnante relance des marchés des actions. D'autre part, de nombreux pays européens ont imposé de nouvelles mesures après avoir été surpris par la deuxième vague pandémique. En Europe, le préjudice économique lié à la deuxième grande vague de Covid et aux mesures d'endiguement a toutefois été bien moindre qu'au printemps 2020. D'abord, le cocktail

« politique monétaire expansionniste, avancée de la vaccination et soutien de l'Etat » a porté ses fruits. Des sommes inédites ont été dépensées ou débloquées pour des mesures de politique budgétaire visant à surmonter la crise. Ensuite, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont restées intactes, permettant aux producteurs européens de profiter de la reprise de la demande en Asie et en Amérique. En Suisse, la Confédération a assoupli les restrictions début mars, permettant la réouverture de tous les magasins. Ces mesures ont entraîné une reprise rapide de l'économie et une croissance du PIB de 1,8% au deuxième trimestre.

Ce redressement s'est aussi traduit par une hausse étonnante des actions, avec des gains à deux chiffres des principaux indices sur l'exercice. Cette reprise, la plus rapide et la plus forte depuis au moins la Seconde Guerre mondiale, a remis d'actualité un phénomène que l'on croyait oublié : l'inflation. Celle-ci a fait un retour au deuxième trimestre 2021 et a dépassé 3% aux Etats-Unis pour la première fois depuis 2011. En juin, l'indice des prix à la consommation était même supérieur de 5,4% à son niveau de juin 2020. La Réserve fédérale américaine est restée impassible, qualifiant cette forte inflation de temporaire. Au troisième trimestre 2021, investisseurs et économistes ont réévalué les risques économiques pour les Etats-Unis. La sévère intervention des autorités de régulation et les ventes massives qui s'en sont suivies sur le marché des actions chinois ont en outre clairement montré que la Chine ne pourrait pas faire office de « moteur de la croissance mondiale » si l'économie américaine devait beaucoup plus ralentir que prévu.

La conjoncture dans la zone euro a quant à elle agréablement surpris, notamment en raison de la reprise étonnamment rapide à la périphérie. En Europe, les difficultés d'approvisionnement dans l'industrie, en particulier en Allemagne et en France, sont restées le principal obstacle à la croissance. En outre, les craintes inflationnistes se sont de plus en plus propagées des Etats-Unis à l'Europe. La hausse continue de l'inflation a poussé la Fed à adopter une position plus restrictive. Celle-ci s'est distancée de sa qualification initiale de « temporaire » de l'inflation, et une réduction accélérée des achats d'obligations a été annoncée.

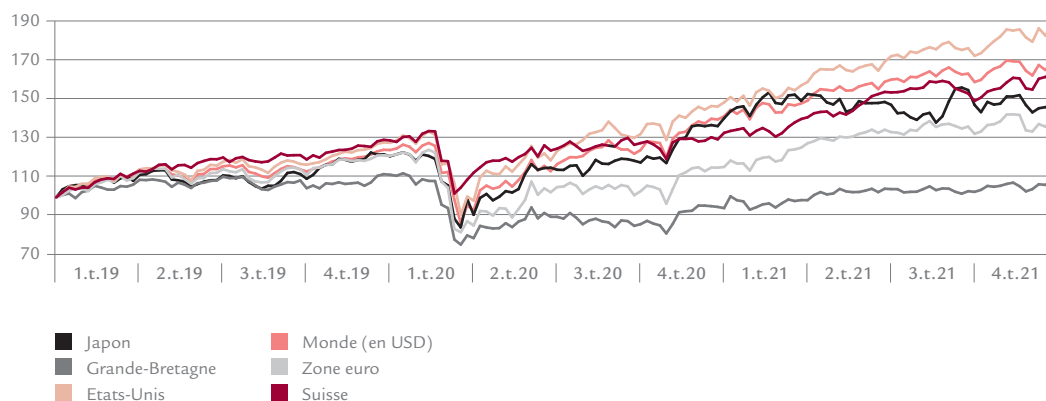
Évolution des marchés financiers

Actions

	31.12.2021	31.12.2020	Evol. 2021	Evol. T4-21
MARCHÉS DES ACTIONS¹				
Suisse (SPI)	16 445	13 328	23,38%	9,31%
États-Unis (S&P 500)	4 766	3 756	26,89%	10,65%
Zone euro (MSCI)	1 454	1 196	21,53%	5,68%
GB (FT-SE 100)	7 385	6 461	14,30%	4,21%
Japon (Nikkei 225)	28 792	27 444	4,91%	-2,24%
Monde (MSCI en USD)	3 232	2 690	20,14%	7,49%

¹ en monnaie locale

Marchés actions (évolution en monnaie locale)

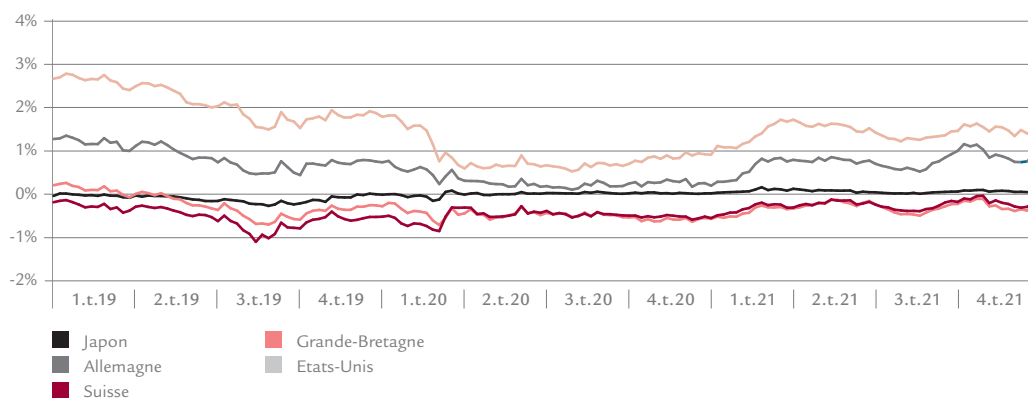


Taux d'intérêt

En 2021, on a vu l'effet de la répression financière des banques centrales. Après les achats massifs, la volatilité des écarts de crédit a chuté, la moyenne en EUR vers un tiers et celle en USD, vers la moitié de leur valeur historique. Les investisseurs ont dû prendre des risques pour avoir des rendements positifs, en allant sur le crédit. Si les écarts de crédit n'ont quasi pas changé, les taux d'intérêt ont eu des hauts et des bas, la récession due au variant Delta réduisant les rendements au printemps 2021 malgré l'inflation en hausse. Mais face à cette pression inflationniste persistante, les marchés financiers ont fini par comprendre que des futures hausses des taux seraient inéluctables.

en %	Marchés monétaires (taux du Libor à 3mois)		Marchés des capitaux (obligations d'Etat à 10 ans)	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Suisse	-0,75%	-0,76%	-0,14%	-0,55%
États-Unis	0,21%	0,24%	1,51%	0,91%
Allemagne	-0,58%	-0,57%	-0,18%	-0,57%
Grande-Bretagne	0,26%	0,03%	0,97%	0,20%
Japon	-0,08%	-0,08%	0,07%	0,02%

Taux d'intérêt à long terme (emprunts d'État à 10 ans)

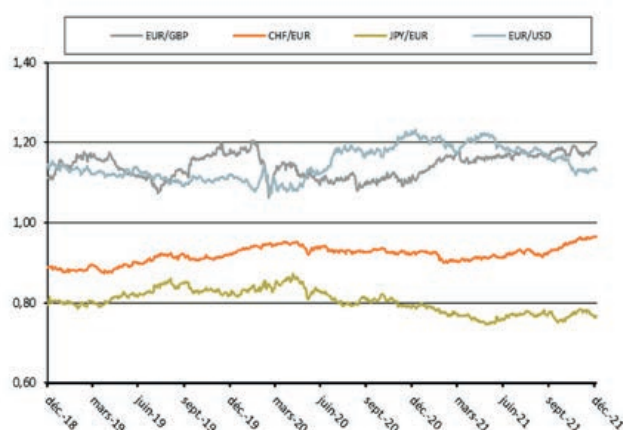


Devises

Le dollar a surperformé toutes les grandes monnaies des pays industrialisés et émergents, sauf le yuan chinois (CNY) et la rouble russe (RUB). Les prix de l'énergie bien plus élevés ont aidé le yuan chinois, mais aussi d'autres devises sensibles aux matières premières comme le dollar canadien et la couronne norvégienne (NOK), qui se sont moins dépréciées que d'autres devises cycliques face au dollar. Parmi ces dernières, l'euro, le yen (JPY) et la couronne suédoise (SEK) ont été les lanternes rouges des pays industrialisés en 2021. Outre de leur caractère cyclique, ces monnaies ont souffert des grandes différences de taux d'intérêt («carry») par rapport au dollar. Le franc suisse (CHF), qui s'est nettement apprécié par rapport à l'euro en 2021, fait figure d'exception.

	31.12.2021	31.12.2020	Evol. 2021	Evol. T4-21
MARCHÉS DES DEVICES				
EUR/USD	1,14	1,22	-6,93%	-1,81%
EUR/CHF	1,04	1,08	-4,04%	-3,81%
EUR/GBP	0,84	0,89	-5,86%	-2,09%
EUR/JPY	130,90	126,18	3,74%	1,57%

Marché des devises (évolution par rapport à l'euro)



Crédit

L'année 2021 s'est clôturée sous de bien meilleurs auspices qu'elle n'avait commencé : la course vers les vaccins a engendré un taux de vaccination élevé dans la plupart des économies industrialisées, la pandémie cause moins de décès que l'on craignait, et l'économie mondiale connaît une reprise économique robuste. Cependant, le retour à la normale n'est pas encore pour tout de suite. La bataille contre le coronavirus est loin d'être terminée, l'inflation atteint ses plus hauts niveaux depuis plusieurs décennies aux US ainsi qu'en Europe et le marché du travail est confronté à de nouveaux dilemmes (pénurie de main d'œuvre, plus faible participation de la population active). Les banques centrales des pays développés normalisent peu à peu leur politique : la Fed a annoncé son tapering et augmentera prochainement ses taux, la BCE prévoit de mettre fin à son programme d'urgence d'achat d'ici mars, tandis que la BoE a déjà relevé ses taux. Dans ce contexte de resserrement des politiques monétaires dans la deuxième moitié de l'année, le crédit n'a pas pu résister à l'écartement. Ainsi, sur l'année, les spreads EUR IG se sont légèrement élargis de 5 pb, tandis que ceux de l'US IG étaient quasiment étales (-2 pb).

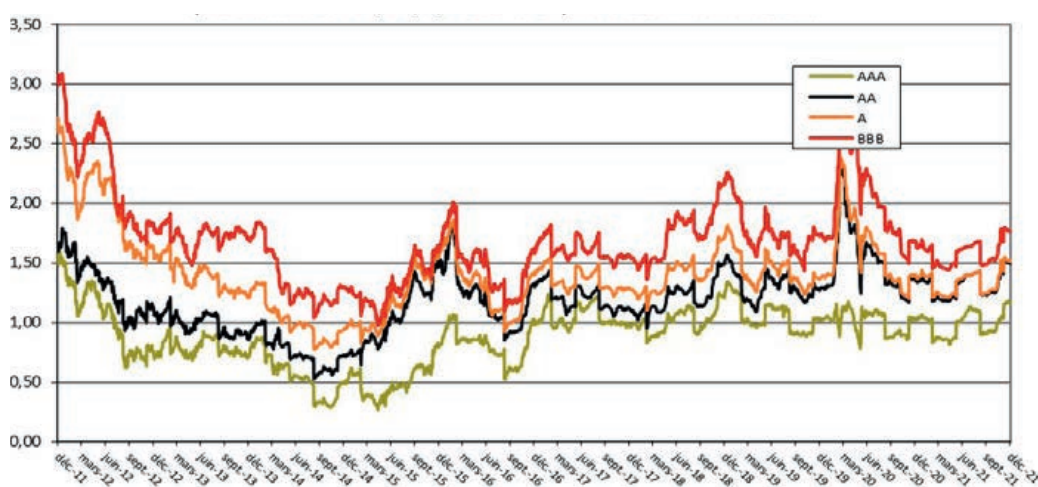
La performance de l'indice Barclays EuroAggregate Corporate en 2021, à -0,97%, résume bien le fil rouge de l'année : la hausse des taux (l'indice Barclays EuroAggregate Treasury Aaa, qui a une durée plus élevée, a reculé de 2,86%) a pesé lourd dans le rendement du crédit. Si les financières continuent de profiter du fort rebond de la croissance en Europe, les secteurs plus défensifs comme les services aux collectivités souffrent de la hausse des prix des matières premières et de leur incapacité de tout répercuter sur les consommateurs, tandis que les industriels doivent gérer des soucis logistiques.

Contrairement au crédit Investment Grade, le High Yield a su tirer son épingle du jeu grâce à la demande soutenue de la part des investisseurs. L'indice Merrill Lynch Euro HY Non-Financial affiche une performance de +3,37% en 2021, contre +5,39% pour l'indice équivalent US.

en %

	2021	2020	2019	2018
PERFORMANCE OBLIGATIONS CRÉDIT				
BarCap Euro-Agg: Corporates TR	-0,97%	2,77%	6,24%	-1,25%
Bar Cap Euro-Agg: Industrials TR	-1,22%	3,07%	6,32%	-1,13%
BarCap Euro-Agg: Utilities TR	-1,18%	2,84%	6,23%	-0,94%
BarCap Euro-Agg: Financials TR	-0,60%	2,39%	6,12%	-1,47%

Spread de Crédit AAA, AA, A, & BBB vs Emprunt d'Etat Allemand 10 ans



Le marché de l'assurance santé et accidents corporels en France

Les cotisations des assurances de dommages corporels (santé et prévoyance) s'élèvent à EUR 26,5Mds en 2021, en hausse de +4% sur un an, soit une croissance légèrement supérieure à celle de 2020 qui était à +2%.

Cette croissance est portée à la fois par les cotisations des garanties frais de soins qui connaissent une progression de +3% et par les garanties incapacité, invalidité et dépendance (cotisations en hausse de +6% par rapport à 2020).

Activité commerciale de la société

Le portefeuille peut être découpé en 2 lignes d'activités principales :

- Santé
- Prévoyance.

La production 2021 est en augmentation par rapport à 2020. Elle s'établit à EUR 368,4m, en hausse de 53,6% par rapport à l'année précédente (EUR 239,8m en 2020).

Le chiffre d'affaires brut de la Société s'élève quant à lui à EUR 1 671,2m au 31 décembre 2021. Il est en hausse de 10,6% par rapport à 2020.

Dans le cadre d'une analyse du chiffre d'affaires, on observe une augmentation importante en 2021 :

	2021	2020	2019	2018	2017
EVOLUTION PRIMES BRUTES ACQUISES	10,6%	2,4%	4,5%	1,1%	0,7%

Cette évolution résulte de :

- une hausse du chiffre d'affaires en santé individuelle de 4,1%, essentiellement portée par les produits partenariat ;
- une hausse du chiffre d'affaires en prévoyance individuelle de 9,3%, liée à une bonne dynamique commerciale sur nos produits standardisés ;
- une hausse importante de l'activité collective tant sur nos produits standardisés (+23,6%) que nos produits collectifs sur mesure (+13,7%).

Résultats (comptes statutaires – normes françaises)

Le résultat de l'exercice s'élève à EUR 11m, en baisse par rapport à 2020 (EUR 24,7m).

Le résultat se décompose comme suit:

en millions €	31.12.2021	31.12.2020	2021/2020
Primes Nettes	1 599,2	1 442,0	10,9%
Produits des placements	41,2	33,3	23,8%
Autres produits techniques	0,2	0,0	454,9%
Charges de sinistres	-1 269,9	-1 111,1	14,3%
Change des autres provisions techniques	-3,2	2,3	-237,3%
Participation aux résultats	3,0	3,0	1,9%
Frais d'acquisition et d'administration	-317,4	-294,2	7,9%
Autres charges techniques	-17,3	-38,3	-54,9%
Variation provision d'égalisation	-0,1	-0,1	-59,1%
Résultat Technique	35,8	36,9	-2,8%
Produits des placements nets de charges	48,7	39,7	22,8%
Produits des placements transférés	-41,2	-33,3	23,8%
Autres produits non techniques nets de charges	0,5	0,5	-5,1%
Résultat exceptionnel	0,2	-3,1	-106,3%
Participation des salariés	-0,9	-1,4	-40,1%
Impôts	-32,2	-14,5	121,5%
Résultat de l'exercice	11,0	24,7	-55,4%

Résultat technique (hors produits des placements)

Le résultat technique brut ressort en baisse de EUR 1,1m.

Cette baisse s'explique par:

- une dégradation de 2,6 points de la sinistralité tous exercices confondus, liée essentiellement à une dégradation du risque « santé », malgré l'amélioration en prévoyance,
- une diminution de la charge de PE/PB/PRC entre 2020 et 2021 (EUR -1,6m en 2021 contre EUR 3,9m en 2020),
- le taux de commission reste stable à 17,8%,
- une baisse des frais généraux (en montant et en taux).

Résultat Financier

Le résultat financier s'établit à EUR 48,7m en 2021 contre EUR 39,7m. Il s'explique par une baisse des revenus pour EUR 4,1m, une charge nette sur dérivés pour EUR 13,5m et une plus-values nette réalisées pour EUR 26,2m.

Le taux de rendement de l'actif s'établit à 3,3% versus 2,8% en 2020.

Impôt

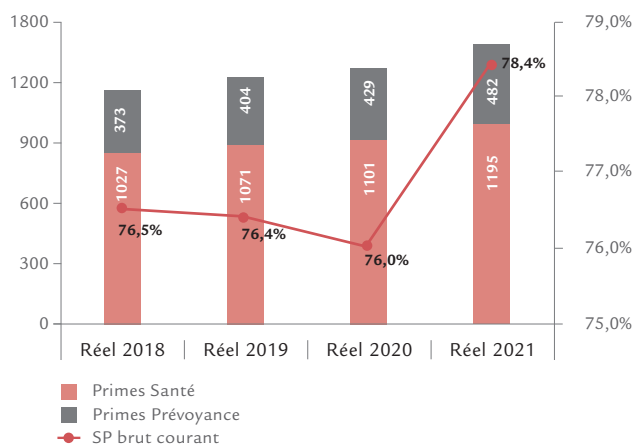
La charge d'impôt nette est de EUR 32,2m contre EUR 14,5m en 2020. Le taux normé est à 27,5% contre 31% en 2020. Le taux moyen d'imposition est à 74,5% en 2021. La variation de taux s'explique par le latent sur OPCVM (article 209OA) pour EUR 68,8m de plus-values latentes contre EUR 38,2m en 2020 et du dégrèvement d'impôt (sur contrôle fiscal sur exercice 2013-2014) pour EUR 4,6m en 2020.

A.2 Résultats de souscription

Revenus et dépenses de souscription

En assurance non-vie, les revenus et dépenses de souscription peuvent s'interpréter comme le résultat de sinistralité de l'exercice courant. Par la suite, nous présentons donc la décomposition et l'évolution du ratio de sinistralité (ci-après « SP ») de l'exercice courant.

Evolution des Primes & SP brut ex. courant



Les primes acquises de l'exercice courant augmentent de EUR +146,9m, soit +9,6% par rapport à 2020. Cette hausse est plus forte que celle de l'an dernier (+3,7%). Elle s'explique par une forte production notamment sur le collectif standard et l'international. La croissance est plus prononcée en prévoyance (+12,4%) qu'en santé (+8,5%).

Le ratio de sinistralité (ci-après « SP ») de l'exercice courant (charge de sinistres sur primes de l'exercice courant) se dégrade de 2,3 points principalement du fait de la santé qui voit sa sinistralité augmenter avec la réforme 100% santé (dégradation de 4,6 points). En revanche la prévoyance voit son ratio de sinistralité s'améliorer de 3,6%.

Performance de souscription globale

Le ratio de sinistralité de l'exercice courant, brut de réassurance est le rapport :

- des charges techniques de l'exercice courant, brutes de réassurance, hors frais de gestion des sinistres ;
- aux primes acquises brutes de réassurance de l'exercice courant.

en millions €	Réel 2020		Réel 2021		Variation	
Primes acquises ex courant	1 530,0		1 676,9		146,9	9,6%
dont santé	1 101,3		1 195,1		93,8	8,5%
dont prévoyance	428,7		481,8		53,1	12,4%
Charge de sinistres ex courant	-1 163,3		-1 314,1		-150,8	13,0%
dont santé	-806,3	73,2%	-930,3	77,8%	-124,0	4,6 pts
dont prévoyance	-357,0	83,3%	-383,8	79,7%	-26,8	-3,6 pts
SP brut courant	76,0%		78,4%		2,3 pts	

Les primes acquises de l'exercice courant évoluent comme suit par garantie :

- en santé, elles augmentent de EUR +93,8m, soit +8,5%,
- en prévoyance, elles augmentent de EUR +53,1m, soit +12,4%

Performance de souscription par ligne d'activité

en millions €	2021	2020	Variation	
Standardisé individuel				
Primes acquises ex courant	493,1	493,7	-0,6	-0,1%
dont santé	346,6	357,5	-10,8	-3,0%
dont prévoyance	146,5	136,3	10,2	7,5%
Charge de sinistres ex courant	-334,4	-334,4	0,0	0,0%
dont santé	-225,7	-221,0	-4,7	2,1%
dont prévoyance	-108,7	-113,4	4,7	-4,1%
SP brut courant	67,8%	67,7%		0,1 pts

L'évolution des primes du périmètre Standardisé individuel est de -0,1%. Le SP brut courant est stable : +0,1% par rapport à 2020. L'amélioration en prévoyance (74,2% en 2021 contre 83,2% en 2020) compense la dégradation en santé (65,1% en 2021 contre 61,8% en 2020).

en millions €	2021	2020	Variation	
Standardisé collectif				
Primes acquises ex courant	276,4	225,6	50,8	22,5%
dont santé	215,3	181,7	33,5	18,5%
dont prévoyance	61,1	43,9	17,3	39,4%
Charge de sinistres ex courant	-239,2	-191,2	-48,0	25,1%
dont santé	-191,2	-152,4	-38,9	25,5%
dont prévoyance	-47,9	-38,8	-9,1	23,5%
SP brut courant	86,5%	84,7%		1.8 pts

Les primes du périmètre Standardisé collectif augmentent fortement (22,5%) suite à une production en hausse cette année. Le SP global s'établit à 86,5%, en hausse par rapport à 2020. La santé se dégrade de 5 points (88,8% en 2021 contre 83,8% en 2020). En revanche, la prévoyance est en amélioration (78,4% en 2021 contre 88,5% en 2020).

en millions €	2021	2020	Variation	
Collectif sur mesure				
Primes acquises ex courant	547,0	485,6	61,4	12,6%
dont santé	369,2	323,6	45,7	14,1%
dont prévoyance	177,7	162,0	15,7	9,7%
Charge de sinistres ex courant	-511,6	-444,4	-67,3	15,1%
dont santé	-338,5	-285,2	-53,3	18,7%
dont prévoyance	-173,1	-159,2	-14,0	8,8%
SP brut courant	93,5%	91,5%		2.0 pts

L'évolution des primes du portefeuille sur mesure collectif est en hausse de 12,6%. Le SP brut courant se dégrade de 2,0 points, du fait du risque santé alors que la prévoyance est en légère amélioration.

en millions €	2021	2020		Variation
Partenariats				
Primes acquises ex courant	355,1	319,3	35,8	11,2%
dont santé	264,0	238,5	25,4	10,7%
dont prévoyance	91,1	80,7	10,4	12,8%
Charge de sinistres ex courant	-226,6	-190,5	-36,0	18,9%
dont santé	-174,9	-147,7	-27,2	18,4%
dont prévoyance	-51,7	-42,8	-8,8	20,6%
SP brut courant	63,8%	59,7%		4.1 pts

Les primes augmentent de 11,2%, une hausse provenant de la santé et de la prévoyance:
 – en santé, elles augmentent de 10,7%.
 – les primes en prévoyance connaissent une belle progression de +12,8% malgré un ralentissement sur les produits animaux.

Le S/P brut courant se dégrade de 4,1 point par rapport à 2020.

Analyse du ratio de sinistralité « tous exercices »

Après avoir présenté le ratio de sinistralité de l'exercice courant, nous présentons dans ce chapitre la sinistralité sur exercices antérieurs afin d'analyser la décomposition et l'évolution du ratio SP tous exercices puis du ratio combiné tous exercices.

Le ratio de sinistralité tous exercices, brut de réassurance (respectivement net de réassurance), est le rapport :

- des charges techniques tous exercices, brutes (respectivement nettes) de réassurance, hors frais de gestion des sinistres
- aux primes acquises brutes de réassurance.

Le ratio combiné tous exercices est la somme du ratio de sinistralité tous exercices et du ratio de coûts, ce dernier étant le rapport :

- des commissions payées aux apporteurs et des frais généraux opérationnels (frais d'acquisition, frais d'administration, frais de gestion des sinistres et autres charges techniques nettes des autres produits techniques)
- aux primes acquises brutes de réassurance

en millions €	Réal 2021		Réal 2020		Variation	
Chiffre d'affaires	1 671,2		1 511,2		160,1	10,6%
Charge de sinistres ex courant	-1 314,1	78,6%	-1 163,3	77,0%	-150,8	1,7pts
Var, Provisions sur antérieur	65,3	-3,9%	67,5	-4,5%	-2,2	0,6pts
Charge de PE/PB/PRC	-1,6	0,1%	3,9	-0,3%	-5,5	0,4pts
SP brut tous ex,	420,8	74,8%	419,3	72,3%	1,5	2,6pts
Solde de réassurance	-3,0	0,2%	-3,2	0,2%	0,2	0,0pts
Charge financières	-2,6	0,2%	-2,5	0,2%	-0,1	0,0pts
Var, PFGS	-0,1	0,0%	-3,3	0,2%	3,2	-0,2pts
SP net tous ex,	415,2	75,2%	410,3	72,8%	4,9	2,3pts
Ratio de coûts	-420,5	25,2%	-406,7	26,9%	-13,8	-1,8pts
dont Commissions	-298,0	17,8%	-268,9	17,8%	-29,1	0,0pts
dont Frais généraux	-122,5	7,3%	-137,8	9,1%	15,3	-1,8pts
Ration combiné net	-5,3	100,3%	3,6	99,8%	-8,9	0,6pts

Le chiffre d'affaires évolue de EUR +160,1m, soit +10,6% lié à une bonne commercialisation sur l'année 2021 notamment sur le collectif.

Les variations de provisions sur exercices antérieurs sont en baisse de EUR 2,2m.

La charge de PE³/PB⁴/ PRC⁵ augmente de EUR 5,5m.

Le solde de réassurance s'améliore de EUR +0,2m.

Le ratio de coût (frais généraux + commissions) est en baisse à 25,2%.

En conséquence le ratio combiné net s'établit à 100,3% au 31 décembre 2021, soit une hausse de 0,6 point par rapport à 2020

³ Provision pour Égalisation

⁴ Participation aux bénéfices

⁵ Provision pour risques croissants

A.3 Résultats des investissements

Activités d'investissement

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des résultats des investissements :

en millions €

	2021	2020
RÉSULTATS DES PLACEMENTS		
Obligations	25,7	25,2
OPCVM obligataires	5,9	-2,2
Actions OPCVM Actions	-1,4	6,4
Immobilier	9,2	0,6
Autres	10,0	10,9
Total	49,4	40,8

Résultat de la gestion obligataire sur l'année 2021

Le résultat de SLPS est en hausse de EUR 0,5m sur cette tranche d'actif à EUR 25,7m.

Malgré un environnement de taux durablement bas (pour rappel, le taux Govies FR 10Y était de 2,56% à fin 2013, 0,83% à fin 2014, à 0,99% à fin 2015, 0,69% à fin 2016, 0,79% à fin 2017, 0,71% à fin 2018, 0,12% à fin 2019, 0,34% à fin 2020 et +0,20% à fin 2021), et, la duration longue de la poche obligataire de SLPS permet de limiter le taux de rotation de cette dernière et donc de maintenir une rentabilité à 3,6% (3,4% à 2020).

Résultat de la gestion OPCVM obligataires sur l'année 2021

Le résultat de SLPS sur cette tranche d'actifs est de +5,9m en 2021, en hausse de EUR +8,1m par rapport à 2020.

Résultat de la gestion actions sur l'année 2021

Le résultat de SLPS est en baisse sur 2021 de EUR -7,8m par rapport à 2020 sur cette tranche d'actif à EUR-1,4m. Le revenu courant (dividendes reçus) de SLPS reste peu significatif en 2021 (inférieur à EUR 1m comme en 20120), le résultat de cette poche d'actifs a bénéficié des plus-values réalisées sur la période de 2021 comme en 2020.

Résultat de la gestion immobilière sur l'année 2021

Le résultat de SLPS sur la poche d'actifs immobilier sur l'année 2020 s'élève à EUR 9,2m soit une hausse de 8,7m principalement lié aux réalisations faites en 2021.

Performance des investissements

Le taux de rendement comptable s'établit à 3,3% en 2021 contre 2,7% en 2020.

Impacts sur les fonds propres

Les profits et les pertes réalisés sur l'exercice ne sont pas comptabilisés directement en fonds propres.

Titrisation et procédures de gestion des risques

Il n'y a pas d'actifs titrisés dans le portefeuille SLPS.

A.4 Résultats des autres activités

Ces éléments n'ont pas un caractère matériel.

A.5 Autres informations

Ces éléments n'ont pas un caractère matériel.

B *Système de gouvernance*

B.1 *Informations générales sur le système de gouvernance*

Une bonne gouvernance d'entreprise est essentielle pour Swiss Life Group (SL) et ses entités. Cette dernière est obtenue:

- En élaborant des principes et des guidelines (lignes directrices) internes pour une gestion d'entreprise responsable conformément aux normes nationales et internationales en vigueur ;
- En se conformant aux normes de gouvernance d'entreprise en vigueur, dans l'intérêt de ses actionnaires, assurés et collaborateurs ;
- En accordant une grande importance aux exigences liées à la gestion et à l'organisation.

Dans le cadre de la gouvernance d'entreprise, Swiss Life applique un système de directives internes pour encadrer la gestion fonctionnelle au sein du groupe et définir les principes, normes et thèmes en matière d'organisation et de contenu. SwissLife Prévoyance et Santé a transposé ces principes, normes et thèmes dans son propre système de directives local, en tenant compte de la réglementation, de la législation et des particularités nationales qui lui sont applicables.

L'organisation et le dispositif de contrôles de Swiss Life Group sont régulièrement analysés afin de s'assurer de leur adéquation avec les éventuelles évolutions de cet environnement. Ils font l'objet d'adaptations dès que nécessaire.

Le dispositif décrit précédemment assure le respect des exigences relatives au système de gouvernance issues du référentiel Solvabilité II.

Gouvernance de l'entreprise

La société a mis en place un système de gouvernance visant à garantir une gestion saine et prudente de l'activité. Ce système comprend une structure organisationnelle transparente adéquate, avec une séparation claire et appropriée des responsabilités, ainsi qu'un dispositif de transmission des informations.

Ce système a pour objectif de satisfaire aux exigences suivantes:

- Compétence et honorabilité des personnes qui dirigent l'entreprise ou exercent d'autres fonctions clés,
- Evaluation interne des risques et de la solvabilité dans le cadre de son système de gestion des risques,
- Instauration d'une fonction gestion des risques
- Mise en œuvre d'un système de contrôle interne
- Mise en place d'une fonction vérification de la conformité
- Instauration d'une fonction d'audit interne,
- Mise en place d'une fonction actuarielle,
- Respect de l'ensemble des obligations qui lui incombent lorsqu'elle sous-traite des fonctions.

L'organe d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB: « administrative, management and supervisory body ») assume la responsabilité finale du respect, par l'entreprise concernée, des dispositions législatives, réglementaires et administratives adoptées par Solvabilité II.

L'AMSB est incarné par le Conseil d'Administration de la société. Le Comité d'Audit et des Risques de Swiss Life France (comité centralisé pour SwissLife Assurance et Patrimoine, SwissLife Assurance de Biens et SwissLife Prévoyance et Santé) exerce le rôle de comité de pré-examen, assorti de recommandations.

Les Administrateurs

SwissLife Prévoyance et Santé (SLPS) est une Société Anonyme à Conseil d'Administration.

La société fait partie d'une unité économique et sociale (UES) dotée d'un comité social et économique. Ses représentants légaux sont régulièrement convoqués au Conseil d'Administration (CA) et informés de toute assemblée générale. Ils reçoivent les mêmes informations que les membres du Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil ont été nommés par l'assemblée générale, ou cooptés, conformément à la loi, pour la durée du mandat prévue aux statuts. Leur nomination a fait l'objet d'un dépôt au Greffe et d'une publication légale.

Les administrateurs, ainsi que les personnes physiques représentant permanents des personnes morales administrateurs, remplissent les conditions légales et statutaires d'éligibilité, notamment d'âge, de capacité, d'honorabilité et de compatibilité.

Par ailleurs les administrateurs sont soumis aux exigences de compétence et d'honorabilité décrites dans la section B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité.

Le Président et le Directeur Général

Le Conseil d'Administration a nommé, dans les conditions légales et statutaires, un Président et un Directeur Général. Le Directeur Général de la holding n'est pas lié à la société par un contrat de travail. Pour SwissLife France, il y a, depuis le 25 Mars 2021, 3 Directeurs Généraux Délégués.

Nota bene : Le 1^{er} Mars 2021, l'ancien Président et Directeur Général de SwissLife France Charles RELECOM a quitté ses fonctions exécutives, conservant sa fonction de Président du Conseil d'Administration. Un nouveau Directeur Général, Tanguy POLET, a été nommé à compter de cette même date.

Fonction clés au sens de Solvabilité II

Dans le cadre de la réglementation Solvabilité II, les responsables des fonctions-clé (Gestion des Risques, Actuariat, Vérification de la conformité et Audit) de la société ont été nommés et notifiés à l'ACPR.

Les critères d'indépendance, de compétence et d'honorabilité sont respectés.

Pour plus de détails, voir la section B.2. *Exigences de compétence et d'honorabilité*

Fonctions et responsabilités

Rôles et responsabilités des organes d'administration, de gestion ou de contrôle de la société

Remarque préliminaire: Les rôles et responsabilités indiqués ci-dessous sont complémentaires à ceux déjà décrits et ne sont pas limitatifs en termes de fonction.

Dans le cadre des fonctions allouées à l'AMSB, le Conseil d'Administration de la société assume les rôles et responsabilités suivants (directement ou à travers son Comité de pré-examen assorti de recommandations, à savoir le Comité d'Audit et des Risques – voir ci-après):

- Définition de la stratégie de risque
- Définition de l'appétence aux risques
- Approbation des principaux politiques de gestion des risques (et de leurs éventuelles modifications majeures)
- Evaluation des risques
- Validation des décisions stratégiques en intégrant la dimension ORSA
- Validation des hypothèses techniques et financières des scénarios ORSA
- Validation du plan de financement à moyen terme
- Réception / validation du rapport ORSA
- Réception / validation du reporting aux superviseurs et au public
- Réception / validation du reporting interne des fonctions clés
- Autres rôles et responsabilités alloués aux Conseils d'Administration
- Approbation des actions futures dans la modélisation prospective du bilan et des exigences de capitaux.

Délégation de l'examen préalable au Comité d'audit et des risques (C.A.R.) de la société

Le C.A.R est un comité centralisé au niveau de Swiss Life France pour SLAP, SLPS et SLAB.

Il assume la responsabilité de comité de pré-examen de chacun des Conseil d'Administration des entités de Swiss Life France. A ce titre, le Comité d'Audit et des Risques est chargé de l'examen préalable des sujets soumis à la validation des Conseils d'Administration (listés dans le paragraphe « Rôles et responsabilités des organes d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB) ») et a la capacité de formuler des préconisations. En revanche, le pouvoir décisionnel du Conseil d'Administration sur les sujets précédemment identifiés ne peut être délégué.

Fonctions clés

Voir partie B.2.1

Pouvoirs du Directeur Général

Le Conseil d'Administration a investi le Directeur Général des pouvoirs suivants: « ...les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société sous réserve que l'acte entre dans l'objet social et ne soit pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil d'Administration. »

Le Directeur Général a donné certaines délégations de pouvoirs et de responsabilités.

Le Comité Exécutif

Ce comité se réunit environ deux fois par mois et a pour objet de permettre la mise en œuvre de la stratégie et des politiques transverses.

Il existe des comités de pilotage opérationnel et stratégique des risques.

Système de Gouvernance et politiques écrites

Le système de gouvernance, qui définit les processus et les responsabilités en lien avec SII pour chacune de ces fonctions, est formalisé par un système de directives internes et de guidelines (lignes directrices). Le système est constitué de 3 niveaux de documentation:

- *Directives*: principes et exigences de base en termes d'organisation, de fonctionnement et de prise de décision.
- *Guidelines*: basées sur les directives, les guidelines en précisent le contenu, les thèmes et les normes minimales à respecter.
- *Instructions*: déclinaison des guidelines, les instructions apportent des informations plus pratiques (manuels, modes opératoires,...).

Les directives, guidelines et instructions ainsi que le Code de conduite (annexé au règlement intérieur de Swiss Life France) émis par le groupe en Suisse sont implémentés au sein de Swiss Life France (dont SLPS) après adaptation aux spécificités locales.

Les lois, la réglementation et les directives groupe prévalent systématiquement sur les directives locales selon l'ordre de priorité suivant:

- « Code du commerce »,
- *Codes sectoriels*: « Code des assurances », « Code Monétaire et Financier »,
- Décisions du groupe,
- Directives et guidelines du groupe.

Swiss Life France émet ses propres directives et guidelines sur des éléments qui ne sont pas couverts par le Groupe.

Politique de rémunération

La politique de rémunération de Swiss Life promeut une gestion saine et efficace des risques et vise à ne pas encourager la prise de risques au-delà des limites de tolérance au risque de l'entreprise. Les pratiques de rémunération définies dans la politique tiennent compte de la stratégie d'entreprise et des principes de gestion des risques, et veillent à ne pas placer les collaborateurs en situation de conflits d'intérêts.

La politique de rémunération s'applique à l'ensemble de la société et comporte des dispositions spécifiques pour les personnels rémunérés par Swiss Life France et ses entités (notamment SLPS) dont l'activité professionnelle a un impact important sur le profil de risque de l'entreprise (dits « preneurs de risques ») d'une part et, d'autre part, pour les personnes qui exercent des fonctions clés au sein de Swiss Life France, ses entités (notamment SLPS) au sens de la directive Solvabilité II.

Parmi les dispositions spécifiques applicables aux populations précédemment évoquées, figure le respect d'un équilibre entre la rémunération fixe et variable. A ce titre, la composante variable de la rémunération de ces populations a été plafonnée sur base de seuils établis en pourcentage de la composante fixe de la rémunération. Différents seuils ont ainsi été définis selon les fonctions considérées (par exemple dirigeants effectifs, autres responsables de fonctions clés, autres preneurs de risques, etc...).

Les principes d'équilibre de la rémunération entre la composante fixe et la composante variable ainsi que les critères de performance utilisés pour calculer la rémunération variable favorisent une gestion saine de l'entreprise et n'encouragent pas les prises de risques excessives. D'autre part, pour certains preneurs de risques, une partie de la rémunération variable est différée en fonction d'objectifs moyen-long termes et soumise à un mécanisme de revue sur base de critères qualitatifs. Cette pratique vise notamment à assurer la cohérence avec la stratégie de l'entreprise et ses résultats à moyen-long terme, tout en veillant à l'efficacité de la gestion des risques.

Enfin d'autres avantages relevant du domaine de la protection sociale tels que la santé, la prévoyance ou la retraite (contrats de type « article 39 » / « article 83 ») peuvent être fournis aux salariés. Ces avantages respectent les dispositions de la loi française et correspondent aux « fringe benefits » tels que prévus par la politique de rémunération du Groupe. Cependant, ces avantages ne correspondent pas à de la rémunération variable fonction de la réussite d'objectifs annuels et d'objectifs moyen-long termes.

Des dispositions spécifiques ont été mises en place pour la partie rémunération variable des responsables de fonctions-clés. Leur rémunération variable est indépendante de la performance financière des sociétés placées sous leur périmètre de contrôle et elle est liée à l'atteinte d'objectifs qualitatifs dans leurs domaines d'activités respectifs.

Il existe une procédure liée à la politique de rémunération.

Transactions importantes

Il n'y a pas eu de transaction importante conclue durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres du conseil d'administration (organe d'administration, de gestion ou de contrôle).

B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

Le Groupe en France met tout en œuvre pour que l'ensemble des personnes occupant des fonctions clés satisfasse à tout moment aux exigences de compétence et d'honorabilité.

Swiss Life France suit un cycle des ressources humaines (RH).

Le cycle RH contient les processus suivants, décrits dans les règlements internes correspondants et garantissant les exigences de compétence et d'honorabilité de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle ainsi que des employés:

- Campagne des entretiens
- Révisions salariales
- Revues budgétaires
- Formation
- Enquête d'opinion collaborateurs
- Revue du capital humain

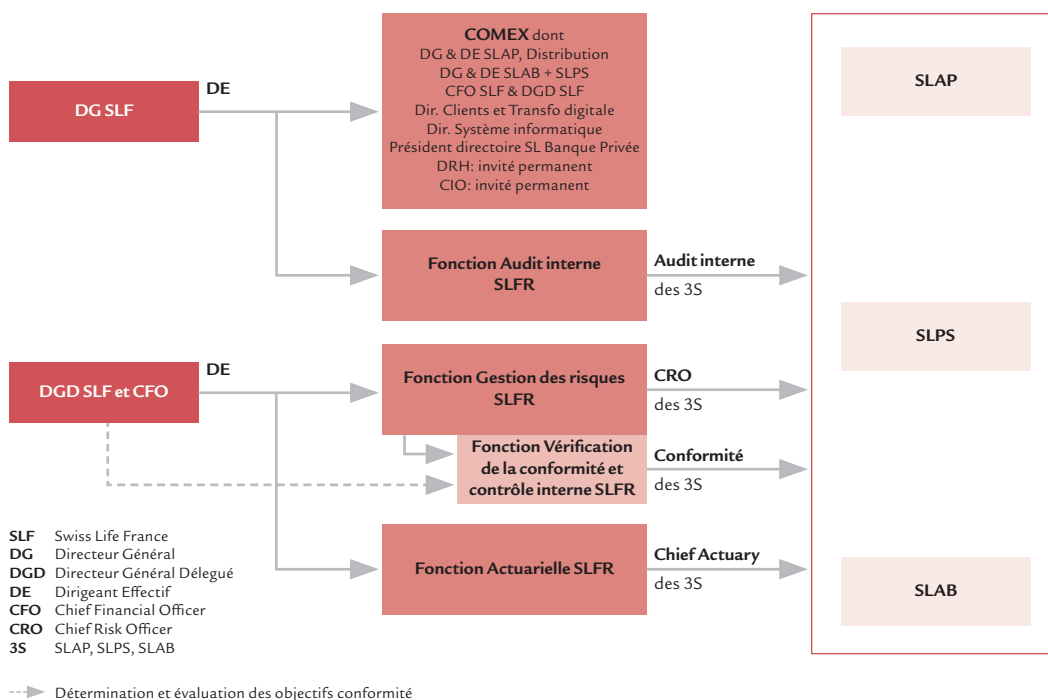
En plus de ces processus, la société a établi un code de conduite qui définit les responsabilités individuelles, les principes de bonne conduite pour tous les employés et les responsabilités supplémentaires pour les membres de la direction et les cadres.

Les applications des exigences de compétence et d'honorabilité au sein de Swiss Life sont explicitées ci-après, et font l'objet d'une formalisation par une procédure écrite.

Fonctions clés

Solvabilité II introduit des « fonctions clés ». Les rôles et responsabilités de ces fonctions sont décrits dans le système de Directives de Swiss Life France.

Pour information, la vision matricielle Swiss Life France consolidée est la suivante au 31.12.2021:



Les fonctions clés ont un accès direct aux Conseils d'Administration de SLAP, SLAB, SLPS, SLF et présentent les différents rapports réglementaires.

Compétence et honorabilité

Périmètre d'application

Les personnes concernées au sein des entités par la procédure de nomination et d'évaluation des compétences et de l'honorabilité sont les suivantes:

- Les membres des Conseils d'Administration, équivalent de l'Organe d'administration, de gestion ou de contrôle au sens de Solvabilité II.
- Les Dirigeants effectifs: les Directeurs Généraux et Présidents des Conseils d'Administration de chaque entité ainsi que le Directeur Général de SL France sont identifiés comme dirigeants effectifs pour les entités de SwissLife France. Pour la holding, les dirigeants effectifs identifiés sont le Directeur Général et les 3 Directeurs Généraux Délégués.
- Les responsables des 4 fonctions clés (fonctions gestion des risques, actuarielle, d'audit interne et vérification de la conformité).

Synthèse des règles de compétence et d'honorabilité

Les règles de compétences et d'honorabilité s'articulent autour des 4 axes suivants:

- Des compétences individuelles pour les dirigeants effectifs et responsables de fonctions clés
- Des compétences collectives pour les Conseils d'Administration
- Des critères d'honorabilité et d'intégrité
- Une politique écrite

Exigences de compétence

« Compétences des membres du Conseil d'Administration (qui remplit les fonctions d'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de SLPS) et compétence collective »

L'article L322-2 du code des assurances définit les exigences de compétence requises.

D'autre part, il est précisé dans l'article 2 du décret du 13 novembre 2014 n° 2014-1357 que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution «s'assure que ceux-ci disposent collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de:

- marchés de l'assurance et de marchés financiers,
- stratégie de l'entreprise et de son modèle économique,
- système de gouvernance,
- analyse financière et actuarielle,
- exigences législatives et réglementaires applicables à l'entreprise.

Procédure d'évaluation de la compétence

Afin d'évaluer la compétence des membres du Conseil d'Administration au regard des compétences collectives dont le conseil doit disposer, la grille de compétence doit être complétée par chacun des membres et sera revue et mise à jour lors de chaque renouvellement ou remplacement de membre du Conseil d'Administration. La compétence collective sera alors réévaluée.

Afin d'assurer un niveau de compétence collective acceptable, la compétence minimum requise pour chacun des domaines est une compétence au niveau « maîtrise » (la compétence de chacun des membres peut être évaluée comme débutant, maîtrise ou expert).

Niveau de compétence collective du Conseil d'Administration

Compte tenu de leur expérience, le niveau de compétence collective des membres du Conseil d'Administration est considéré comme satisfaisant. L'évaluation de la compétence collective est réalisée pour les nouveaux membres des conseils depuis 2018.

Compétences des dirigeants effectifs de Swiss Life France et de ses entités

Procédure d'évaluation de la compétence:

Afin d'évaluer les compétences individuelles des dirigeants effectifs, une grille d'appréciation doit être complétée par chacun des dirigeants effectifs et est revue et mise à jour si nécessaire lors de chaque renouvellement ou remplacement de dirigeant effectif.

Niveau de compétence des dirigeants effectifs:

Compte tenu de leur niveau d'expérience, le niveau de compétence individuelle des dirigeants effectifs est considéré comme satisfaisant.

Compétences des responsables des fonctions clés du Groupe en France

Procédure d'évaluation de la compétence:

Dans le cadre du renseignement du « Formulaire de nomination ou de renouvellement de Responsable de fonction-clé à transmettre à l'ACPR », les responsables de fonctions clés doivent fournir leur curriculum vitae en français, actualisé, daté et signé par eux-mêmes, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'étranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées.

Niveau de compétence des responsables des fonctions clés:

Le niveau de compétence requis pour qu'une personne puisse être nommée responsable d'une fonction clé est maîtrise ou expert.

Exigences d'honorabilité

Les personnes, concernées par les exigences de compétence, listées ci-dessus doivent également répondre aux critères d'honorabilité définis dans les mesures de niveau 2 (Actes Délégués) à l'article 273:

« L'évaluation de l'honorabilité d'une personne comprend une évaluation de son honnêteté et de sa solidité financière, fondée sur des éléments concrets concernant son caractère, son comportement personnel et sa conduite professionnelle, y compris tout élément de nature pénale, financière ou prudentielle pertinent aux fins de cette évaluation. ».

Procédure d'évaluation de l'honorabilité:

L'honorabilité des membres du Conseil d'Administration, des dirigeants effectifs de l'entreprise et des responsables des fonctions clés est évaluée sur base des documents à communiquer à l'ACPR lors de la nomination ou du renouvellement d'une de ces fonctions.

Le dispositif d'évaluation de l'honorabilité a fait l'objet d'adaptations en 2020, conformément aux dispositions de la position de l'ACPR 2019-P-01 relative à l'évaluation de l'honorabilité des membres du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance des organismes du secteur de l'assurance.

B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

SLPS adopte une approche globale de la gestion des risques, intégrant des éléments à la fois quantitatifs et qualitatifs. L'objectif est la protection des assurés et le meilleur retour sur investissement tout en respectant les exigences réglementaires et en tenant compte du contexte économique difficile.

La gestion des risques est une composante clé pour le pilotage de Swiss Life. Le Comité exécutif et le Conseil d'Administration, via leurs instances délégataires, assurent la surveillance et la prise de décision en matière de gestion des risques; le tout est ensuite intégré au processus de planification annuelle de Swiss Life. Des comités dédiés effectuent des évaluations qualitatives de la stratégie, des risques opérationnels et du système de contrôle interne (Internal Control System – ICS). De plus, les éléments quantitatifs permettant la fixation et le suivi de budgets de risque et la définition de la stratégie d'investissement sont inclus dans le processus de gestion actif-passif. En fonction du niveau global d'appétence aux risques, de la capacité de la compagnie à prendre des risques mais aussi des contraintes réglementaires, un système de limites est ainsi fixé chez Swiss Life.

À tous les niveaux du groupe, la stratégie de gestion des risques est mise en œuvre.

Description du système de Gestion des Risques

La gestion du risque et des incertitudes est au cœur même du métier d'une société d'assurance.

L'activité d'assurance se caractérise par une inversion du cycle de production. Ainsi la vente d'une garantie à un prix déterminé est antérieure à la connaissance du coût lors du règlement du sinistre. De plus, le délai entre le fait générateur et le décaissement est plus ou moins long, il peut même atteindre plusieurs années.

Cette inversion du cycle de production donne une importance significative aux placements, en représentation des engagements de l'assureur vis-à-vis des assurés. La tarification a aussi un rôle

primordial afin de s'assurer de l'adéquation entre la prime et le sinistre. Dans ce contexte, le suivi des marges est une nécessité puisqu'il doit permettre de contrôler la solidité de la société d'assurance.

Dans cette perspective, il est à noter que les entreprises d'assurance sont contrôlées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dont le rôle est notamment de veiller au respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assurance, ainsi qu'au respect des engagements financiers pris vis-à-vis des assurés, tout en respectant les règles prudentielles obligatoires (constitution d'une marge de solvabilité suffisante) et de la prise de sanctions disciplinaires à l'égard des entreprises n'ayant pas respecté les dispositions législatives et réglementaires.

Swiss Life utilise des indicateurs clés globaux de performance (KPI) pour s'assurer que sa stratégie est bien mise en œuvre, tels que par exemple: les bénéfices, le rendement des capitaux propres, la marge sur affaires nouvelles, la solvabilité économique, le rating du Groupe et un indicateur d'engagement des collaborateurs.

Dans le MTP (Mid Term Planning: plan budgétaire), les niveaux d'ambition pour les KPI sont fixés pour une période de trois ans pendant laquelle l'impact sur ces KPI de la politique de gestion des risques y est mesuré dans différents scénarios économiques.

Des indicateurs sont suivis également dans le cadre du rapports DPEF (« Déclaration de performance Extra-financière »).

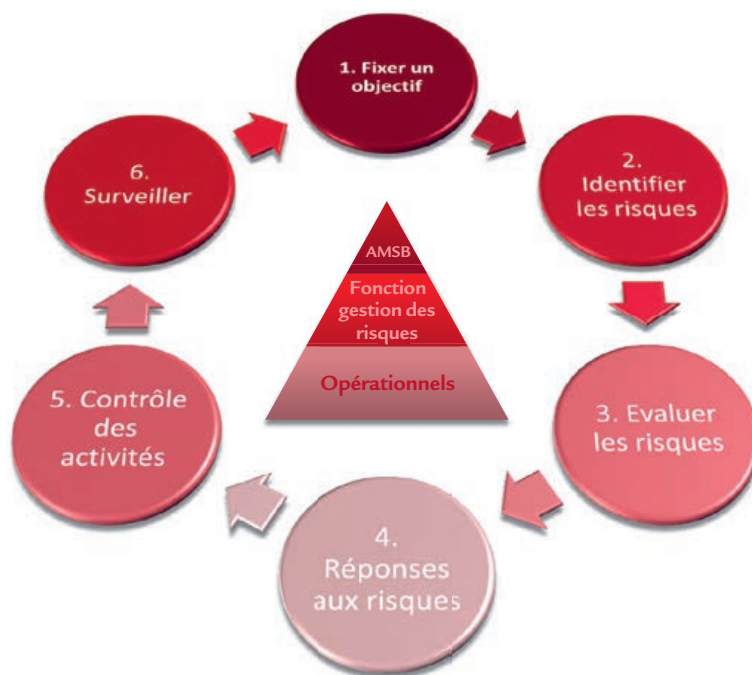
La stratégie risque de Swiss Life soutient la stratégie d'entreprise et permet à celle-ci de croître d'une manière durable et rentable.

Swiss Life cherche à limiter les risques inhérents à l'activité d'assurance et de retraite qui sont maîtrisables. D'autres risques ne peuvent être évités (risque opérationnel par exemple); ils doivent être surveillés activement et atténués à l'aide de différentes techniques.

Swiss Life détermine son appétence pour le risque (c'est-à-dire le risque que le groupe est disposé à prendre) en fonction de sa stratégie et de sa capacité à prendre des risques.

Principes, Objectifs et Techniques de gestion des risques

Le profil de risque de l'entreprise est analysé en commençant par l'identification puis l'évaluation des risques et enfin l'agrégation des risques. L'entreprise définit son niveau d'appétence pour le risque et alloue un « budget » global. Ce budget est ensuite décomposé par type de risques et traduit en limites opérationnelles pour le pilotage de l'activité. Les risques et limites sont mesurés et contrôlés régulièrement.



Les éléments clés de la gestion des risques sont l'identification, l'analyse, l'évaluation, la gestion, le contrôle et le reporting systématique des risques. Ainsi, la gestion des risques soutient les objectifs suivants :

- Assurer la pérennité de l'entreprise;
- Accroître durablement la valeur de l'entreprise;
- Aider à la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels;
- Optimiser le coût du risque à moyen et à long terme;
- Instaurer une culture du risque et y sensibiliser tous les collaborateurs.

Les techniques suivantes peuvent être mises en œuvre :

- Eviter des risques indésirables (par exemple ceux dont le profil rendement-risque n'est pas attractif).
- Atténuer un risque par la réduction de l'exposition. Ceci peut être réalisé par de la couverture des expositions grâce à l'achat d'instruments financiers ou par la mise en œuvre de contrôles.
- Diversifier un risque. Il s'agit de l'acceptation de risques qui ne sont pas parfaitement corrélés. Le risque global est alors inférieur à la somme des risques individuels.
- Limiter un risque en fixant des seuils de perte potentielle.
- Transférer un risque, par exemple grâce à l'achat de réassurance.
- Accepter un risque.

L'utilisation de ces techniques peut varier selon le type de risque et il peut être nécessaire de les combiner.

SLPS peut décider également de mesures contingentes pour faire face aux risques:

- La gestion du capital en tenant compte de la politique de versement des dividendes, d'injection de capital ou d'émission de dettes subordonnées.
- La mise en place de mesures de réduction du risque comme le changement dans la stratégie d'allocation d'actifs, la modulation de la durée de l'actif ou la revue du programme de réassurance ou du programme couverture par des dérivés financiers.
- L'ajustement du mix-produits et de la tarification.
- Le changement de la stratégie de l'entreprise (par exemple la mise en run-off d'une activité), lancement de nouveaux produits ou l'acquisition d'un portefeuille diversifiant.

La gouvernance du système de gestion des risques

La gestion des risques est au cœur de l'organisation des rôles et des activités du Groupe Swiss Life. Les principes clés sont les suivants:

- Les rôles et responsabilités des « preneurs de risque » et des « contrôleurs de risques » sont clairement définis et séparés.
- Les exigences légales et réglementaires doivent être respectées à tout moment et de manière efficace.
- Coordination entre les différentes fonctions.

La structure organisationnelle de Swiss Life contient trois « lignes de défense » assurant indépendamment le pilotage et le contrôle des risques, tel que cela est décrit ultérieurement dans la section *B.4. Système de contrôle interne*.

Les instances du contrôle des risques sont:

- Le Comité LIRC (Local investment and Risk Committee): Le LIRC se réunit environ 2 fois par mois. Les membres permanents du LIRC sont des responsables exécutifs de SL France, des directeurs et des experts.
- Le Comité Local ALCO (Asset Allocation Committee) : Le rôle du comité local ALCO est d'élaborer des propositions d'allocations stratégiques d'actifs selon les modalités définies par la Guideline « Processus ALCO ». La proposition définitive est adoptée par le LIRC et proposée à l'ALCO Groupe. Le CEO SL France est membre de l'ALCO Groupe.

Stratégie Risque, Appétence aux risques et limites de risque

Les risques acceptés sont évalués sur la base du couple rendement-risque (l'exposition aux risques est toujours considérée après couverture). Les techniques de couverture impliquent l'usage d'instruments financiers, de la réassurance et de la diversification au sein du portefeuille.

Par conséquent, Swiss Life France est exposé à des risques non « couvrables » (ou non « hedgeable ») par nature et/ou à des risques non couverts par décision de gestion. Ces deux types de risque doivent être couverts par du capital. Le montant du capital est mesuré en termes de perte potentielle de capital économique réglementaire.

Par ailleurs, le Groupe Swiss Life est soumis au Swiss Solvency Test (SST), tel qu'exigé par l'autorité de régulation Suisse des marchés financiers (FINMA). SLPS contribue à la solvabilité exprimée en normes SST. Swiss Life a mis en place un système complet de limites pour contrôler et refléter la nature des risques sous-jacents. Par conséquent, l'ensemble des processus (allocation stratégique d'actif, gestion du capital) de la société sont compatibles avec la gestion des risques du groupe Swiss Life. Certains indicateurs clés sont dérivés du cadre SST, mais comprennent des ratios SII et des éléments clés du processus ORSA. L'ORSA est intégrée aux processus actuels de gestion des risques dans le cadre du plan budgétaire triennal.

Description et intégration de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

L'entreprise mène annuellement un processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS), aussi appelé par son acronyme en anglais « ORSA » (Own Risk and Solvency Assessment) dans la suite de ce document.

L'ORSA est intégré aux processus actuels de gestion des risques dans le cadre du plan budgétaire triennal.

Le MTP (Mid Term Planning: exercice de planification budgétaire) est mis en œuvre dans le cadre de la déclinaison opérationnelle de la stratégie Swiss Life France en accord avec la stratégie du Groupe Swiss Life. Ce plan triennal a pour objectif de décrire, quantifier et prévoir les résultats et les bilans en fonction des métiers et de l'évolution des coûts, des changements structurels et des relations avec les partenaires commerciaux. Ainsi, il est le reflet de l'orientation stratégique de la société.

A l'exception de cas possibles d'activités en « run-off » les projections réalisées dans le MTP reposent sur l'hypothèse de poursuite de l'activité, à savoir que l'entité est supposée poursuivre son activité sur l'horizon prévu par le business plan. Le MTP intègre les trois éléments interdépendants suivants:

- Projection des affaires en portefeuille et des affaires nouvelles;
- Projection des éléments de capital;
- Projection des besoins de capitaux requis.

Projection des besoins de capitaux requis

Le MTP garantit la planification stratégique, y compris la projection des indicateurs clés de performance. Dans le cadre du MTP, les indicateurs sont déterminés pour les trois années suivantes et leur impact sur les décisions potentielles de gestion des investissements et des risques est analysé en fonction de différents scénarios économiques. Les indicateurs de solvabilité (couverture du SCR, MCR, etc.) sont autant d'exemples d'indicateurs clés de performance.

Processus opérationnel de l'ORSA

Le processus MTP est la base du processus ORSA. Le dispositif est complété par les trois évaluations suivantes:

- La mesure dans laquelle le profil de risque de la compagnie s'écarte de la formule standard;
- Le respect continu en termes d'exigences réglementaires;
- Le Besoin Global de Solvabilité (BGS).

Définition des besoins de solvabilité

Le Besoin Global de Solvabilité (BGS) est défini comme le capital initial nécessaire pour couvrir de manière adéquate le profil de risque sur un ensemble prédéfini de scénarios. Il correspond à une vision propre de la compagnie. Swiss Life France applique une approche pragmatique:

- Valorise la position de capital initiale du BGS à travers un SCR ajusté (noté SCR).
- Evalue le BGS selon un scénario de base et selon des scénarios défavorables.
- Complète l'approche avec une évaluation qualitative.

Cette méthodologie est mise en place par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB) de l'entité afin de refléter son appétit au risque. De plus, la couverture du ratio SST est une contrainte supplémentaire applicable à la société compte tenu du fait que le groupe Swiss Life est soumis à cette norme prudentielle.

Dans l'évaluation du BGS, l'entité pourrait s'écarter de la formule standard pour quantifier différemment l'exigence de capital, ou ajouter des exigences de fonds propres pour les risques qui ne sont pas couverts conceptuellement par la formule standard ou qui sont considérés comme négligeables par celle-ci.

L'AMSB définit un niveau d'appétence au risque exprimé comme des seuils de couverture du SCR ajusté dans chacun des scénarios prospectifs. Le BGS tient alors compte d'un éventuel capital additionnel nécessaire à la couverture de ces seuils.

Fréquence de l'examen et de l'approbation

Le processus de l'examen et de l'approbation est établi sur un cycle annuel.

B.4 Système de contrôle interne

Le système de contrôle interne

Le Contrôle interne de Swiss Life couvre l'ensemble des procédures, méthodes et mesures prescrites par le Conseil d'Administration et le directoire du Groupe afin de s'assurer de:

- La conformité aux exigences légales et réglementaires encadrant les activités de Swiss Life ;
- L'efficacité des processus opérationnels ;
- La disponibilité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et non-financière.

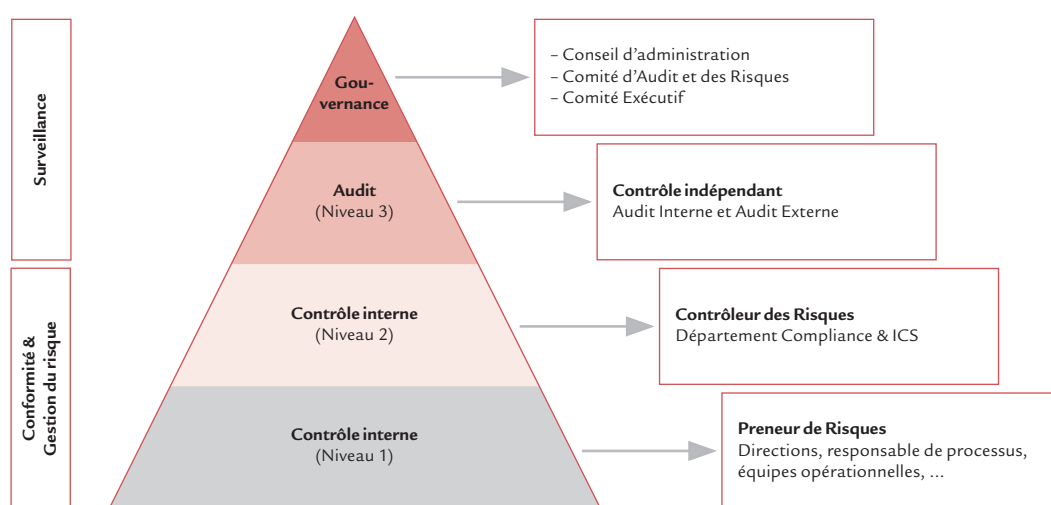
Le système ICS (Internal control system) veille à maintenir un dispositif de contrôle interne qui, de façon plus restrictive, permet aux unités opérationnelles de s'assurer de:

- La conformité aux exigences légales, réglementaires et contractuelles ;
- La fiabilité du reporting financier ;
- La protection des actifs.

Swiss Life France a mis en œuvre et gère son contrôle interne au niveau local dans le respect des normes du groupe Swiss Life.

Le dispositif de contrôle interne porte également sur les mesures mises en place pour réduire le niveau de perte lié aux incidents opérationnels.

Le dispositif ICS (Internal Control System) est global et couvre tous les niveaux de responsabilités. Il garantit l'indépendance des activités de surveillance et de gestion des risques.



Ce schéma reflète les lignes de défense évoquées dans la section B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité.

Gestion du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne s'organise autour de la cartographie des risques et les contrôles de second niveau.

La cartographie des risques est mise à jour de façon annuelle.

Les contrôles de second niveau sont déployés selon une approche par les risques et permettent notamment de s'assurer de la conformité aux exigences légales et réglementaires des activités de Swiss Life.

La cartographie des risques opérationnels

La cartographie des risques opérationnels répond aux besoins de mise en place d'un système de management par les risques. Elle consiste à décliner les principales activités en processus et à identifier puis évaluer les risques et contrôles associés.

Les contrôles de second niveau

Des contrôles de second niveau sont réalisés visant à la fois à :

- détecter les éventuelles carences des contrôles de premier niveau réalisés par les unités opérationnelles
- s'assurer de la conformité des travaux des unités opérationnelles par rapport aux exigences légales et réglementaires, et par rapport aux règles de la gouvernance.

Le département Compliance & ICS veille en outre à ce que ce plan de contrôles, défini selon une approche par les risques, s'adapte aux évolutions réglementaires et organisationnelles par le déploiement de nouveaux contrôles lorsque cela s'avère nécessaire.

Procédures clés du contrôle interne

Outre la cartographie des risques et les contrôles de 2nd niveau, le contrôle interne se base sur des dispositifs complémentaires de gestion du risque opérationnel, parmi lesquels :

- le Plan de Continuité d'Activité
- la collecte des incidents opérationnels
- l'évaluation de risques stratégiques
- la formalisation d'un rapport annuel interne portant sur la gestion du risque qualitatif incluant des indicateurs de risques notamment opérationnels

Ces dispositifs additionnels permettent d'avoir une approche globale des risques et des éventuelles défaillances à couvrir.

Vérification de la politique de conformité

La Conformité se définit comme l'ensemble des mesures mises en place afin d'éviter les risques de :

- sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires,
- d'atteinte à la réputation, résultant du non-respect des dispositions légales, réglementaires ou des normes et usages professionnels.

Le Département « Conformité, Contrôle interne et gestion qualitative du risque », en collaboration avec la Direction juridique, veille à ce qu'il existe un dispositif permettant que les procédures et normes en vigueur dans le groupe en France soient conformes aux dispositions légales et réglementaires et qu'elles correspondent aux politiques et stratégies établies par les organes dirigeants.

Enfin, le responsable « Conformité, Contrôle interne et gestion qualitative du risque » incarne la fonction Vérification de la Conformité au sens de Solvabilité II.

Les exigences de conformité

Elles sont régulièrement suivies et évaluées.

Parmi les exigences minimales de conformité prévues par la réglementation, nous détaillons en particulier les sujets suivants:

Le code de conduite

Le code de conduite rappelle les règles de comportements en matière d'intégrité, de confidentialité, de protection des données, relation avec la clientèle, etc. Il a été modifié en 2017 notamment afin d'intégrer les dispositions de la Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi dite « Sapin 2 ») et en 2018 en lien avec les exigences du Groupe, notamment pour mettre l'accent sur le respect des obligations liées aux sanctions et embargos et sur l'engagement autour de critères éthiques et environnementaux.

La politique en matière de formation de conformité prévoit que les nouveaux entrants soient formés sur le contenu du code de conduite dans les 6 mois de leur arrivée et que l'ensemble des salariés y soit de nouveau sensibilisé tous les 2 ans.

La protection et conservation des données

Le sujet de la protection et la conservation des données est adressé dans le cadre de la conformité au Règlement Général sur la Protection de données (RGPD) au travers notamment :

- d'une gouvernance « RGPD » dédiée, s'appuyant sur des relais « RGPD » dans l'ensemble des directions de la société,
- de l'actualisation d'un corpus documentaire spécifique (Directive, Guidelines et Instructions),
- de l'élaboration «d'outils» destinés à faciliter la prise en compte de la conformité dans l'entreprise (référentiels de mentions ou de clauses types, fiches pratiques...),
- de la sensibilisation aux principes de protection des données via une information régulière dans l'intranet et la formation de l'ensemble des collaborateurs,
- de l'amélioration ou du renforcement des mesures techniques et organisationnelles de protection et de conservation des données au travers d'actions impliquant l'ensemble des parties prenantes de la société (Directions internes mais également toutes relations avec des parties tierces),
- des dispositifs d'instruction de toute violation de données personnelles permettant une notification dans les délais légaux à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, et si nécessaire une information des personnes concernées si la violation est susceptible de présenter un risque élevé.

En parallèle, sous la responsabilité de la Direction de la Gouvernance et de la Qualité de la donnée (DGQD), la société poursuit le déploiement des politiques et dispositifs de gestion de la donnée pour en améliorer la qualité et le niveau de protection.

Conflits d'intérêts

Les règles du Groupe Swiss Life en matière de lutte contre la corruption et gestion des conflits d'intérêts sont décrites dans une guideline. Ce document précise notamment les règles encadrant l'acceptation, par les salariés, de cadeaux externes et invitations. Ces règles sont rappelées régulièrement au travers de formations dans le cadre du parcours des nouveaux entrants ou de communications sur l'intranet.

Le dispositif de gestion des conflits d'intérêts a par ailleurs été revu au regard de la directive européenne sur la distribution en assurances.

La prévention des délits d'initiés et des manipulations des cours

Le Groupe Swiss Life est coté à la bourse de Zurich. Dans ce contexte, un certain nombre d'obligations s'applique notamment en termes de manipulations des cours et des délits d'initiés. Un dispositif interne a été mis en place visant à strictement réglementer des achats /ventes de titres Swiss Life (et de les interdire dans les périodes précédant une communication financière) et à interdire toute divulgation d'informations confidentielles.

Protection de la clientèle

Au sein de Swiss Life France, plusieurs acteurs au sein des différentes Directions contribuent à s'assurer du respect des règles relatives à la protection de la clientèle. Il existe des processus de contrôle en place.

Lutte contre le Blanchiment d'argent et le Financement du terrorisme (LCB/FT)

SLAB, SLPS et SLAP ont, depuis la transposition de la 3ème Directive européenne LCB-FT, mis en place un dispositif intégrant une approche par les risques. Le dispositif en place a été revu en 2018 et renforcé en 2020 avec la transposition respective en droit interne de la 4ème Directive européenne et de la 5ème Directive européenne LCB-FT.

Les actions suivantes ont été finalisées pour les 3 entités assurantielles :

- Classification des risques stabilisée – 5 axes : produits, canal de distribution, client, opération et pays (axe transverse)
- Know Your Customer (KYC) – extension du périmètre de l'identification du « client » et renforcement des procédures KYC
- Echanges intragroupe : mise en place de réunions régulières, entre les filiales du groupe Swisslife France, pour échanger des informations relatives aux clients communs dans le cadre de la LCB-FT
- Surveillance des clients et des opérations selon une approche par les risques
- Examens renforcés et déclarations de soupçons répondant aux exigences qualitatives et quantitatives des autorités
- Contrôles, et notamment des délégataires de gestion : formation LCB-FT du Service Délégataires et contrôle dédié
- Formation, initiale dédiée aux nouveaux salariés et « refresh » annuel, actualisée des évolutions réglementaires.

Un projet est en cours visant à déployer le dispositif issu des lignes directrices ACPR sur le pilotage Groupe

La lutte contre la corruption

Swiss Life France s'est dotée, en ligne avec les exigences de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, loi dite « Sapin II », d'un dispositif de lutte contre la corruption.

Ce dernier permet de cibler les opérations et populations les plus exposées au risque de corruption, via l'élaboration et le maintien à jour d'une cartographie des risques.

Divers dispositifs, mesures de contrôles ou de formations sont alors déployés. De plus amples détails sont disponibles dans la Déclaration de Performances Extra Financières disponible sur le site internet de Swiss Life France.

Durabilité et transparence

Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF)

Depuis 2019, Swiss Life France publie un rapport conformément à la Directive Européenne sur la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF). Tout en s'assurant de la cohérence globale avec le dispositif de gestion des risques, ce rapport propose un éclairage et une analyse plus fine en appliquant la nomenclature de la réglementation DPEF. Il fait aussi le lien avec le plan stratégique et notre business model.

Rapport dans le cadre de l'article 173 de la loi sur la transition énergétique

Swiss Life France publie, depuis 2019, le rapport « Démarche d'investissement Responsable » en réponse à l'article 173 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

En parallèle, SwissLife poursuit ses travaux, dans le cadre d'un projet interne, relatifs à la mise en place des normes liées à la durabilité.

Ce projet porte notamment sur les domaines investissement durable, écologie opérationnelle, gestion des produits et activités d'assurance ainsi que sur la participation aux engagements de place.

Les reportings spécifiques de Conformité

Des reportings sont produits spécifiquement au titre de la Conformité:

- pour l'autorité de tutelle
- pour le Comité d'Audit et des Risques de Swiss Life France
- pour le Comité Exécutif de Swiss Life France
- par les organes de décision du Groupe Swiss Life

B.5 Fonction d'audit interne

Politique d'audit interne

Directives Groupe/France

La politique de l'Audit Interne, repose sur un ensemble de Directives et procédures étant appliquées tant au niveau du Groupe qu'au niveau de Swiss Life France. Un cadre méthodologique est en place décrivant les processus d'audit au sein de Swiss Life France et les comités d'audit Groupe et France.

Les standards appliqués sont:

- Les normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne et le code de déontologie de l'Institut des Auditeurs Internes (IIA);
- Les normes d'audit informatique, de qualité et le code d'éthique professionnelle de l'Association de l'Audit et des Contrôles des Systèmes d'Informations (ISACA).

Conformément aux dispositions de Solvabilité II, les procédures de l'Audit Interne intègrent les modalités d'information de la part du responsable de l'Audit Interne à destination du Comité d'Audit et des Risques (en cas de constats qui révèlent une situation susceptible de mettre en péril la continuité d'exploitation de l'entreprise), du Conseil d'Administration et du Superviseur (en cas de faits avérés éminemment graves et relevant de délits sanctionnés par la loi pénale).

Fonction d'audit interne

Positionnement de l'Audit Interne

La fonction d'audit interne évalue notamment l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance et est exercée d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles.

Ainsi, le département d'Audit Interne est rattaché:

- hiérarchiquement au Directeur Général de Swiss Life France,
- fonctionnellement au responsable du département « Corporate Internal Audit » (lui-même directement subordonné au président du Conseil d'Administration Swiss Life Group) basé au siège du Groupe à Zurich.

Le département d'Audit Interne reporte au Comité exécutif et au Comité d'Audit et des Risques, qui eux-mêmes reportent au Conseil d'Administration qui constitue l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle. Ainsi, toute conclusion et toute recommandation de l'audit interne est communiquée à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle, qui suit quelles actions doivent être menées pour chacune de ces conclusions et recommandations de l'audit interne et qui veille à ce que ces actions soient menées à bien.

Direction de l'Audit Interne

Le responsable de l'Audit Interne Swiss Life France est chargé de l'organisation, du développement et du déroulement des activités de l'Audit Interne en France.

Il s'assure également que les collaborateurs réalisant des missions d'audit interne disposent collectivement du savoir, des capacités et de la spécialisation nécessaire pour accomplir le mieux possible leurs activités de contrôle conformément à la planification annuelle.

Les auditeurs internes améliorent leur savoir, leurs capacités et autres compétences par une formation continue régulière.

De plus, le passage du diplôme international « Certificate of Internal Auditor » (CIA) est souhaité, par le Corporate Internal Audit, pour l'ensemble des auditeurs du Groupe.

Activité de la Direction de l'Audit Interne

Dans le cadre de ses activités, l'Audit Interne applique les normes internationales professionnelles (IIA) ce qui lui garantit la référence aux meilleures pratiques.

Les normes professionnelles internationales pour la pratique de l'audit interne (standards IIA) prévoient que les services d'audit interne doivent se soumettre au moins tous les 5 ans à une revue qualité externe. Cette revue a effectivement été réalisée.

B.6 Fonction actuarielle

La fonction actuarielle

La fonction actuarielle est définie comme étant l'une des fonctions clés de l'assureur et ses activités principales sont les suivantes :

- Coordonne le calcul des provisions techniques en respect des principes de Solvabilité II;
- Assure le caractère approprié des méthodologies et des modèles utilisés ainsi que des hypothèses sous-jacentes au calcul des provisions techniques;
- Évalue la qualité des données utilisées pour le calcul des provisions techniques;
- Compare les Best Estimate avec l'expérience;
- Informe le Conseil d'Administration concernant la fiabilité et le caractère approprié des provisions techniques;
- Supervise le calcul des provisions techniques dans les cas spécifiques où les données sont insuffisantes ou de qualité inappropriée pour appliquer une méthode actuarielle fiable;
- Exprime une opinion sur la politique de souscription;
- Exprime une opinion sur le caractère approprié de la politique de réassurance;
- Contribue à la mise en place effective du système de gestion des risques, en particulier en ce qui concerne le modèle servant au calcul des exigences en capital (SCR et MCR) et l'ORSA.

Chief Actuary

La fonction actuarielle selon Solvabilité II est incarnée au sein de Swiss Life France par le Chief Actuary de Swiss Life France.

Dans la suite, nous remplacerons donc souvent le terme « fonction actuarielle » SII par le terme « Chief Actuary » de Swiss Life France.

Exigences en termes d'organisation et de processus

Pour permettre à la fonction actuarielle d'émettre une opinion indépendante sur les activités de souscription et sur la réassurance ainsi que sur les nouveaux produits ou modification de produits, la fonction actuarielle ne doit pas être seule en charge de ces tâches. Une distinction claire entre les personnes et les unités organisationnelles responsables de l'exécution, et l'émission d'une opinion sur le caractère approprié de ces tâches actuarielles exécutées doit être assurée. C'est le rôle du Chief Actuary de définir

et d'appliquer des critères d'indépendance appropriés. Par principe, une personne ne doit pas exprimer une opinion sur son propre travail. Le même principe s'applique en cas de délégation.

Pour éviter les conflits d'intérêt concernant les activités de la fonction actuarielle, des mesures d'accompagnement appropriées sont implémentées.

Des exemples de mesure d'accompagnement sont les suivantes:

- Transfert du processus de décision dans des comités (décisions collectives).
- Lignes hiérarchiques séparées ou additionnelles (ligne hiérarchique fonctionnelle ou directe).
- Documentation de la décision et du processus de décision.
- Principe des quatre yeux.

Organisation et processus actuariels de Swiss Life France

Le Chief Actuary peut communiquer de sa propre initiative avec tout membre du personnel, peut accéder sans restriction à toutes les informations pertinentes pour exercer ses responsabilités.

Rapport actuariel

Le Chief Actuary produit au moins annuellement un rapport écrit au Conseil d'Administration.

Les travaux effectués par le Chief Actuary s'inscrivent dans le système de gestion des risques.

B.7 Sous-traitance

L'externalisation désigne toute forme d'arrangement entre une unité opérationnelle de Swiss Life et un prestataire de service, par lequel ce dernier prend en charge de façon permanente et autonome un service ou une activité, qui autrement aurait été réalisée par l'unité opérationnelle de Swiss Life et pour laquelle cette unité opérationnelle conserve néanmoins la responsabilité.

Le prestataire de service peut être interne ou externe au groupe Swiss Life, ou être soumis ou non à une autorité de tutelle.

Maîtrise des activités externalisées de Swiss Life France

Swiss Life France a mis en place un dispositif de maîtrise du risque d'externalisation.

Parmi les éléments de ce dispositif, on peut noter:

- des procédures encadrant les diligences précontractuelles à réaliser en termes d'analyse des risques et le circuit de prise de décision pour le recours à l'externalisation (ou le renouvellement d'une externalisation). Les procédures définissent un traitement différencié en fonction de la criticité (par nature ou au regard des montants)

- un inventaire des fonctions et activités déléguées
- une évaluation par les unités opérationnelles ayant recours à l'externalisation
 - de la qualité de la prestation au regard des attendus opérationnels
 - de l'impact de l'externalisation sur le profil général du risque de l'unité opérationnelle

Un projet de renforcement de ce dispositif s'est achevé en 2020 et donc opérationnelle depuis cette date.

Les travaux réalisés ont mené à un renforcement du dispositif de contrôle et d'audit des délégués et à une harmonisation des pratiques entre les différentes entités.

B.8 Autres informations

Non applicable à ce jour.

C Profil de risque

SwissLife Prévoyance et Santé (SLPS) est une société anonyme filiale de la holding Swiss Life France (holding de Swiss Life Groupe en France).

SLPS est basée en France et opère principalement sur le marché français.

Swiss Life France est une société de Groupe d'assurances telle que définie par l'article L. 322-1-2 du Code des Assurances. Swiss Life France appartient au Groupe Swiss Life par l'intermédiaire de Swiss Life AG à hauteur de 99,9%. L'organigramme de toutes les entités est détaillé en annexe 1.

SLPS détient 16,5% du capital de SwissLife Assurance et Patrimoine (SLAP) qui contribue ainsi à la solvabilité de SLPS.

Pour rappel, le portefeuille de SLPS contient principalement les produits suivants:

- Santé (principalement les frais de soins);
- Invalidité et invalidité;
- Décès (capital décès, rentes éducation et rentes de conjoint, décès accidentel...) en réassurance acceptée.

L'activité de SLPS peut être segmentée entre quatre secteurs d'activité dans la nomenclature SII:

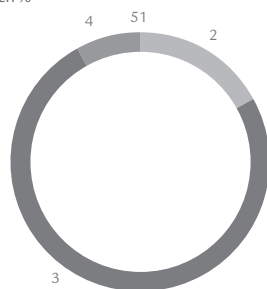
- Santé Type Vie: correspond à la partie des obligations d'invalidité permanente et de la dépendance;
- Santé Type Non Vie correspond aux obligations de frais de soins, protection de revenus, incapacité et invalidité en attente;
- Vie correspond aux engagements « décès »;
- Non-Vie correspond aux quelques autres engagements de faible volume.

L'activité de SLPS est également divisée entre deux type de garanties : individuelle ou collective souscrit en assurance direct ou en réassurance acceptée. Une petite proportion du portefeuille comprend des risques situés à l'étranger.

Les graphiques ci-dessous présentent les primes acquises (montant total de EUR 1 671m) en 2021 et les Best Estimates (meilleure estimation des engagements d'assurance) (EUR 1 315m) au 31.12.2021 par ligne d'activité:

Primes Acquises

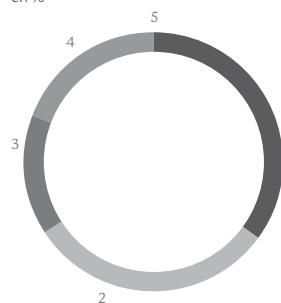
en %



1 Santé Type Vie	0.1 %
2 Santé - Perte de Revenus	17 %
3 Santé - Frais de Soins	75 %
4 Décès (acceptation)	8 %
5 Non Vie (hors-santé)	0.1 %
Total	100 %

Best Estimates par Lignes de Business

en %



1 Santé Type Vie	35 %
2 Santé - Perte de Revenus	31 %
3 Santé - Frais de Soins	15 %
4 Décès (acceptation)	19 %
5 Non Vie (hors-santé)	0 %
Total	100 %

SLPS conçoit et commercialise des produits standardisés (« marque rouge »), des produits via des partenariats (« marque blanche ») et des produits sur-mesure pour le compte d'entreprise. SLPS adapte le pilotage, le suivi de la rentabilité et l'analyse des risques en fonction de ces différents types d'activité. La gestion peut être effectuée en interne (en particulier en ce qui concerne les activités standardisées) ou déléguée (ce qui est majoritairement le cas des activités « marque blanche » ou sur-mesure). A ce titre, les activités en délégation de gestion ont fait l'objet depuis 2018 d'un projet de renforcement du dispositif de contrôle.

L'activité de SLPS peut être également divisée entre deux types de contrats : individuelle (52%) ou collective (48%), ou alternativement souscrit en assurance directe ou en réassurance acceptée.

Une petite proportion du portefeuille comprend des risques situés à l'étranger souscrits via LPS (libre prestation de service) ou via la réassurance acceptée.

Par le passé et compte tenu de sa part de marché importante en santé individuelle, l'activité et l'organisation (commerciale et technique notamment) de SLPS ont été fortement impactées par la réforme de la santé en 2013 applicable depuis le 1^{er} janvier 2016 (dite « ANI » : Accord National Interprofessionnel), qui visait à généraliser la couverture complémentaire à tous les salariés en France, ce qui a transformé une partie du marché de la santé individuelle en santé collective. La société s'est adaptée pro-activement aux changements induits par la réforme et a réussi avec succès ce virage.

Cela a mené à une réorientation des activités vers les « seniors », les professions libérales et les sur-complémentaires, ainsi qu'en faveur des contrats collectifs.

Par ailleurs, SLPS a lancé en 2019 un projet visant à développer son activité (déjà existante) de la Santé internationale (à destination par exemple des étudiants ou travailleurs évoluant à l'étranger) et renforcer son suivi du portefeuille et du risque. Aujourd'hui et à l'horizon du plan budgétaire, compte tenu des volumes en jeu, cela ne modifie pas de façon matérielle le profil de risque de SLPS.

La principale et importante évolution réglementaire sur le marché de la santé en France est la réforme 100% Santé, qui vise à éliminer le reste à charge pour les assurés sur la majorité des prestations en audiologie, dentaire et optique. Depuis 2019, la société a fait évoluer ses produits, processus et outils pour se conformer à la réglementation et réussir le virage de cette réforme dont le calendrier s'étend jusqu'à 2022. A fin 2021, la réforme a impacté plus fortement le résultat de SLPS qu'attendu lors des travaux d'anticipation à fin 2020. Ceci a mené à des mesures plus importantes sur les politiques de tarif pour 2022, qui sont reflétées dans le BE de primes à fin 2021. L'impact sur la Solvabilité de la réforme reste mesuré, du fait de la frontière des contrats courte pour SLPS.

Dans le cadre de sa gestion active des risques, des protections de réassurance ont été souscrites pour réduire l'exposition de SLPS aux risques graves et aux risques catastrophiques. Les réassureurs sont très bien notés par les agences de notation et opèrent internationalement.

SLPS considère depuis plusieurs années le risque pandémie dans son dispositif de gestion des risques, au-delà de sa seule prise en compte quantitative dans le ratio SII via la formule standard:

- Il fait partie des 16 risques identifiés par Swiss Life France dans son processus CRP (Comprehensive Risk Profile) qui vise à identifier les risques majeurs pour l'entreprise;
- Le scénario « pandémie » a été inclus dans le scénario « défavorable » dans l'ORSA 2021. On envisageait une reprise altérée par l'émergence de variants Covid-19 résistants pour lesquels les vaccins s'avèrent inefficaces;
- Opérationnellement un PCA Pandémie a été développé;
- Le risque pandémique est diversifié au sein du Groupe Swiss Life France du fait du poids significatif de l'entité SLAP, exposé aux risques financiers et au risque de longévité des rentes. En effet, les différentes analyses menées depuis 2016 montrent que l'efficacité des couvertures pandémiques de réassurance est modérée ou faible.

Impact de la crise Covid-19 :

Comme évoqué dans la partie introductive, le profil de risque de l'entité est peu impacté et elle a démontré une certaine résilience, ceci étant le fruit de notre gestion du gap de duration et de notre stratégie de gestion d'actifs. Il s'agit d'une stratégie dite « barbell », qui consiste, sur le portefeuille de taux, à investir sur des obligations d'entreprises de maturité courte d'une part et des obligations gouvernementales de maturité longue d'autre part. Par ailleurs, l'entité a su maintenir une activité satisfaisante.

La société s'attache à sécuriser ses principaux risques qui reposent sur la gestion des risques de souscription, des risques de marché, du risque de crédit, et des risques opérationnels et stratégiques. Pour rappel, ces risques sont contrôlés par les dispositifs suivants :

- Un suivi des risques de souscription, de marché, du besoin global de solvabilité ainsi que de la réassurance ;
- Un suivi de la rentabilité, du provisionnement social et prudentiel ;
- Des Comités spécialisés (ALCO, LIRC) ;
- Un processus de planification budgétaire ;
- Un processus dit EIRS (Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité ou ORSA : Own Risk and Solvency Assessment) intégré dans le processus de planification budgétaire (Cf. B.3.2) ;
- Un processus de gestion actif-passif ;
- Des limites internes d'exposition au risque (sur les actifs et assuranciers) ;
- Un processus permettant d'évaluer les risques stratégiques ;
- Un système de contrôle interne (dit ICS : Internal Control System) permettant d'évaluer et de réduire le risque opérationnel.

Par ailleurs, les risques dits « extra-financiers » ne constituent pas une catégorie à part mais sont intégrés selon leur matérialité au dispositif de gestion des risques, notamment à travers le processus CRP qui mesure leur impact éventuel sur les indicateurs de solvabilité et sur la situation financière.

Depuis 2019, SwissLife France a publié un rapport conformément à la Directive Européenne sur la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF). Tout en s'assurant de la cohérence globale avec le dispositif de gestion des risques, ce rapport propose un éclairage et une analyse plus

fine en appliquant la nomenclature de la réglementation DPEF. Il fait aussi le lien avec notre plan stratégique et notre business model.

L'actif général de l'entité est géré par Swiss Life Asset Managers qui intègre, avec un ensemble consolidé d'informations et de facteurs différents, des critères d'investissement responsable (ESG : Environnement, Social et Gouvernance)⁶ dans le processus de sélection et de contrôle au sein de chaque classe d'actif afin de créer de la valeur.

La solvabilité solide actuelle de la société est le résultat des décisions prises au cours de ces dernières années par la direction en application de ce cadre de gestion des risques ainsi que du contexte économique actuel.

SLPS surveille de près les ratios de sinistres à primes, le niveau des provisions techniques et de la rentabilité dans le cadre du processus de MTP.

C.1 Risque de souscription

Exposition au risque

Le risque de souscription correspond au risque d'une perte due à un écart entre les coûts anticipés au moment de la souscription et les coûts réellement supportés par la société lors du règlement du sinistre.

Toutes les composantes du risque de souscription sont couvertes par la formule standard.

La formule standard scinde le risque de souscription entre un risque de souscription Vie et les deux risques de souscription Santé (Santé dite « SLT » et Santé dite « NSLT »). Pour plus de détails sur les risques de souscription, ils sont décrits en section A.2 *Résultats de Souscription*.

Le risque sur la santé similaire à la Non-Vie est le plus significatif des LoBs (Line Of Business) pour SLPS, en particulier les risques primes et réserves.

⁶ Pour formaliser son engagement en matière d'ESG, Swiss Life a signé en 2018 les principes des Nations unies pour l'investissement responsable (PRI). Ceux-ci forment le socle du cadre d'investissements responsables du groupe. Ils se concrétisent en six principales thématiques et ont fait l'objet d'un rapport détaillé publié en 2019.

En 2018, le groupe Swiss Life a également signé le Global Compact de l'ONU et de la TCFD (Task Force on Climate Disclosure), mettant en avant la transparence financière liée au climat. Swiss Life Asset Managers est également devenue membre du Global Real Estate Sustainability benchmark (GRESB). Enfin, en 2020, Swiss Life a adhéré aux Principes for Sustainable Insurance (PSI, Principes pour une Assurance Responsable).

Concentration des risques

La société ne présente pas de concentration matérielle aux risques de souscription car l'entité dispose d'un portefeuille diversifié:

- en termes de garanties proposées et donc de risques couverts
- en termes de couverture géographique en France.

Atténuation du risque

La société dispose d'un programme de réassurance. Il permet à SLPS de réduire son exposition aux risques graves et aux catastrophes.

A cet égard, compte-tenu du contexte pandémique actuel, il est opportun de souligner que SLPS adhère à une protection contre le risque de pandémie mise en place sous l'égide du BCAC. Cette dernière n'est toutefois en mesure de prendre en charge qu'une partie minoritaire d'un sinistre pandémique important, l'essentiel sera par conséquent supporté sur les fonds propres de SLPS. Cependant, les stress tests réalisés régulièrement, notamment dans le cadre de l'ORSA (voir ci-après), montrent la résilience de la société en cas de choc pandémique, et cela y compris en cas de choc à l'actif.

Les réassureurs sont sélectionnés par un processus de souscription en réassurance assurant la diversité et la forte qualité de crédit. Le choix des réassureurs est guidé par le souci permanent de réduire le risque de contrepartie.

Un équilibre est recherché entre l'atténuation des risques d'assurance proprement dits et la minimisation du risque de contrepartie des réassureurs. Une relation permanente est entretenue avec le marché de la réassurance afin de suivre, au plus près, ses évolutions de prix et de produits dans le but de maîtriser les coûts de transaction et d'intermédiation de réassurance.

La société étudie régulièrement les solutions de réassurance proposées par le marché aux assureurs et ne retient que les solutions offrant un équilibre efficace entre le coût et l'atténuation du risque (réduction de l'exigence en capital).

Sensibilité aux risques

La sensibilité de la société aux risques de souscription peut tout d'abord s'appréhender par les calculs de SCR.

Aussi, dans le cadre du processus ORSA, SLPS mène des stress tests et reverse stress tests. L'objectif de ces tests est de permettre à l'Organe d'Administration, de Gestion ou de Contrôle (AMSB) de mieux comprendre le profil de risque de l'entité.

Ainsi, SLPS mesure la sensibilité de la solvabilité à:

- Une hausse du ratio combiné;
- Une hausse du Best Estimate (choc de sous-évaluation);

- Un évènement catastrophe de type pandémie combiné au défaut des principaux réassureurs (scenario catastrophe de la formule standard).

Dans chacun des scénarios et même en cas d'une sous-estimation très importante du Best Estimate, les ratios restent très solides. Cependant, les tests montrent que le principal facteur de risque individuel de SLPS est le risque de réserve.

Les résultats sont donnés dans le tableau suivant:

	Impact d'un choc de souscription sur le ratio de couverture du SCR au 31.12.2021	Impact d'un choc de souscription sur le ratio de couverture du MCR au 31.12.2021
Scénario Central	130%	334%
Evènement Pandémique combiné avec des défauts de réassureurs	-8%	-28%
Sous-évaluation des Best Estimate de 10%	-20%	-70%
Choc sur le ratio combiné de 1%	-2%	-8%

Le reverse stress test indique que pour atteindre un ratio de 100% de couverture du SCR, un choc extrême est nécessaire. Cela confirme la forte résistance de SLPS à des risques de souscription.

De plus, dans le cadre du processus ORSA, SLPS évalue la résistance et la sensibilité des fonds propres et des besoins de capitaux requis à des situations défavorables sur l'horizon de son business plan. SLPS définit des jeux de scénarios déterministes déterminés à partir du profil de risque de la compagnie. L'idée est de construire des scénarios de façon holistique afin de fournir une vision globale du business. Les scénarios ne sont pas uniquement financiers mais sont des combinaisons de facteurs de risques.

SLPS simule un scénario dit de « Réforme des retraites » (allongement de 2 ans de l'âge de départ effectif à la retraite), le paiement des rentes d'invalidité s'arrêtant à l'âge de départ effectif à la retraite. Par conséquent, l'allongement de l'âge légal de départ effectif à la retraite a un effet mécanique défavorable sur le montant des engagements liés aux rentes en cours. Le scénario reflète donc l'impact d'un risque de provisionnement pour lequel la solvabilité de SLPS reste solide.

Ainsi, la résilience de SLPS dans chaque scénario démontre la capitalisation solide de la société.

C.2 Risque de marché

Exposition au risque

Le risque de marché correspond au risque de pertes dues à des fluctuations du niveau et/ou de la volatilité des prix du marché.

L'optimisation de l'allocation stratégique d'actifs consiste à trouver un équilibre entre le risque pris et la rentabilité attendue. Elle vise également à s'assurer de l'efficacité en capital des investissements, tout en tenant compte des contraintes de liquidité.

La société est modérément exposée au risque action, en dehors de sa participation dans SLAP.

Concernant la poche obligataire, la société recherche une exposition mixte entre obligations d'entreprise et obligations d'Etat. De plus, elle applique une politique de gestion du risque de crédit diversifiée et prudente.

Le risque de taux est suivi et mesuré par un indicateur du « gap de duration ». Il permet de mesurer la différence de sensibilité aux variations de taux d'intérêt du portefeuille obligataire d'une part et des engagements envers les assurés d'autre part.

La société dispose d'un programme de couverture pour couvrir ses expositions modérées en devise (principalement en dollar).

Elle a une exposition plus élevée au risque de marché concernant l'immobilier. Toutefois, il est composé essentiellement d'immobilier de prestige, diversifié entre bureaux et habitation. La société tend également à diversifier géographiquement ces investissements. Enfin, la valorisation n'a pas été significativement impactée en 2021 malgré le contexte de la crise Covid-19.

Enfin, comme déjà évoqué, elle investit de façon modérée dans les prêts aux entreprises et investissements ou financements de projets d'infrastructure.

Le tableau ci-dessous montre les facteurs de risque importants considérés dans la formule standard :

Facteur de Risque	Matérialité	Couvert par le SCR
Changement du niveau du prix des actions	Oui	Oui
Changement du niveau de la volatilité actions	Non	Non
Changement du niveau des valeurs des participations	Oui	Oui
Changement du niveau des prix immobilier	Oui	Oui
Changement de la volatilité des prix immobilier	Non	Non
Changement dans la structure à termes des taux d'intérêt (niveau et pente)	Oui	Oui
Changement dans la volatilité des taux d'intérêt	Non	Oui implicitement
Changement dans les niveaux de spreads de crédit	Oui	Oui
Changement dans la volatilité des spreads de crédit	Non	Non
Changement dans le niveau des taux de change	Non ¹	Oui
Changement dans la volatilité des taux de change	Non	Non
Défaut de crédit	Oui	Oui

¹ Nous considérons ce risque non matériel car SLPS dispose d'une couverture complète des investissements en devise étrangère.

En synthèse, la société est exposée principalement aux risques de spreads (c'est-à-dire le risque lié à la marge des obligations en portefeuille par rapport au taux sans risque), immobilier et action (en partie expliquée par la participation de SLPS dans SLAP et dans des fonds action bénéficiant d'un programme de couverture). Elle est dans une moindre mesure exposée au risque de taux d'intérêt grâce à sa gestion du gap de duration.

Concentration des risques

La société ne présente pas de risque de concentration aux risques de marché car l'entité dispose d'un portefeuille diversifié:

- *Sur la poche action*: actions diversifiées en termes d'exposition géographique et sectorielle, en termes de stratégie de gestion et en termes de taille de marché.
- *Sur la poche immobilière*: comme déjà mentionné, elle dispose d'un portefeuille de bureaux et d'habitation et tend à le diversifier géographiquement.
- *Sur la poche obligataire*: elle recherche une exposition mixte entre obligations d'entreprise et obligations d'Etat visant à limiter le risque de spread et de taux.

De plus, le risque de concentration par émetteur est un risque considéré dans le cadre du suivi du portefeuille, toute poche d'actifs confondue, de façon continue et encadrée par des politiques en matière de gestion du risque crédit et des limites.

Atténuation du risque

La gestion du risque de marché est décrite dans la partie « B. 3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité ». En dehors de l'application de la politique de gestion du risque, SLPS n'a pas investi dans des programmes de couvertures via des pro-

duits dérivés pour couvrir les risques de taux et actions. SLPS dispose cependant d'un programme de couverture pour venir couvrir des expositions modérées en devise (principalement en dollar).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité fait l'objet de limites spécifiques décrites dans la section C.4.

Sensibilité aux risques

Comme déjà indiqué, la société mène des calculs de sensibilité des ratios de solvabilité aux hypothèses de variation des marchés. Les sensibilités mesurées sont:

- Hausse des taux d'intérêt de +20 points de base (bps) avec UFR constant ;
- Baisse des taux d'intérêt de -20 points de base (bps) avec UFR constant ;
- Chute du cours des actions de -30% ;
- Chute du marché immobilier de -10% ;
- Ecartement des spreads de crédit de +75 bps ;
- Baisse du taux d'intérêt long terme (Ultimate Forward Rate).

Les sensibilités aux taux d'intérêt sont mesurées avec un niveau d'UFR inchangé. La sensibilité à une chute des marché actions tient compte de la variation que l'on observerait sur le mécanisme contra-cyclique amortisseur « dampener ».

Ces évaluations permettent de tester la résistance de la solvabilité. Ainsi, ces tests ont pu démontrer que les paramètres financiers ont un effet matériel sur le ratio de solvabilité de la société mais ne remettent pas en cause sa solidité. Les résultats de ces sensibilités sont donnés dans le tableau ci-dessous:

	EY 2021	Baisse des taux de 20bps avec UFR constant	Hausse des taux de 20bps avec UFR constant	Baisse de l'immo- bilier -10%	Baisse des marchés Actions -30%	Hausse des Spreads de crédit +75bps ²	Baisse de l'UFR de -15bps
SENSIBILITÉ AUX RISQUES DE MARCHÉ							
Impact Fonds Propres	710	4	-4	-9	-93	-38	-2
Impact SCR ¹	546	5	-4	0	-20	2	1
Impact Ratio	130%	-0%	0%	-2%	-13%	-7%	-1%

¹ Un impact SCR négatif signifie une baisse du SCR.

² Le choc spreads consiste à effectuer un choc de 75 bps sur les obligations corporate uniquement, d'en inférer une variation de la correction pour volatilité et d'en mesurer l'impact sur la totalité du Best Estimate.

La sensibilité à la hausse des spreads de crédit sur les obligations d'entreprises et gouvernementales est défavorable sur le ratio.

De plus, dans le cadre du processus ORSA (EIRS), la société évalue la résistance et la sensibilité des fonds propres et des besoins de capitaux requis à des scénarios défavorables de marché financier sur l'horizon de son business.

SLPS résiste bien dans tous les scénarios de stress évalués. Dans le cadre du dernier exercice ORSA réalisé en octobre 2021, pour tous les scénarios de stress, les ratios de couverture du SCR restaient supérieurs à l'appétence au risque de SLPS. Par ailleurs, l'exigence minimale (MCR) est largement couverte dans l'ensemble des scénarios.

C.3 Risque de crédit

Exposition au risque

Le risque de crédit, sa gestion et les politiques associées sont décrites dans la section « B. 3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité ».

L'approche Swiss Life de suivi du risque de crédit consiste à agréger les expositions:

- Au niveau Contrepartie;
- Au niveau de l'entité mère qui détient, directement ou indirectement, l'entité émettrice (notion de « ultimate parent »).

De manière générale, des éléments de couverture ou atténuant le risque tels que les collatéraux, nantissements, dérivés de crédit, viennent en déduction de l'exposition au risque de crédit.

La société ne présente pas de risque de concentration en termes de risque de crédit. Aucune exposition ne dépasse 5% de l'actif général exceptée une position avec un rating de crédit de très bonne qualité.

Deux types de limites sont définis pour le risque de Crédit:

- Une limite globale.
- Des limites par contrepartie.

Limites par émission

Afin de réduire le risque de concentration, les limites suivantes s'appliquent par émission:

- Swiss Life Groupe ne peut pas acquérir plus d'un certain pourcentage d'une émission.
- Pour les instruments ayant plusieurs tranches, seule la tranche ayant le meilleur rating doit être souscrite.
- Les investissements en « private equity », instruments financiers complexes ou certains produits dérivés suivent un processus d'approbation particulier.

Au-delà des expositions au risque de contrepartie liées aux investissements et aux stratégies de couverture financière, SLPS est plus spécifiquement exposé au risque de contrepartie sur ses assurés en collectif et ses intermédiaires (Contrepartie de type 2) du fait des mécanismes en prévoyance santé. En effet, les règlements étant trimestriels, des postes de créances et dettes parfois élevés subsistent au bilan à la date d'inventaire.

Concentration des risques

Le suivi des politiques en termes de gestion du risque de crédit vise à limiter le risque de concentration. De plus un suivi par classe de ratings, par type d'expositions, géographique et sectoriel est réalisé (voir section A3). En conséquence, il n'y a pas de risque de concentration (pondéré par le risque de défaut) identifié après avoir tenu compte de la qualité du rating.

Atténuation du risque

Les techniques d'atténuation du risque de crédit consistent principalement en un suivi des expositions, suivi des limites définies dans les politiques écrites et suivi du respect des mandats. La société n'a pas fait le choix d'investir dans des solutions de transferts du risque de crédit. Des solutions sont régulièrement étudiées mais n'apparaissent pas comme efficaces jusqu'à aujourd'hui.

Sensibilité aux risques

Le suivi du risque de crédit fait l'objet de reportings mensuels par rapport aux limites et d'éventuelles mesures sont mises en place si nécessaires.

C.4 Risque de liquidité

Exposition au risque

Le risque de liquidité correspond au risque que la trésorerie disponible soit insuffisante pour faire face aux obligations de paiement prévues dans les contrats d'assurance. La matérialisation de ce risque se traduirait par une perte liée à une vente forcée.

Pour la société, il n'y a pas de risque de liquidité résultant des rachats puisque les produits n'ont généralement pas de réserves qui leur sont spécifiquement rattachées jusqu'à ce qu'un événement assuré survienne. Par ailleurs, le risque de liquidité résultant de l'activité assurancière est très limité. Par conséquent, les flux de trésorerie futurs (primes – prestations) de SLPS sont relativement prévisibles et la gestion de la liquidité est effectuée en conséquence.

Concentration des risques

Néant.

Atténuation du risque

La définition du budget de risque de liquidité combinée à la gestion du risque de crédit vise aussi à limiter le risque de concentration sur une signature peu liquide.

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures

Le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures s'élève à EUR 57m

C.5 Risque opérationnel

Exposition au risque

Le risque opérationnel est une conséquence inévitable dans la pratique du business. L'objectif n'est pas d'éliminer toutes les sources de risques opérationnels mais de fournir un cadre permettant l'identification et l'évaluation de tous les risques opérationnels importants et les concentrations potentielles afin d'atteindre un équilibre approprié entre risque et rendement.

L'approche ICS (Internal Control System) consiste, pour toutes les procédures, méthodes et mesures établies, de s'assurer de leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables. De plus, il assure l'efficacité des opérations aussi bien que la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et non financière.

La cartographie des risques ICS, mise à jour sur une base annuelle, consiste principalement en une description des processus et une « Auto-évaluation des Risques et Contrôles » (RCSA: Risk and Control Self Assessment).

Description des processus et RCSA

L'objectif de la description est d'identifier et de décrire chaque processus existant:

- Objectif du processus
- Personnes responsables du processus
- Intervenants dans le processus
- Principales étapes dans le processus

En se basant sur la description du processus, le propriétaire du processus identifie et évalue:

- Les risques opérationnels, de conformité et financiers de chaque activité;
- Les contrôles existants qui atténuent les risques identifiés.

Le catalogue standard de risque opérationnel

Le « Operational Risk Standard Catalogue » (ORSC) définit l'ensemble des risques opérationnels importants inhérents à l'activité des entreprises du Groupe Swiss Life. Les scénarios définis dans le catalogue sont liés aux contrôles existants, permettant aux unités d'évaluer également leur environnement de contrôle interne.

Les risques standards sont classés dans différentes catégories telles que : sous-traitance, conformité, risk management quantitatif, souscription, etc.

Approche d'évaluation du risque opérationnel

L'évaluation des risques opérationnels standards est basée sur un jugement à dire d'expert.

Concentration des risques

Etant donnée la nature des activités de la société, il n'y a pas d'activité particulière qui concentrerait elle-même le risque opérationnel.

Atténuation du risque

Le système de contrôle interne ICS, de par la mise en place des contrôles permet l'atténuation du risque au sein de la société.

Risque de liquidité

Non applicable.

Sensibilité aux risques

Les risques opérationnels sont pris en compte dans l'évaluation prospective des fonds propres et des besoins globaux de solvabilité lors du processus ORSA, ce qui permet de tester la résistance de la société à ces risques. Les résultats des tests menés n'ont pas mis en évidence de risques opérationnels majeurs impactant la solvabilité sur l'horizon des projections.

De plus, des tests réels sont menés dans le cadre du PCA (Plan de continuité d'activité) pour des scénarios et les solutions mises en œuvre.

C.6 Autres risques importants

Exposition au risque

La société peut être exposée à des risques stratégiques et de changement de réglementation qui sont intégrés dans l'évaluation du besoin global de solvabilité de l'ORSA. Ils font l'objet d'une identification et d'une quantification par jugement d'expert.

Par exemple, le processus concernant les risques émergents a été renforcé en le formalisant dans le cadre du processus CRP. Le résultat pourrait être une absence de nouveau risque émergent ou l'identification d'un tel risque. En particulier, dans le cadre des risques climatiques, il existe des

risques physiques et de transition. Swiss Life mène actuellement des travaux d'analyse et a intégré des éléments dans son processus ORSA. Pour plus d'informations, se référer au rapport sur les investissements durables (dit « Article 173 »).

Si de tels risques sont identifiés, le management s'attache à mettre en place des mesures correctives.

Concentration des risques

L'analyse de concentration n'est pas pertinente dans le cadre des risques stratégiques compte tenu de leur nature.

Atténuation du risque

Compte tenu de sa nature inhérente à l'activité de l'entreprise, il n'y a pas de mesure complémentaire de transfert du risque stratégique mise en place au sein de la société.

C.7 Autres informations

Non applicable.

D Valorisation à des fins de solvabilité

Le bilan économique, point de départ pour l'évaluation de la solvabilité est établi à partir des comptes sociaux. Les principaux retraitements détaillés par la suite sont les suivants:

- Annulation des actifs incorporels;
- Valorisation des actifs financiers et immobiliers en valeur de marché;
- Valorisation des provisions techniques (brutes et cédées) en Best Estimate (BE) et classées par Lignes d'activité (LoB).
- Introduction d'une marge pour risques au passif.
- Valorisation économique des autres créances et autres dettes.
- Valorisation des impôts différés.

Un seuil de matérialité est applicable concernant la réévaluation de certains postes. Les extraits du bilan dans cette section D sont présentés en euro.

D.1 Actifs

Valeur des actifs

De manière générale, les principes de valorisation des actifs du bilan économique reflètent une approche « marked-to-market » basée sur des prix de marché disponibles, ce qui correspond à prendre:

- Les prix de marché cotés sur des marchés actifs;
- Une approche basée sur des modèles de valorisation standards de marché, « marked-to-model », sur base d'inputs observables (observation sur les marchés financiers), pour certains actifs non cotés, ou cotés sur des marchés insuffisamment liquides;
- Une valorisation externe par une contrepartie indépendante ou une société indépendante pour certains actifs non cotés.

Les actifs du bilan de la compagnie peuvent être regroupés selon les catégories suivantes:

- actifs incorporels;
- placements;
- participations;
- provisions techniques cédées;
- autres actifs.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comptabilisés en normes comptables françaises correspondent à des frais d'acquisition reportés (FAR) ou bien à des écarts d'acquisition liés à l'acquisition de portefeuille d'assurance par le passé.

Les revalorisations Solvabilité II des actifs incorporels sont les suivantes:

- Une annulation des goodwills;
- Une annulation des FAR;
- Un maintien au bilan des autres actifs incorporels si et seulement si la compagnie peut démontrer que cet actif pourrait être vendu séparément sur un marché. En pratique, ce principe conduit à éliminer les actifs incorporels.

Placements

En règle générale, la juste valeur des instruments financiers est valorisée à partir de prix cotés, fournis par des fournisseurs externes et indépendants de données de marché. Un prix coté sur un marché actif est la preuve la plus fiable de juste valeur, ainsi celui-ci est utilisé sans ajustement quand il est disponible. Les instruments financiers valorisés à partir d'un prix coté sont:

- Les obligations
- Les fonds d'investissements avec une NAV (Net Asset Value) quotidienne

Une valorisation en « marked-to-model » peut être appliquée à une minorité d'actifs quand une valeur de marché n'est pas disponible. Les modèles sont basés sur des données observables telles que des taux d'intérêts, des courbes de taux, des volatilités implicites, des spreads de crédit. Les instruments financiers valorisés en « marked-to-model » sont:

- Les instruments de dette sans prix de marché, y compris les prêts qui sont valorisés sur la base d'une actualisation de flux futurs;

Ci-dessous, un tableau synthétique reprenant les méthodes de valorisation par type d'actifs.

	Valeur de marché (Prix de marché / Cotation Broker)	Valorisation par un modèle (y compris NAV)	Prix externes ¹	Valeur nette comptable
INVESTISSEMENTS				
Immobilier			x	
Investissements en entreprise liées ou participations		x		
Obligations	x			
Prêts			x	x
Avances sur police		x		
Fonds / OPCVM				
dont immobilier			x	
dont actions	x			
dont fonds obligataires et fonds monétaires	x			
dont fonds ballanced	x			
dont fonds alternatifs			x	
Capital investissement			x	
Instrument dérivés	x			
Produits structurés			x	
Actifs collatéralisés (ABS)	x		x	
AUTRES ACTIFS				
Dépôt / Comptes bancaires	x			

¹ prix externes désigne une valeur d'expert ou la valorisation de la contrepartie

Dans le cadre du processus ICS, des contrôles concernant la valorisation des actifs sont mis en place.

Par ailleurs, le classement des actifs selon les niveaux définis par l'IFRS 13 est également régulièrement suivi.

Immobilier

La loi française exige des valorisations régulières des immeubles détenus en portefeuille. Par conséquent Swiss Life réévalue semestriellement son portefeuille d'immeubles à partir d'évaluation d'experts avec les prérequis suivants:

- Compétences techniques reconnues: L'expert immobilier doit appliquer les standards et l'éthique de la profession.
- Indépendance et gestion des conflits d'intérêt: l'expert immobilier doit être indépendant de la compagnie et ne doit avoir aucun intérêt dans l'immeuble évalué.

La liste des experts potentiels est soumise à approbation de l'ACPR et un taux de rotation régulier est effectué.

Les experts immobiliers peuvent appliquer plusieurs approches pour valoriser les biens:

- Une approche par flux: la valeur est estimée en actualisant les revenus futurs (loyers et charges comprises).
- Une approche par comparaison avec les informations de marché: prix des dernières transactions et autres statistiques en relation avec des biens ayant des caractéristiques similaires et dans la même zone géographique.

Les fonds immobilier (OPCI) sont valorisés de façon trimestrielle, à partir des prix communiqués par des contreparties.

Sur son portefeuille immobilier détenu en direct, SLPS a conclu 27 baux. Les principales catégories de baux sont les suivantes:

- 12 baux commerciaux
- 1 bail mixte professionnel (local à usage d'habitation)
- 8 baux parking
- 3 baux libres (code civil) habitation
- 3 baux loi 6.7.89 (moyenne des indices par habitation)

Les baux d'habitation

La loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 dite loi Malandain-Mermaz, loi d'ordre public, régit actuellement les baux à usage d'habitation principale ou à usage mixte professionnel et d'habitation principale.

Sont concernés exclusivement par cette réglementation les locataires personnes physiques.

En revanche, sont exclus les locataires personnes morales, même si la location bénéficie aux salariés de l'entreprise preneuse.

L'ensemble des bailleurs, personnes physiques ou morales, est soumis au dispositif légal avec certaines particularités pour les personnes morales. Sont concernés par le dispositif:

- les locations des locaux à usage d'habitation principale, nus ou meublés, vacants, neufs ou anciens;
- les locaux accessoires (garages, caves, jardins, etc.) dépendant du local principal.

Sont exclus principalement:

- Les locations de résidences secondaires;

- Les locations ne portant pas sur un local d'habitation (immeubles professionnels, commerciaux ou ruraux);
- Les locations saisonnières;
- Les logements de fonction;
- Les logements-foyers.

Les baux commerciaux

Le statut des baux commerciaux, pour partie codifié aux articles L 145-1 et suivants du code de commerce, s'applique aux baux des immeubles ou locaux dans lesquels un fonds de commerce est exploité, que ce fonds appartienne soit à un commerçant ou à un industriel immatriculé au registre du commerce et des sociétés, soit au chef d'une entreprise immatriculée au répertoire des métiers (artisans), accomplissant ou non des actes de commerce.

Les baux professionnels

Raisonnant par exclusion à défaut de définition légale, le bail professionnel réglementé par l'article 57 A de la loi du 23 décembre 1986 modifiée, concerne la location de locaux dans lesquels s'exercent des activités économiques qui ne sont ni commerciales ni rurales.

L'activité intellectuelle qui peut être libérale, réglementée ou non, doit jouer le rôle principal dans l'exercice de la profession.

Obligations

Les prix « bid » de Bloomberg sont utilisés quand ils sont disponibles. Lorsqu'une obligation n'est pas cotée, celle-ci est valorisée à partir d'un prix fourni par une contrepartie.

Produits structurés

La part des produits structurés dans le total des investissements de l'actif général est nulle au 31.12.2021. Les produits structurés sont valorisés à partir des prix transmis par les contreparties. Un suivi de l'évolution de ces valorisations est régulièrement effectué par des contrôles internes et externes (commissaires aux comptes).

Trésorerie

Principalement constitué de comptes courants, la valeur comptable (équivalente à la valeur de marché) est retenue.

Marché Monétaire

Les investissements monétaires, très court terme, sont évalués à leur valeur de marché publiée et disponible sous Bloomberg.

Autres Prêts

La plupart des autres prêts sont des prêts intra-groupe ou bien des prêts envers les cédantes. Dans chacun des cas, le risque de contrepartie est limité. De ce fait Swiss Life considère qu'une méthode de valorisation par actualisation des flux futurs équivaut à la valeur comptable, maintenue donc pour la valorisation du bilan.

Fonds d'investissement

Les fonds détenus en portefeuille sont majoritairement valorisés à leur valeur de marché à partir des valorisations publiées et disponibles sous Bloomberg.

Fonds de prêts aux entreprises et prêts pour les projets d'infrastructures: Les prix disponibles auprès des fournisseurs de données de marché sont utilisés dans la valorisation de ces instruments et dans le cas contraire, la valorisation fournie par la contrepartie est prise en compte.

Participations

Les titres de participation ne sont pas cotés sur un marché actif

Les titres de participations sont valorisés:

- A leur valeur Solvabilité II pour les sociétés d'assurance brute d'impôts différés
- A leur valeur Bâle III pour les établissements de crédit
- A la valeur de leurs capitaux propres en normes IFRS.

Provisions techniques cédées

La valorisation des provisions techniques cédées est effectuée à leur valeur Best Estimate (BE). Les BE sont classés par LoB. Le détail de la méthode d'évaluation est donné dans la section D.2 sur l'évaluation des provisions techniques.

Autres actifs

La valorisation économique des autres créances et autres dettes pour lesquelles la durée résiduelle est supérieure à 3 mois est effectuée avec un seuil de matérialité.

Un de principaux postes concerne les créances nées d'opérations d'assurance. Suite au contrôle ACPR, SLPS a reclassé à l'actif du bilan prudentiel les primes antérieures au 4ème trimestre (en attente d'affectation et/ou non encaissées) ainsi que les autres flux divers constituant le solde du poste des primes à recevoir exigibles avant le 31/12/N.

Impôts Différés

Un impôt différé est comptabilisé pour:

- Les ajustements de valeur correspondant à l'écart entre la valeur en comptabilité sociale et la valeur SII.
- Les différences temporaires: Les stocks résultants des écarts de traitement entre la comptabilité et la fiscalité sont calculés à chaque clôture pour les besoins de la détermination des impôts différés au niveau IFRS, repris en SII car constitutifs d'une valeur économique réelle.

Comme évoqué précédemment, le taux d'impôt de 34.43% jusqu'en 2019 passera progressivement à 25.83% en 2022. Ainsi, pour les ajustements de valeurs, le taux d'impôt appliqué au 31.12.2021 est un taux d'impôt prospectif.

en milliers €

	Valeur Solvabilité II 2021	Valeur Solvabilité II 2020	Variation 2021/2020
ACTIFS			
Immobilisations incorporelles	0	0	0%
Actifs d'impôts différés	0	0	0%
Excédent du régime de retraite	0	0	0%
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	1 592	1 695	-6%
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	1 929 972	1 986 278	-3%
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	13 620	24 960	-45%
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	381 296	342 697	11%
Actions	15	15	0%
Actions – cotées	0	0	0%
Actions – non cotées	15	15	0%
Obligations	948 165	1 037 802	-9%
Obligations d'État	590 500	635 332	-7%
Obligations d'entreprise	357 665	402 470	-11%
Titres structurés	0	0	0%
Titres garantis	0	0	0%
Organismes de placement collectif	581 837	567 189	3%
Produits dérivés	0	262	-100%
Deposits other than cash equivalents	5 039	13 354	-62%
Autres investissements	0	0	0%
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	0	0	0%
Prêts et prêts hypothécaires	117 264	84 575	39%
Avances sur police	0	0	0%
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	0	0	0%
Autres prêts et prêts hypothécaires	117 264	84 575	39%
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance:	56 546	52 525	8%
Non-vie et santé similaire à la non-vie	41 351	37 626	10%
Non-vie hors santé	387	366	6%
Santé similaire à la non-vie	40 963	37 260	10%
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	15 195	14 900	2%
Santé similaire à la vie	12 802	12 561	2%
Vie hors santé, UC et indexés	2 393	2 338	2%
Vie UC et indexés	0	0	0%
Dépôts auprès des cédantes	276 181	255 743	8%
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	283 790	250 441	13%
Créances nées d'opérations de réassurance	0	0	0%
Autres créances (hors assurance)	45 006	51 965	-13%
Actions propres auto-détenues (directement)	0	0	0%
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	0	0	0%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 546	34 044	-60%
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	0	0	0%
TOTAL DE L'ACTIF	2 723 896	2 717 268	0

Différences des méthodes de valorisation des actifs

Méthodes de valorisation

Le tableau suivant résume qualitativement les différences entre les deux normes.

Méthodes d'évaluation	Solvabilité I – Comptes statutaires	Solvabilité II
I. Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)		
1.1 Immobilier (autre que pour usage propre)	Valeur d'acquisition ventilée en composants homogènes amortis de façon linéaire. Les pertes de valeur font l'objet d'une provision pour dépréciation affectant les composants terrain et gros oeuvre des immeubles concernés.	Valeur d'expertise
1.2 Participations	Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût historique. Les frais d'acquisition sont passés en charges. Les titres de participation font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.	Utilisation de la méthode «adjusted equity method» pour les titres de sociétés d'assurance et pour la banque (valeur SII ou Bâle III) et de la méthode «adjusted IFRS equity method» pour les autres titres de participation. La valorisation de certaines participations immobilières est basée sur une vision IFRS Equity method brute d'impôt différés compte tenu de leur statut fiscal.
1.3 Actions	Les actions et titres assimilés sont inscrits au bilan au prix d'achat hors frais. L'évaluation de ces titres est effectuée conformément à l'article R 343-10	
Actions cotées	La valeur de réalisation correspond au dernier cours au jour de l'inventaire	Les placements mobiliers cotés sur un marché organisé sont valorisés au dernier cours de bourse de l'année clôturée.
Actions non cotées	La valeur de réalisation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise	Les placements mobiliers non cotés sont valorisés sur la base de modèles appropriés au type d'instrument concerné.
1.4 Obligations Obligations d'Etat Obligations de sociétés Obligations structurées Titres garantis	Les obligations et autres valeurs à revenus fixes sont inscrites à leur coût d'achat hors intérêts courus. La différence entre la valeur d'achat et la valeur de remboursement, calculée ligne à ligne, est rapportée au résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. La contrepartie est enregistrée dans les comptes de régularisation actifs ou passifs. Leur valeur de réalisation correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale pour les titres non cotés.	Leur valeur de réalisation correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale pour les titres non cotés.
1.5 Fonds d'investissement	Ils sont inscrits au bilan au prix d'achat hors frais. Leur valeur de réalisation correspond à la dernière valeur de rachat publiée.	Leur valeur de réalisation correspond à la dernière valeur de rachat publiée.
1.6 Produits dérivés	Les principes de comptabilisation applicables aux IFT dépendent de l'objectif de l'opération au sein de la stratégie poursuivie: Stratégie d'investissement ou de désinvestissement Si la stratégie a pour objectif de fixer la valeur d'un investissement futur (opération d'anticipation de placement) ou d'un désinvestissement prévu (opération à terme liée à des placements détenus ou à détenir), les primes (pour leur valeur intrinsèque), les appels de marge ou flux intermédiaires constatés durant la stratégie sont enregistrés en compte de régularisation actif ou passif jusqu'au déboulement de la stratégie puis font partie intégrante du prix de revient du placement ou du groupe de placements acquis, ou du prix de cession du placement ou du groupe de placements vendus. La fraction de la prime correspondant à la valeur temps est étalée sur la durée de vie de l'instrument. Stratégie de rendement Si la stratégie a pour objectif de garantir le rendement ou de modifier la structure de rendement d'un placement ou d'un groupe de placements, les charges et produits relatifs aux IFT (réalisés et latents) sont inscrits en compte de résultat de façon échelonnée sur la durée prévue de la stratégie en tenant compte du rendement effectif de l'IFT.	Leur valeur de réalisation correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale pour les titres non cotés.
1.7 Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	Valeur d'acquisition	Valeur d'acquisition
1.8 Autres placements	Valeur d'acquisition	Leur valeur de réalisation correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale pour les titres non cotés.

La majeure partie des actifs étant valorisée sur la base d'un prix de marché provenant de fournisseurs spécialisés, les zones d'incertitude concernant l'estimation restent assez limitées.

Impôts différés

Le mécanisme de différences temporaires observées lors du calcul des impôts différés est mentionné en *D.1. Valeur des actifs*.

D.2 Provisions techniques

Valeur des provisions techniques

Segmentation du portefeuille:

Le portefeuille de SLPS est composé des LoB distinctes suivantes:

- Health NSLT – Medical Expenses
 - Frais de soins de santé
 - Animaux
- Health NSLT – Income protection
 - Incapacité
 - Invalidité en attente
 - Décès accidentel
 - Infirmité accidentelle
 - Complément hospitalisation
- Health SLT
 - Invalidité en cours
 - Dépendance
- Life
 - Capital décès
 - Rente éducation
 - Rente de conjoint
- Non Life – Miscellaneous
 - Pertes pécuniaires

Les contrats étant annuels (mis à part le cas de la dépendance), nous avons considéré toutes les primes sur lesquelles nous sommes engagées au 31 décembre 2021 et ce jusqu'à l'échéance du contrat.

Ainsi, les BE de réserves sont constitués de flux de trésorerie (cash-flows) futurs actualisés des exercices de survenance. Ces cash-flows sont constitués des éléments suivants:

- Les flux de primes restants à encaisser relatifs aux survenances antérieures;
- Les flux de primes cédées relatives aux survenances antérieures;
- Les flux de prestations restants à payer nets de réassurance;
- Les frais et commissions.

Le BE de primes est composé des:

- Flux de primes relatifs à l'année courante;
- Des flux de prestations nets de réassurance;
- Les frais et commissions.

Modélisation des Cash-Flows:

Pour évaluer ces éléments, la méthode retenue consiste à modéliser jusqu'à extinction du portefeuille, les différentes natures de cash-flows (primes / sinistres / frais / réassurance) par exercice de survenance décomposé entre exercice 2021 correspondant à la survenance courante comptable et exercices antérieurs.

Les prestations payées sont déterminées en fonction des branches selon 2 méthodes distinctes:

- Par projection des prestations à partir des tables incapacité / invalidité du BCAC et de tables de mortalité pour les rentes éducation et conjoint.
 - Incapacité
 - Invalidité en attente
 - Invalidité
 - Rente éducation
 - Rente de conjoint

- Par la liquidation des triangles de prestations à partir de méthode Chain Ladder pour les autres LoB
 - Medical Expenses
 - Miscellaneous
 - Décès /infirmité accidentelle (étant donné que l'essentiel correspond à des contrats groupe, SLPS ne dispose pas de l'information tête par tête).

La réassurance est alors appliquée aux flux projetés.

Les flux sont actualisés avec la courbe de taux initiale fournie par EIOPA et intégrant une correction pour volatilité.

Les principales différences par rapport à la comptabilité française reposent sur:

- une ventilation des branches en LoB, cohérente avec la vision SII.
- un retraitement d'éventuelles marges de prudence contenues dans les provisions comptables afin d'aboutir à une vision économique des provisions.

Pour l'année 2021, il n'y a pas eu de traitement particulier sur les PSAP en Santé lié à la Covid. Le confinement d'avril n'ayant pas été un confinement généralisé et strict. En revanche, pour isoler les impacts du 100% Santé, SLPS a segmenté son portefeuille entre les postes de soins concernés par la réforme et les postes de soins non impactés, tout en conservant la méthode de Chain Ladder pour provisionner. En conclusion, la recommandation de l'ACPR concernant la neutralisation des effets exceptionnels du Covid dans le déroulé des triangles est toujours respectée.

En terme de bilan prudentiel, le contrôle du superviseur qui a eu lieu en 2020 a abouti à une étude et à un ajustement de la méthode de provisionnement des dossiers de plus de 62 ans.

Frais et Commissions

Les flux de trésorerie liés aux frais et aux commissions sont pris en compte dans les projections.

Marge de Risque

La Marge de Risque correspond à l'indemnité supplémentaire qu'un acquéreur de portefeuilles demanderait pour être compensé du risque lié au passif d'assurance.

Pour évaluer cet accroissement appelé « marge de risque », la société évalue les SCR futurs et utilise ensuite une méthode dite « coût du capital » (coût de détention des SCR lié au portefeuille transféré) (cf section E).

Valeur les provisions techniques à des fins de solvabilité:

en milliers €

	Valeur Solvabilité II 2021	Valeur Solvabilité II 2020	Variation 2021/2020
Provisions techniques non-vie	698 498	597 166	17%
Provisions techniques non-vie (hors santé)	4 195	3 837	9%
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0	0%
Meilleure estimation	3 796	3 478	9%
Marge de risque	399	359	11%
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	694 303	593 328	17%
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0	0%
Meilleure estimation	646 241	551 684	17%
Marge de risque	48 062	41 645	15%
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	803 925	838 600	-4%
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	528 406	565 764	-7%
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0	0%
Meilleure estimation	474 315	508 506	-7%
Marge de risque	54 090	57 257	-6%
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	275 519	272 837	1%
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0	0%
Meilleure estimation	246 866	244 835	1%
Marge de risque	28 653	28 002	2%
Provisions techniques UC et indexés	0	0	0%
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0	0%
Meilleure estimation	0	0	0%
Marge de risque	0	0	0%

Niveau d'incertitude

Le niveau des provisions techniques repose sur des modèles qui correspondent, à notre connaissance, aux meilleures pratiques du marché. Les calculs sont effectués dans un environnement de contrôles tel que cela est décrit dans la partie précédente. Les hypothèses sont fondées sur l'expérience et sur une vision d'expertise conforme au principe de séparation des responsabilités.

Ajustement égalisateur

Aucun ajustement égalisateur n'est appliqué.

Correction pour volatilité

L'évaluation des provisions techniques est effectuée à partir de la courbe des taux sans risques incluant une correction pour risque de volatilité EIOPA.

La correction pour risque de volatilité fait partie intégrante du dispositif Solvabilité II.

Conformément à la réglementation, nous indiquons les impacts si cette correction n'était pas prise en compte:

- Le montant des provisions techniques nettes de réassurance augmenterait de EUR 2m, passant de EUR 1 315m à EUR 1 317m.
- Le montant des fonds propres éligibles diminuerait de EUR 6m, passant de EUR 710m à EUR 704m
- Le taux de couverture du capital de solvabilité requis (SCR) du minimum de capital requis (MCR) sont légèrement affectés (cf. section E.).

En conclusion, la correction pour volatilité renforce légèrement le ratio de solvabilité de la société sans pour autant représenter un élément décisif de la solvabilité de l'entité.

Courbe des taux sans risque

L'évaluation des provisions techniques est effectuée à partir de la courbe des taux sans risque publiée par EIOPA.

Déduction transitoire

La société n'applique pas les mesures transitoires sur les provisions techniques et sur la courbe des taux car elle n'en a pas fait la demande auprès du régulateur.

Réassurance et titrisation

Le programme de réassurance étant essentiellement composé de réassurance proportionnelle, les BE cédés sont modélisés et évalués en appliquant les taux de cession directement sur les flux projetés lors du calcul des BE bruts des garanties concernées.

Un ajustement pour risque de défaut de la contrepartie est ajouté en appliquant la simplification proposée dans l'article 61 des Actes Délégués.

Les créances découlant des contrats de réassurance correspondent aux provisions cédées et aux soldes débiteurs des comptes courants avec les réassureurs. Les provisions sont, sauf exception, garanties par les réassureurs sous forme de dépôts en espèces ou de nantissements de titres.

Les créances n'ont pas fait l'objet d'une titrisation.

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance sont de EUR 57m (correspond au BE cédé du bilan Solvabilité II).

Méthodologies et hypothèses actuarielles pertinentes

Ce point est présenté dans la section « D.2 Valeur des provisions techniques ».

D.3 Autres passifs

Valeur des autres passifs

Les Impôts Différés

Un impôt différé est comptabilisé pour:

- Les ajustements de valeur correspondant à l'écart entre la valeur fiscale et la valeur SII.
- Les différences temporaires.

La loi de finances 2021 maintien d'un an la baisse du taux d'impôt pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à EUR 250m, sans toutefois changer l'horizon de 2022 pour le taux de 25,83%.

Autres passifs

La valorisation économique des autres dettes pour lesquelles la durée résiduelle est supérieure à 3 mois est effectuée avec un seuil de matérialité des fonds propres SII N-1. En 2020, cela ne concerne aucun poste de la société. Les autres dettes ne sont donc pas réévaluées et sont maintenues à leur valeur comptable.

Pour rappel, la comparaison entre la valorisation Solvabilité II et les comptes sociaux est complexe du fait de la prise en compte d'éléments économiques dans Solvabilité II et d'une présentation différente.

en milliers €

	2021	2020	Variation 2021/2020
PASSIFS			
Passifs éventuels	0	0	0%
Provisions autres que les provisions techniques	2 876	4 193	-31%
Provisions pour retraite	7 631	11 074	-31%
Dépôts des réassureurs	662	1 096	-40%
Passifs d'impôts différés	2 519	32 354	-92%
Produits dérivés	0	3 219	-100%
Dettes envers des établissements de crédit	38 501	37 690	2%
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	211 301	202 265	4%
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	107 063	137 075	-22%
Dettes nées d'opérations de réassurance	6 667	13 478	-51%
Autres dettes (hors assurance)	134 619	118 563	14%
Passifs subordonnés	0	0	0%
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	0	0	0%
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	0	0	0%
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	0	2069	-100%
Total autres passifs	511 838	563 074	-9%

Différences des méthodes de valorisation des autres passifs

Voir partie ci-dessus.

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

Ces éléments n'ont pas un caractère matériel.

Exigences de publication

Ces éléments n'ont pas un caractère matériel.

D.5 Autres informations

Ces éléments n'ont pas un caractère matériel.

E Gestion du capital

E.1 Fonds propres

Gestion des fonds propres

La gestion des fonds propres, et plus généralement de la solvabilité de la société, s'effectue dans le cadre d'un dispositif de gestion des risques tel que décrit dans la section B de ce rapport. L'horizon de planification stratégique du processus budgétaire est de 3 ans. Ce processus intègre le processus ORSA. L'un des objectifs de ce dispositif est de déterminer les besoins globaux de solvabilité (BGS) sur l'horizon de planification et dans différents scénarios de stress.

Détermination des fonds propres Solvabilité II

Les fonds propres correspondent à l'excédent des actifs sur les passifs, net des dividendes prévisionnels.

Fonds propres SII

= Actif en valeur de marché – (Best Estimate + Marge de Risque + Impôts Différés) – Dividendes prévisionnels

La réserve de réconciliation est composée des éléments suivants:

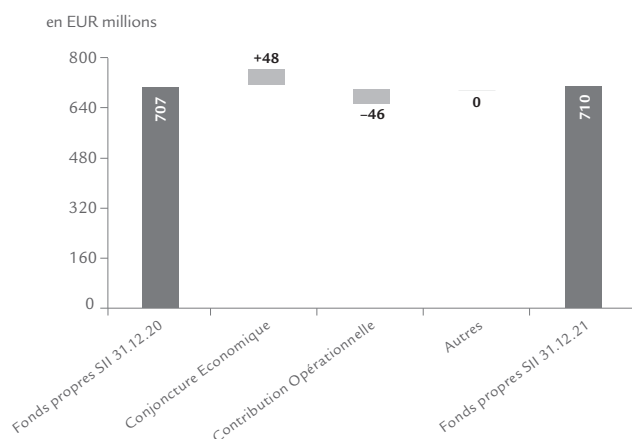
- De la valeur des profits futurs;
- Des plus ou moins-values sur les actifs;
- Des réévaluations des autres dettes et créances;
- Des éliminations d'actifs incorporels.

en milliers €

	2021	2020	Variations 2021/2020
FONDS PROPRES ÉLIGIBLES ET DISPONIBLES			
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	709 635	707 390	0%
Actions propres (détenues directement et indirectement)	0	0	0%
Autres éléments de fonds propres de base	155 606	155 606	0%
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	0	0	0%
Réserve de réconciliation (y compris les dividendes prévisionnels)	554 029	551 784	0%
Passifs subordonnés	0	0	0%
Excédent d'actif sur passif	709 635	718 427	-1%

Le graphique suivant permet d'expliquer l'évolution des fonds propres Solvabilité II (avec VA) depuis le 31.12.2020 par une approche simplifiée orientée pour le management, différente des QRT:

Evolution des fonds propres éligibles en Solvabilité II



L'évolution des fonds propres SII de la société entre le 31.12.2020 (EUR 707m) et le 31.12.2021 (EUR 710m) s'explique par les effets suivants:

- *Conjoncture Economique*: effet positif découlant de la hausse des marchés actions partiellement compensé par l'augmentation des taux d'intérêt (dans un contexte de gap de durée négatif du fait de la frontière des contrats), la diminution de la VA (ajustement de volatilité) et par la hausse des hypothèses d'inflation future. Cette étape comprend également la hausse de la participation dans SLAP.
- *Contribution Opérationnelle*: correspond à la mise à jour des hypothèses actuarielles dans le calcul du Best Estimate passif, les effets de la croissance des affaires et l'effet du résultat technique.

Structure, montant et qualité des fonds propres

La totalité des fonds propres est constituée de Tier 1 (réserve de réconciliation et capitaux propres). La société ne dispose pas d'éléments de fonds propres classés en Tier 2 ou Tier 3.

Absorption des pertes

Il n'y a pas de mécanisme d'absorption des pertes en vigueur actuellement car le capital étant constitué uniquement de capitaux dur (y compris réserve de réconciliation).

Détermination des fonds propres – Réserve de réconciliation

Se référer au tableau en E1. Détermination des fonds propres.

Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR

La totalité des fonds propres de la société est éligible en couverture du SCR et s'élève donc à EUR 710m.

Fonds propres de bases éligibles pour couvrir le MCR

La totalité des fonds propres de la société est éligible en couverture du MCR et s'élève donc à EUR 710m.

Mesures transitoires

Aucune mesure transitoire n'a été appliquée aux éléments de fonds propres de la société.

Fonds propres auxiliaires

Néant.

Disponibilité des fonds propres

Il n'est pas appliqué d'élément égalisateur.

Tous les fonds propres sont disponibles au sens de la réglementation.

E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Valeurs des SCR et MCR

Au 31.12.2021, le montant de SCR requis pour la société s'élève à EUR 546m et le montant de MCR EUR 213m.

Informations quantitatives sur le SCR

Les résultats des calculs de SCR sont présentés dans le tableau suivant.

en milliers €

	Capital de solvabilité requis brut 2021	Capital de solvabilité requis brut 2020	Variation 2021/2020
Risque de marché	305 612	255 903	19%
Risque de défaut de la contrepartie	64 695	57 520	12%
Risque de souscription en vie	37 069	32 806	13%
Risque de souscription en santé	408 172	368 395	11%
Risque de souscription en non-vie	1 909	2 034	-6%
Diversification	-212 584	-185 393	15%
Risque lié aux immobilisations incorporelles	0	0	0%
Capital de solvabilité requis de base	604 872	531 265	14%
CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS			
Risque opérationnel	51 656	46 527	11%
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	-28 869	-31 350	-8%
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	-81 592	-93 268	-13%
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	0	0	0%
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	546 067	453 174	20%
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	0	0	0%
Capital de solvabilité requis	546 067	453 174	20%

L'analyse des mouvements sur la période est donnée en section E.2 « Evolution du SCR et MCR ».

Les sections qui suivent s'attachent à décrire la méthodologie de calcul de chacun des modules et sous-modules relatifs au calcul de SCR.

SCR marché

La formule standard a été appliquée pour tous les chocs considérés.

Pour l'analyse des risques, la société applique le principe de mise en transparence.

De manière générale, les composantes SCR sont mesurées en calculant l'impact des chocs sur le montant des fonds propres économiques.

Le calcul s'effectue donc en calculant:

- un bilan post-choc après prise en compte de l'impact du choc sur l'actif,
- après prise en compte de l'impact sur le passif grâce à l'évaluation des Best Estimate dans les scénarios de taux.

SCR Taux

Le SCR taux correspond au maximum entre un choc à la hausse et un choc à la baisse sur le niveau des taux d'intérêts. La gestion du risque de taux se fait au niveau de Swiss Life France, ainsi la société contribue à une limitation du risque au niveau consolidé.

SCR Action

Le SCR Action s'obtient en évaluant l'effet sur les fonds propres d'un choc sur les actions cotées de l'OCDE (45.9%) et non cotées (55.9%)⁷, après prise en compte de l'effet bénéfique du programme de couverture.

Le risque action est significatif du fait de la détention de la participation de la société dans SLAP.

Au 31.12.2021, le risque actions augmente par rapport au 31.12.2020. La hausse provient principalement de l'augmentation de l'exposition suite à la performance des marchés actions et d'un effet dampener très défavorable (6.88% au 31.12.2021 au lieu de -0,48% au 31.12.2020).

SCR Immobilier

Le SCR Immobilier s'obtient par l'évaluation de l'impact sur les fonds propres d'une dégradation de la valeur des actifs immobiliers de 25%.

SCR Spread

Le SCR Spread s'obtient en calculant l'impact sur les fonds propres d'une dégradation de la qualité de crédit des émetteurs de dettes. Les chocs de la formule standard dépendent de la notation de l'émission ainsi que de la maturité des titres. Pour cela, la société utilise le deuxième meilleur rating disponible (Standard & Poor's, Moody's).

Le choc est calculé pour chaque titre, exception faite des obligations d'Etat de l'OCDE ou EEE ou émissions garanties explicitement par ces Etats.

Etant données les expositions de la société décrites en D.1, la société est exposée de façon significative au risque de spreads. Pour cette raison un suivi très rigoureux est mis en place.

SCR Devise

Le SCR Devise s'obtient en calculant l'effet sur les fonds propres d'un choc par devise (maximum entre une hausse et une baisse de 25%). L'exposition est faible. Les investissements en devise étrangère bénéficie d'un programme de couverture.

SCR Concentration

Le SCR Concentration consiste à évaluer les expositions par parent ultime, qui dépassent un seuil dépendant de leur niveau de notation. Le deuxième meilleur rating du « parent ultime » (Standard & Poor's et Moody's) a été considéré pour les calculs des risques de concentration. Les émissions non garanties explicitement par l'Etat font partie de l'assiette sous risque.

Le SCR concentration n'est pas matériel. SLPS n'affichant aucune exposition dépassant les seuils internes.

⁷ Le niveau du choc tient compte de l'effet contra-cyclique action, couramment appelé effet dampener, -0.48% au 31/12/2020 vs 6.88% au 31/12/2021).

SCR souscription

En Prévoyance et Santé, le SCR souscription est globalement une pondération des primes et des Best Estimate de réserves multipliées par les coefficients de charge.

La société est majoritairement exposée aux risques de tarification en santé et au risque de réserves sur les Best Estimate d'incapacité et invalidité en attente (les deux étant classés en « Santé de type Non-Vie »). Les risques de type Vie s'appliquant sur l'invalidité en cours, le décès et la dépendance permettent une diversification mais restent très limités.

SCR opérationnel

Le SCR opérationnel correspond au maximum du résultat d'un calcul forfaitaire portant sur le chiffre d'affaires de la société et d'un calcul forfaitaire portant sur le montant de ses engagements. C'est la composante « primes » qui détermine le SCR.

SCR contrepartie

Pour le calcul du risque de contrepartie, la formule standard sépare les expositions de type 1 et de type 2 pour lesquelles la compagnie évalue un risque de pertes.

La société est principalement exposée au risque de contrepartie de type 2 (à près de 75%) et de type 1 dans une moindre mesure.

Le calcul de la composante du SCR de contrepartie de type 1 intègre la perte potentielle liée au défaut d'une contrepartie d'un contrat de transfert de risque (réassurance). Les expositions envers des établissements de crédit, dans le cadre de la gestion de la trésorerie, sont également contributives au risque de contrepartie de type 1. De plus, dans l'assiette, rentrent les dépôts envers les cédantes venant en collatéral de provisions acceptées, dont la plus grande contribution provient de la réassurance interne avec SLAP.

Le risque de contrepartie de type 2 concerne toutes les autres créances. La société est plus spécifiquement exposée à ce risque du fait des mécanismes en prévoyance santé. En effet, certains règlements étant trimestriels (en particulier en ce qui concerne les contrats collectifs), des postes de créances et dettes parfois élevés subsistent au bilan à la date d'inventaire et peuvent rendre les expositions volatiles.

Capacité d'absorption par les provisions techniques

La société a la capacité à revaloriser de façon discrétionnaire au-delà du taux technique certaines rentes d'incapacité / invalidité. En cas de choc marché, la revalorisation pourrait être annulée. Cet effet a été pris en compte dans les calculs.

De plus, la société dispose en plus de provisions techniques telles que la Provision d'Egalisation ou de clauses de participation aux bénéficiaires permettant à la société de transférer des pertes techniques. Elles ont été considérées dans la modélisation de la capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques.

Capacité d'absorption par les impôts différés

Le calcul de la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés consiste à évaluer la diminution d'impôts différés consécutive à un choc.

Conformément à la réglementation, la société mène un test de recouvrabilité d'un impôt différé et ne limite pas l'absorption du SCR à l'impôt différé passif du bilan initial.

Le test s'effectue à partir de projections de bénéfices futurs dans un environnement « post-choc » en modifiant les hypothèses financières, business et comportementales. Enfin, les spécificités de la réglementation fiscale sont intégrées.

Paramètres propres de la formule standard

La société n'utilise pas de paramètres spécifiques pour l'évaluation des SCR.

Données utilisées pour le calcul du MCR

Le MCR est calculé à partir des montants de BE et des capitaux sous-risques, cependant le montant calculé est plafonné par la borne haute à 45%. Le MCR est de EUR 212.5m avec prise en compte de la correction pour volatilité (dont l'application est prévue par la réglementation). Pour information, si cette correction pour volatilité n'était pas prise en compte, le MCR aurait été de EUR 212.7m.

Résultats en termes de couverture des exigences réglementaires

Les montants de SCR et MCR sont présentés dans le tableau suivant:

en milliers €	
	Avec VA
SCR	546 067
MCR	212 526
Fonds Propres Eligibles	709 635
Ratio de Couverture du SCR	130%
Ratio de Couverture du MCR	334%

- Le SCR sans VA (correction pour volatilité) s'élève à EUR 547m
- Le MCR sans VA s'élève à EUR 213m
- Les Fonds Propres éligibles s'élèvent à EUR 704m
- L'effet bénéfique sur le ratio de la correction pour volatilité est donc de 1%

La société présente donc au 31.12.2021 une solvabilité solide avec et sans prise en compte du VA, en baisse par rapport aux résultats obtenus au 31.12.2020.

La société n'a pas appliqué de mesure transitoire sur les provisions techniques, (Cf. paragraphe « déduction transitoire » de la section D.2 Provision Technique).

Evolution du SCR et MCR

En synthèse, le SCR augmente de EUR 453m à EUR 546 sur la période (du 01.01.2021 au 31.12.2021) principalement des effets suivants :

- Augmentation légère des SCR marché principalement liée à :
 - La hausse des expositions immobilières, à la hausse des expositions actions (en lien avec la hausse du bilan et des réévaluations à la hausse des actifs) et par l'évolution du mécanisme contra-cyclique actions (dampener) ;
 - partiellement compensé par la diminution du risque de spread suite à la baisse de l'exposition (en lien avec la hausse des taux) et la diminution du risque de taux
- Hausse du risque de souscription en lien avec la hausse des volumes sur l'année liés à la croissance du business.

Estimation du SCR en application de la formule standard en cas d'utilisation d'un modèle interne

La société n'utilise pas de modèle interne dans le cadre de Solvabilité II.

E.3 Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Risque sur actions

La société n'applique pas ce sous-module.

Exigence de capital qui en résulte

Néant.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle utilisé

Néant. La société applique la formule standard.

E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Risque de non-respect

La société n'a pas identifié un tel risque.

Manquement à l'exigence de MCR

La société respecte l'exigence de MCR.

Manquement non résolu à l'exigence de MCR

Néant.

Manquement à l'exigence de SCR

La société respecte l'exigence de SCR.

Manquement non résolu à l'exigence de SCR

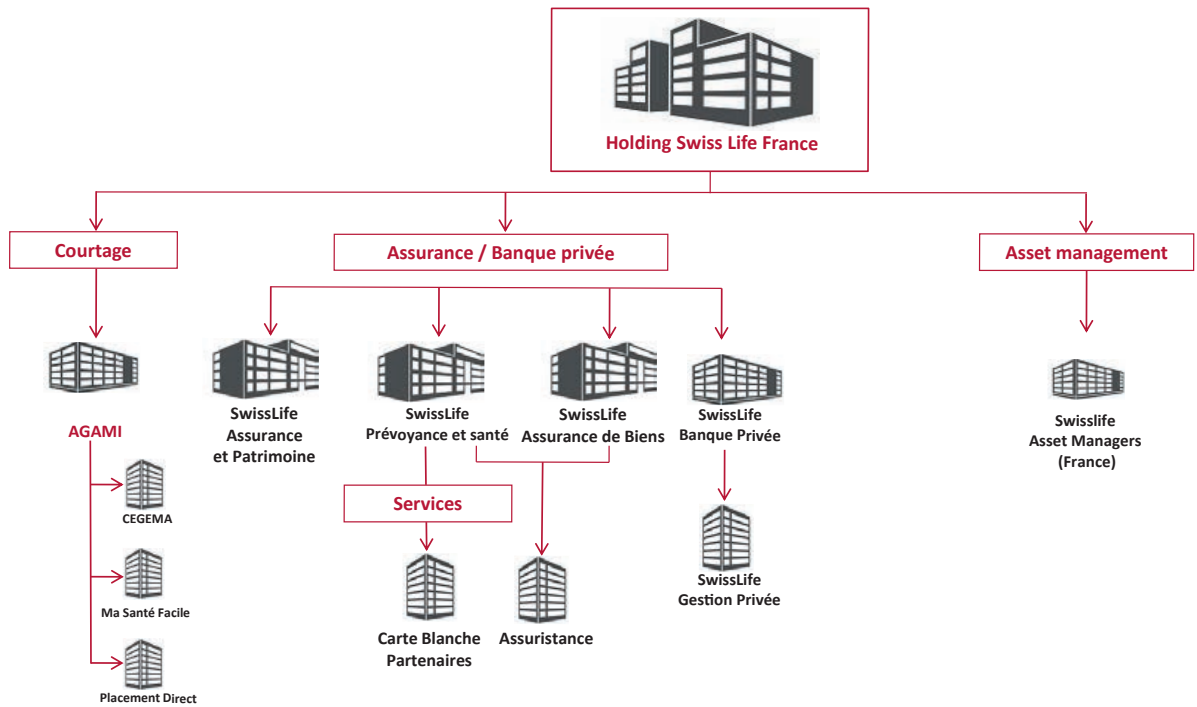
Néant.

E.6 Autres informations

Ces éléments n'ont pas un caractère matériel.

Annexe

Holding Swiss Life France Structure Simplifiée



S.02.01.02 Bilan

en milliers d'euros	Valeur Solvabilité II
	C0010
ACTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2021	
Immobilisations incorporelles	R0030 0
Actifs d'impôts différés	R0040 0
Excédent du régime de retraite	R0050 0
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060 1 592
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070 1 929 972
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080 13 620
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090 381 296
Actions	R0100 15
Actions – cotées	R0110 0
Actions – non cotées	R0120 15
Obligations	R0130 948 165
Obligations d'État	R0140 590 500
Obligations d'entreprise	R0150 357 665
Titres structurés	R0160 0
Titres garantis	R0170 0
Organismes de placement collectif	R0180 581 837
Produits dérivés	R0190 0
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200 5 039
Autres investissements	R0210 0
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220 0
Prêts et prêts hypothécaires	R0230 117 264
Avances sur police	R0240 0
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250 0
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260 117 264
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270 56 546
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280 41 351
Non-vie hors santé	R0290 387
Santé similaire à la non-vie	R0300 40 963
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310 15 195
Santé similaire à la vie	R0320 12 802
Vie hors santé, UC et indexés	R0330 2 393
Vie UC et indexés	R0340 0
Dépôts auprès des cédantes	R0350 276 181
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360 283 790
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370 0
Autres créances (hors assurance)	R0380 45 006
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390 0
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400 0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410 13 546
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420 0
TOTAL DE L'ACTIF	R0500 2 723 896

S.02.01.02 Bilan (suite)

en milliers d'euros

Valeur Solvabilité II

		C0010
PASSIFS AU 31 DÉCEMBRE 2021		
Provisions techniques non-vie	R0510	698 498
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	4 195
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
Meilleure estimation	R0540	3 796
Marge de risque	R0550	399
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	694 303
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
Meilleure estimation	R0580	646 241
Marge de risque	R0590	48 062
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0600	803 925
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	528 406
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
Meilleure estimation	R0630	474 315
Marge de risque	R0640	54 090
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	275 519
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
Meilleure estimation	R0670	246 866
Marge de risque	R0680	28 653
Provisions techniques UC et indexés	R0690	0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	0
Meilleure estimation	R0710	0
Marge de risque	R0720	0
Passifs éventuels	R0740	0
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	2 876
Provisions pour retraite	R0760	7 631
Dépôts des réassureurs	R0770	662
Passifs d'impôts différés	R0780	2 519
Produits dérivés	R0790	0
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	38 501
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	211 301
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	107 063
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	6 667
Autres dettes (hors assurance)	R0840	134 619
Passifs subordonnés	R0850	0
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	0
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	0
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	0
TOTAL DU PASSIF	R0900	2 014 261
Excédent d'actif sur passif	R1000	709 635

S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

au 31 décembre 2021

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)

		Assurance des frais médicaux	Assurance de protec- tion du revenu	Assurance d'indem- nisation des tra- vailleurs	Assurance de respon- sabilité civile auto- mobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport insurance	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de respon- sabilité civile générale	Assu- rance crédit et caution- nement
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
PRIMES ÉMISES										
Brut — Assurance directe	R0110	1 051 312	192 716	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	196 339	85 591	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130									
Part des réassureurs	R0140	44 904	18 453	0	0	0	0	0	0	0
Net	R0200	1 202 748	259 854	0	0	0	0	0	0	0
PRIMES ACQUISES										
Brut — Assurance directe	R0210	1 051 006	193 057	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	195 783	85 591	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230									
Part des réassureurs	R0240	44 904	18 453	0	0	0	0	0	0	0
Net	R0300	1 201 885	260 195	0	0	0	0	0	0	0
CHARGE DES SINISTRES										
Brut — Assurance directe	R0310	776 524	162 666	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	161 756	75 800	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	30 988	11 539	0	0	0	0	0	0	0
Net	R0400	907 292	226 927	0	0	0	0	0	0	0
VARIATION DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES										
Brut — Assurance directe	R0410	-1 977	-850	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	278	4 298	0	0	0	0	0	0	0
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430									
Part des réassureurs	R0440	-24	692	0	0	0	0	0	0	0
Net	R0500	-1 674	2 755	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses engagées	R0550	301 222	68 100	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses	R1200									
TOTAL DES DÉPENSES	R1300									

S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité (suite)

au 31 décembre 2021

en milliers d'euros		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	
PRIMES ÉMISES									
Brut — Assurance directe	R0110	0	0	921					1 244 949
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	0	0	0					281 931
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130								
Part des réassureurs	R0140	0	0	1 043					64 400
Net	R0200	0	0	-121					1 462 480
PRIMES ACQUISES									
Brut — Assurance directe	R0210	0	0	921					1 244 984
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	0	0	0					281 375
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230								
Part des réassureurs	R0240	0	0	1 043					64 400
Net	R0300	0	0	-121					1 461 959
CHARGE DES SINISTRES									
Brut — Assurance directe	R0310	0	0	139					939 329
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	0	0	0					237 556
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330								
Part des réassureurs	R0340	0	0	2					42 529
Net	R0400	0	0	138					1 134 357
VARIATION DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES									
Brut — Assurance directe	R0410	0	0	-147					-2 974
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	0	0	0					4 576
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430								
Part des réassureurs	R0440	0	0	0					668
Net	R0500	0	0	-147					934
Dépenses engagées	R0550								369 462
Autres dépenses	R1200								
TOTAL DES DÉPENSES	R1300								369 462

S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité (suite)

au 31 décembre 2021

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie							Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
en milliers d'euros	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300	
PRIMES ÉMISES										
Brut	R1410	2 308	0	0	0	0	0	0	142 550	144 858
Part des réassureurs	R1420	704	0	0	0	0	0	0	6 949	7 653
Net	R1500	1 603	0	0	0	0	0	0	135 601	137 205
PRIMES ACQUISES										
Brut	R1510	2 316	0	0	0	0	0	0	142 551	144 867
Part des réassureurs	R1520	704	0	0	0	0	0	0	6 949	7 654
Net	R1600	1 612	0	0	0	0	0	0	135 602	137 213
CHARGE DES SINISTRES										
Brut	R1610	-2 312	0	0	0	0	0	12 516	64 510	74 714
Part des réassureurs	R1620	1 242	0	0	0	0	0	0	1 013	2 255
Net	R1700	-3 555	0	0	0	0	0	12 516	63 498	72 459
VARIATION DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES										
Brut	R1710	362	0	0	0	0	0	0	1 539	1 901
Part des réassureurs	R1720	396	0	0	0	0	0	0	148	545
Net	R1800	-34	0	0	0	0	0	0	1 390	1 356
Dépenses engagées	R1900	677	0	0	0	0	0	-113	29 408	29 972
Autres dépenses	R2500									
TOTAL DES DÉPENSES	R2600									29 972

S.05.02.01 Primes, sinistres et dépenses par pays

au 31 décembre 2021

en milliers d'euros	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) — engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine	
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050		C0060
	R0010		AE	IT	DE	BE	MT	
		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140
PRIMES ÉMISES								
Brut — Assurance directe	R0110	1 203 147	0	19 012	12 572	0	0	1 234 732
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	237 044	36 139	1 178	0	3 009	2 333	279 704
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0140	52 748	0	9 285	1	0	0	62 034
Net	R0200	1 387 443	36 139	10 906	12 572	3 009	2 333	1 452 402
PRIMES ACQUISES								
Brut — Assurance directe	R0210	1 203 147	12	18 934	12 460	0	0	1 234 554
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	237 044	36 139	1 178	0	3 009	2 333	279 704
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0240	52 748	0	9 285	1	0	0	62 034
Net	R0300	1 387 443	36 151	10 828	12 460	3 009	2 333	1 452 224
CHARGE DES SINISTRES								
Brut — Assurance directe	R0310	916 192	10	14 558	6 724	0	0	937 483
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	186 162	44 656	1 043	0	2 546	2 267	236 675
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0340	33 718	0	6 952	-1	0	0	40 670
Net	R0400	1 068 636	44 666	8 649	6 724	2 546	2 267	1 133 489
VARIATION DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES								
Brut — Assurance directe	R0410	-9 348	0	0	0	0	0	-9 348
Brut — Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	4 576	0	0	0	0	0	4 576
Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0440	21	0	0	0	0	0	21
Net	R0500	-4 793	0	0	0	0	0	-4 793
Dépenses engagées	R0550	278 659	10 895	13 965	20 167	4 525	3 522	331 733
Autres dépenses	R1200							0
TOTAL DES DÉPENSES	R1300							331 733

S.05.02.01 Primes, sinistres et dépenses par pays (suite)

au 31 décembre 2021

en milliers d'euros	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) — engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine	
		C0150	C0160	C0170	C0180	C0190		C0200
	R1400		IT	MM	GB	BE	CI	
		C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280
PRIMES ÉMISES								
Brut	R1410	141 196	1 550	217	75	9	0	143 048
Part des réassureurs	R1420	5 866	0	0	0	0	0	5 867
Net	R1500	135 330	1 550	217	75	9	0	137 181
PRIMES ACQUISES								
Brut	R1510	141 196	1 550	217	75	9	0	143 048
Part des réassureurs	R1520	5 866	0	0	0	0	0	5 867
Net	R1600	135 330	1 550	217	75	9	0	137 181
CHARGE DES SINISTRES								
Brut	R1610	73 260	-532	-490	0	0	0	72 238
Part des réassureurs	R1620	-178	-1	0	0	0	0	-179
Net	R1700	73 438	-531	-490	0	0	0	72 417
VARIATION DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES								
Brut	R1710	1 310	178	0	0	0	0	1 488
Part des réassureurs	R1720	146	0	0	0	0	0	146
Net	R1800	1 165	178	0	0	0	0	1 342
Dépenses engagées	R1900	27 875	2 053	41	2	1	0	29 972
Autres dépenses	R2500							0
TOTAL DES DÉPENSES	R2600							29 972

S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé SLT

au 31 décembre 2021	Assurance indexée et en unités de compte				Autres assurances vie				Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
	Assurance avec parti- cipation aux bénéfices	Total	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Total	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
en milliers d'euros	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0			0			0	0	0	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	0			0			0	0	0	
PROVISIONS TECHNIQUES CALCULÉES COMME LA SOMME DE LA MEILLEURE ESTIMATION ET DE LA MARGE DE RISQUE											
MEILLEURE ESTIMATION											
Meilleure estimation brute	R0030	0		0		0	0	0	246 866	246 866	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	0		0		0	0	0	2 393	2 393	
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	0		0		0	0	0	244 473	244 473	
Marge de risque	R0100	0			0			0	28 653	28 653	
MONTANT DE LA DÉDUCTION TRANSITOIRE SUR LES PROVISIONS TECHNIQUES											
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	0			0			0	0	0	
Meilleure estimation	R0120	0		0		0	0	0	0	0	
Marge de risque	R0130	0			0			0	0	0	
PROVISIONS TECHNIQUES — TOTAL	R0200	0			0			0	275 519	275 519	

S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé SLT (suite)

au 31 décembre 2021		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Total	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
en milliers d'euros		C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0			0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout							
	R0020	0			0	0	0
PROVISIONS TECHNIQUES CALCULÉES COMME LA SOMME DE LA MEILLEURE ESTIMATION ET DE LA MARGE DE RISQUE							
MEILLEURE ESTIMATION							
MEILLEURE ESTIMATION BRUTE	R0030		141 862	0	0	332 453	474 315
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie							
	R0080		10 823	0	0	1 980	12 802
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/ des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total							
	R0090		131 039	0	0	330 474	461 513
Marge de risque	R0100	0			0	54 090	54 090
MONTANT DE LA DÉDUCTION TRANSITOIRE SUR LES PROVISIONS TECHNIQUES							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110				0	0	0
Meilleure estimation	R0120		0	0	0	0	0
Marge de risque	R0130	0			0	0	0
PROVISIONS TECHNIQUES – TOTAL	R0200	141 862			0	386 544	528 406

S.17.01.02 Provisions techniques non-vie

au 31 décembre 2021		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
en milliers d'euros		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS TECHNIQUES CALCULÉES COMME LA SOMME DE LA MEILLEURE ESTIMATION ET DE LA MARGE DE RISQUE										
MEILLEURE ESTIMATION										
Provisions pour primes										
Brut	R0060	-137 249	6 997	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-5 641	2 378	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-131 609	4 619	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS POUR SINISTRES										
Brut	R0160	335 437	441 056	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	8 632	35 594	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	326 805	405 462	0	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation – brut	R0260	198 188	448 053	0	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation – net	R0270	195 196	410 081	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0280	0	48 062	0	0	0	0	0	0	0
MONTANT DE LA DÉDUCTION TRANSITOIRE SUR LES PROVISIONS TECHNIQUES										
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation	R0300	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0310	0	0	0	0	0	0	0	0	0

S.17.01.02 Provisions techniques non-vie (suite)

au 31 décembre 2021		Direct business and accepted proportional reinsurance								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
en milliers d'euros		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
PROVISIONS TECHNIQUES – TOTAL										
Provisions techniques – Total	R0320	198 188	496 115	0	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330	2 992	37 972	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie – total	R0340	195 196	458 143	0	0	0	0	0	0	0

S.17.01.02 Provisions techniques non-vie (suite)

au 31 décembre 2021		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle		
en milliers d'euros		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180	
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010	0	0	0	0	0	0	0	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0050	0	0	0	0	0	0	0	
PROVISIONS TECHNIQUES CALCULÉES COMME LA SOMME DE LA MEILLEURE ESTIMATION ET DE LA MARGE DE RISQUE										
MEILLEURE ESTIMATION										
Provisions pour primes										
Brut		R0060	0	0	441	0	0	0	0	-129 811
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0140	0	0	11	0	0	0	0	-3 252
Meilleure estimation nette des provisions pour primes		R0150	0	0	430	0	0	0	0	-126 559
PROVISIONS POUR SINISTRES										
Brut		R0160	0	0	3 355	0	0	0	0	779 848
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0240	0	0	376	0	0	0	0	44 603
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres		R0250	0	0	2 978	0	0	0	0	735 245
Total meilleure estimation – brut		R0260	0	0	3 796	0	0	0	0	650 037
Total meilleure estimation – net		R0270	0	0	3 408	0	0	0	0	608 686
Marge de risque		R0280	0	0	399	0	0	0	0	48 461
MONTANT DE LA DÉDUCTION TRANSITOIRE SUR LES PROVISIONS TECHNIQUES										
Provisions techniques calculées comme un tout		R0290	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation		R0300	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque		R0310	0	0	0	0	0	0	0	0

S.17.01.02 Provisions techniques non-vie (suite)

au 31 décembre 2021	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
en milliers d'euros	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
PROVISIONS TECHNIQUES – TOTAL								
Provisions techniques – Total	R0320	0	0	4 195	0	0	0	698 498
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330	0	0	387	0	0	0	41 351
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total	R0340	0	0	3 808	0	0	0	657 147

S.19.01.21 Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

au 31 décembre 2021

	Année	Année de développement										Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)			
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9			10 et +		
en milliers d'euros		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0170	C0180		
Précédentes	R0100											910	R0100	910	910	
N-9	R0160	708 397	196 936	18 110	4 855	2 850	373	73	-7	87	39		R0160	39	931 711	
N-8	R0170	693 923	195 789	19 962	4 861	621	137	48	35	-8			R0170	-8	915 370	
N-7	R0180	672 664	189 700	20 293	5 996	1 477	504	200	113				R0180	113	890 947	
N-6	R0190	628 693	185 664	20 902	8 099	1 290	412	615					R0190	615	845 675	
N-5	R0200	610 342	215 215	26 638	7 745	1 258	1 415						R0200	1 415	862 613	
N-4	R0210	613 906	222 520	26 449	8 485	2 366							R0210	2 366	873 727	
N-3	R0220	594 938	241 149	28 788	10 334								R0220	10 334	875 209	
N-2	R0230	615 512	259 691	48 314									R0230	48 314	923 517	
N-1	R0240	576 682	296 369										R0240	296 369	873 051	
N	R0250	744 806											R0250	744 806	744 806	
													Total	R0260	1 105 274	8 737 535

S.19.01.21 Sinistres en non-vie (suite)

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

au 31 décembre 2021

	Année	Année de développement										Fin d'année (données actualisées)			
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10 et +		
en milliers d'euros		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0360		
Précédentes	R0100											0	R0100	0	
N-9	R0160	0	0	0	0	-1	0	0	0	0	0		R0160	0	
N-8	R0170	0	0	0	-4	-4	-91	0	0	0			R0170	0	
N-7	R0180	0	0	-62	-204	-2	0	0	0				R0180	0	
N-6	R0190	0	138 082	-904	-221	0	0	0					R0190	0	
N-5	R0200	112 997	175 322	-977	-187	0	0						R0200	0	
N-4	R0210	59 514	187 776	-979	-461	0							R0210	0	
N-3	R0220	33 016	219 185	-505	-184								R0220	-185	
N-2	R0230	47 175	225 439	-699									R0230	-702	
N-1	R0240	378 621	301 323										R0240	297 497	
N	R0250	485 580											R0250		
													Total	R0260	779 848

S.22.01.21 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

au 31 décembre 2021

en milliers d'euros		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	1 502 423	0	0	2 866	0
Fonds propres de base	R0020	709 635	0	0	-5 553	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0050	709 635	0	0	-5 553	0
Capital de solvabilité requis	R0090	546 067	0	0	502	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	709 635	0	0	-5 553	0
Minimum de capital requis	R0110	212 526	0	0	173	0

S.23.01.01 Fonds propres

au 31 décembre 2021

		Total	Niveau 1 — non restreint	Niveau 1 — restreint	Niveau 2	Niveau 3
en milliers d'euros		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
FONDS PROPRES DE BASE AVANT DÉDUCTION POUR PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES SECTEURS FINANCIERS, COMME PRÉVU À L'ARTICLE 68 DU RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	150 000	150 000		0	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	5 606	5 606		0	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	0		0	0	0
Fonds excédentaires	R0070	0	0			
Actions de préférence	R0090	0		0	0	0
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	0		0	0	0
Réserve de réconciliation	R0130	554 029	554 029			
Passifs subordonnés	R0140	0		0	0	0
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	0	0	0	0	0
FONDS PROPRES ISSUS DES ÉTATS FINANCIERS QUI NE DEVRAIENT PAS ÊTRE INCLUS DANS LA RÉSERVE DE RÉCONCILIATION ET QUI NE RESPECTENT PAS LES CRITÈRES DE FONDS PROPRES DE SOLVABILITÉ II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220	0				
DÉDUCTIONS						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	0	0	0	0	0
Total fonds propres de base après déductions	R0290	709 635	709 635	0	0	0
FONDS PROPRES AUXILIAIRES						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	0			0	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	0			0	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320	0			0	0
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	0			0	0
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	0			0	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	0			0	0
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	0			0	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	0			0	0
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	0			0	0
Total fonds propres auxiliaires	R0400	0			0	0
FONDS PROPRES ÉLIGIBLES ET DISPONIBLES						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	709 635	709 635	0	0	0
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	709 635	709 635	0	0	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	709 635	709 635	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	709 635	709 635	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	546 067				
Minimum de capital requis	R0600	212 526				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	130%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	334%				
C0060						
RÉSERVE DE RÉCONCILIATION						
Excédent d'actif sur passif	R0700	709 635				
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	0				
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	0				
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	155 606				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	0				
Réserve de réconciliation	R0760	554 029				
BÉNÉFICES ATTENDUS						
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) — activités vie	R0770	0				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) — activités non-vie	R0780	21 397				
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	21 397				

S.25.01.21 Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

au 31 décembre 2021

en milliers d'euros		Capital de solvabilité requis brut	PPE	Simplifications
		C0110	C0090	C0120
Risque de marché	R0010	305 612		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	64 695		
Risque de souscription en vie	R0030	37 069		
Risque de souscription en santé	R0040	408 172		
Risque de souscription en non-vie	R0050	1 909		
Diversification	R0060	-212 584		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0		
Capital de solvabilité requis de base	R0100	604 872		
CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS		C0100		
Risque opérationnel	R0130	51 656		
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-28 869		
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	-81 592		
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0		
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	546 067		
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0		
Capital de solvabilité requis	R0220	546 067		
AUTRES INFORMATIONS SUR LE SCR				
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	0		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	0		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	0		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	0		
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0		

S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

au 31 décembre 2021		C0010	
RésultatMCR _{NL}	R0010	142 139	
en milliers d'euros			
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	195 196	1 202 916
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	410 081	259 681
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	0	0
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	0	0
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	0	0
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	0	0
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	0	0
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	0	0
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	0	0
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	0	0
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	3 408	0
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	0	0
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	0	0
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	0	0
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	0	0

S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR) (suite)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

au 31 décembre 2021		C0040	
RésultatMCR _L	R0200	70 387	
en milliers d'euros			
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	0	■
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	0	■
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	0	■
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	705 987	■
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250	■	79 373 407

S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR) (suite)**Calcul du MCR global**

au 31 décembre 2021

en milliers d'euros

		C0070
MCR linéaire	R0300	212 526
Capital de solvabilité requis	R0310	546 067
Plafond du MCR	R0320	245 730
Plancher du MCR	R0330	136 517
MCR combiné	R0340	212 526
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	2 500
		C0070
Minimum de capital requis	R0400	212 526

Contact

SwissLife Prévoyance et Santé
Siège social: 7, rue Belgrand – 92300 Levallois-Perret
SA au capital social de 150 000 000 €
Entreprise régie par le Code des assurances
322 215 021 RCS Nanterre

Impressum

Edition — SwissLife Prévoyance et Santé
Réalisation — SwissLife Prévoyance et Santé
Production — Management Digital Data AG, Lenzbourg
© SwissLife Prévoyance et Santé, 2021

DÉCLARATION DE MISE EN GARDE CONCERNANT LES INFORMATIONS PROSPECTIVES

Ce document peut contenir des projections ou des informations prospectives en relation avec Swiss Life, qui impliquent des risques connus ou non, des incertitudes et d'autres facteurs importants. Le lecteur doit être conscient que ces informations portant sur l'avenir ne sont que des projections, qui peuvent différer sensiblement des résultats effectifs, de la situation financière, de l'évolution future, de la performance et des attentes; il convient donc de ne pas les surestimer. Ni Swiss Life, ni ses administrateurs, ni les membres de sa direction, ses cadres, ses collaborateurs ou ses conseillers externes, ni aucune autre personne lui étant liée ou associée d'une autre manière ne font aucune affirmation ni ne donnent aucune garantie, expresse ou implicite, quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations contenues dans ce document. Ni Swiss Life, ni ses administrateurs, ni les membres de sa direction, ses cadres, ses collaborateurs ou ses conseillers externes, ni aucune autre personne lui étant liée ou associée d'une autre manière ne répondent des dommages ou des pertes, de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de l'utilisation de ce document. Toutes les informations prospectives reposent sur les données accessibles à Swiss Life au moment de l'établissement du présent document. Swiss Life ne s'engage à aucune mise à jour ou révision de ces informations prospectives ni à aucune adaptation de ces dernières en raison d'éléments nouveaux, d'événements ou de développements futurs ou de tout autre motif, sauf disposition légale contraire applicable.

Certains chiffres ayant été arrondis, des écarts négligeables peuvent être constatés dans ce rapport entre les valeurs effectives et les sommes ou pourcentages calculés.



*Nous permettons à chacun
de vivre selon ses propres choix.*

*92300 Levallois-Perret
France*

*Tél. 01 46 17 38 38
www.swisslife.fr*